

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
REVENDEICATION DES ENFANTS
Recueillis par l'Assistance Publique

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 15 Décembre 1910, à 1 heure 1/2

PAR

Hippolyte LAMPÉRIÈRE

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. PLANIOL, professeur
Suffragants { *MM. AMBROISE COLIN, professeur*
PERCEROU, agrégé

PARIS (5°)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 12

1910

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

ÉTABLISSEMENT DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

REVENDEUR DES ÉTATS

Recueillis par l'Assistance Publique

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs .

Hippolyte LAMBERT

Paris, 1882

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
REVENDEICATION DES ENFANTS

Recueillis par l'Assistance Publique

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 15 Décembre 1910, à 1 heure 1/2

PAR

Hippolyte LAMPÉRIÈRE

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. PLANIOL, professeur

Suffragants { *MM. AMBROISE COLIN, professeur*
PERCEROU, agrégé



PARIS (5°)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 12

1910

Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

Nous n'indiquons ici que les ouvrages qui nous ont été utiles pour l'ensemble de notre étude. Ceux auxquels nous n'avons eu recours qu'incidemment sont signalés à l'aide de renvois mis au bas des pages.

I. — OUVRAGES GÉNÉRAUX

Béquet (Léon). — Régime et législation de l'assistance publique et privée en France. Paris, Paul Dupont, 1885.

Bernard (Marie-Paul). — Histoire de l'autorité paternelle en France. Montdidier, imprimerie administrative Radenaz, 1863.

Bonde (Amédée). — Condition civile des enfants abandonnés. Thèse, Paris, 1883.

Boucheron (Martial). — Les enfants assistés et la famille. Paris, Paul Dupont, 1869.

Bourdeillette (Adolphe). — Lois protectrices de l'enfance. Laval, impr. F. Salvan, 1907.

Bouvier (Jean). — Précis des lois d'assistance et d'hygiène publique. Paris, Larose, 1907.

Brouillet. — Contribution à l'étude de la loi du 27 juin 1904 sur les enfants assistés. Thèse, Paris, 1908.

Cabibel. — Des enfants assistés. Thèse. Paris, 1895.

Crisenoy (J. de). — Questions d'assistance et d'hygiène publiques traitées dans les conseils généraux en 1895. Paris, Berger-Levrault, 1896.

Dalloz. — Recueil périodique et critique de jurisprudence, de législation et de doctrine. Paris.

Demolombe. — Cours du Code Napoléon, t. VIII. Paris, Hachette, 1870.

- Derouin, Gory et Worms.* — Traité théorique et pratique d'assistance publique, t. II, Larose, 1900. Supplément Larose, 1905.
- Doussat.* — Le nouveau régime des enfants assistés. Étude de la loi du 27 juin 1904. Thèse, Paris, 1906.
- Drucker (Gaston).* — La protection des enfants maltraités et moralement abandonnés, Paris, Rousseau, 1894.
- Fuzier-Hermann.* — Répertoire général alphabétique du droit français. V^o Puissance paternelle, t. XXXI, Paris, Larose.
- Kant.* — Éléments métaphysiques de la doctrine du droit. Traduction Barni. Paris, Durand, 1854.
- Lallemand (Léon).* — Histoire des enfants abandonnés et délaissés. Paris, Alph. Picard, 1885.
- Leloir (Georges).* — Code de la puissance paternelle sur la personne des enfants et descendants, t. I et II. Paris, Pedone-Lauriel, 1892.
- Lenoir.* — De la protection du premier âge. Paris, Berger-Levrault, 1898.
- Lenoir.* — Du régime actuel des enfants assistés en France. Étude critique de la loi du 27 juin 1904. Thèse, Paris, 1907.
- Nillus (Frédéric).* — Déchéance de la puissance paternelle et la protection des mineurs placés avec ou sans l'intervention de leurs parents. Commentaire de la loi du 24 juillet 1889. Paris, Pedone-Lauriel, 1891.
- Nourrisson (Paul).* — Étude critique sur la puissance paternelle et ses limites. Paris, Larose, 1898.
- Planiol (Marcel).* — Traité élémentaire de droit civil, t. I, 4^e éd. Paris, Pichon et Durand Auzias, 1906.
- Rhem.* — Les enfants abandonnés. Thèse, Paris, 1903.
- Rivière.* — Pandectes françaises, t. IX. V^o Assistance publique, t. XIX. V^o Puissance paternelle. Paris, Pichon et Durand-Auzias.

Semichon. — Histoire des enfants abandonnés depuis l'antiquité jusqu'à nos jours.

Taudière (Henri). — Traité de la puissance paternelle. Paris, Pédone, 1898.

Thulié (Dr H.). — Les enfants assistés de la Seine. Paris, Delahaye et Lecrosnier, 1887.

Travers (Maurice). — De la puissance paternelle et de la tutelle sur les enfants naturels. Paris, Larose et Tenin, 1907.

II. — PÉRIODIQUES

Bulletin de la société générale des prisons. Paris, Chaix.
Revue critique de législation et de jurisprudence. Paris, Pichon et Durand-Auzias.

III. — TRAVAUX EXTRA-PARLEMENTAIRES

Rapport de M. Monod, directeur de l'Assistance publique au Président du Conseil, 10 juin 1888. — Documents de l'assistance publique, fascicule 17, p. 1.

Rapport de M. Brueyre au Conseil supérieur de l'Assistance publique sur le projet présenté par le gouvernement. — Documents de l'Assistance publique, fascicule 17, p. 17.

Projet de la loi du Conseil supérieur de l'assistance publique sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés. — Documents de l'Assistance publique, fascicule 17, p. 45.

Rapport de M. Courcelle-Seneuil au Conseil d'État sur le projet de loi relatif à la protection de l'enfance, 1888. — Documents de l'Assistance publique, fascicule 18, p. 57.

Rapport du directeur de l'Assistance publique au Président du Conseil, 28 janvier 1889. — Documents de l'assistance publique, fascicule 23, p. 1.

Rapport du directeur de l'Assistance publique au ministre de l'Intérieur, 1894. — Documents de l'Assistance publique, fascicule 48, p. 1.

IV. — TRAVAUX PARLEMENTAIRES

Loi de 1889

Projet de loi Roussel, 1880. — Journal officiel, 1881.
— Documents parlementaires. Sénat, annexe n° 5,
p. 34.

Projet du gouvernement, 1881. — Journal officiel, 1881.
— Documents parlementaires. Sénat, p. 1443.

Deuxième rapport Roussel, 1881. Journal officiel, 1882.
— Documents parlementaires. Sénat, annexes
n° 451 et 1883. — Documents parlementaires.
Sénat, annexe n°s 232, 263.

Rapports Gerville-Réache, 1884-1885. — Journal officiel,
1884. — Documents parlementaires. Chambre des
députés, annexe n° 2823, 1885. — Documents
parlementaires. Chambre des députés, annexe
n° 3481.

Deuxième rapport Gerville-Réache, 1885-1889. — Jour-
nal officiel, 1886. — Documents parlementaires.
Chambre des députés, annexe 1081, 1889. —
Documents parlementaires. Chambre des dé-
putés, annexe n° 3481.

Loi de 1904

Projet du gouvernement, 1892. — Journal officiel, 1892.
— Documents parlementaires. Sénat, annexe
n° 27, p. 94.

Rapport Th. Roussel, 1899. — Journal officiel, 1899. —
Documents parlementaires. Sénat, p. 514.

Rapport Strauss, 1904. — Journal officiel, 1904. — Docu-
ments parlementaires. Sénat, annexe 25, p. 18.

Rapport Bienvenu-Martin, 1904. — Journal officiel, 1904.
— Documents parlementaires. Chambre des dé-
putés, annexe n° 1675, p. 573.

LA REVENDEICATION DES ENFANTS

RECUEILLIS PAR L'ASSISTANCE PUBLIQUE

INTRODUCTION

C'est une question d'opportunité qui nous a engagé à entreprendre ce travail.

Une jurisprudence toute récente sur le problème de la revendication par leurs parents des enfants recueillis par l'Assistance publique ayant indiqué une lacune législative assez curieuse sur une matière qui retient l'attention des législateurs depuis plus d'un siècle, il nous a paru utile et intéressant de rechercher cette lacune, d'essayer de l'expliquer et d'indiquer si possible les moyens de la combler.

Nous aurons l'occasion de montrer, au cours de l'examen de la question qui nous préoccupe, les difficultés que rencontre l'Etat moderne, dont la tendance de plus en plus caractéristique est de se substituer à

l'initiative privée dans les matières les plus diverses, lorsqu'il se heurte à des principes juridiques dont nous avons hérité des siècles passés et qui ont été consacrés par notre Code civil.

En l'espèce, le mouvement législatif que nous allons étudier tend, depuis une centaine d'années, à réduire à néant les droits de puissance paternelle proclamés intangibles par le Code. Nous signalerons donc au passage les restrictions successives apportées par les législateurs aux droits de parents indignes ou incapables ou même simplement négligents. Puis nous constaterons, c'est là le but principal de notre étude, l'insuffisance de toutes les lois existantes sur la matière qui nous occupe, les hésitations des préparateurs de ces lois, les contradictions de leurs commentateurs. Ceci nous amènera à décider, avec la jurisprudence à laquelle nous faisons allusion tout à l'heure, qu'en présence d'une demande en revendication d'enfant par des parents qui l'ont antérieurement abandonné, l'Assistance publique, si elle ne peut invoquer les déchéances de la puissance paternelle établies par les lois de 1889 et de 1898, se trouve tenue en échec par l'existence de ce principe supérieur qui ne peut être supprimé ou écarté que par des dispositions législatives particulièrement nettes et précises.

Nous bornant à une étude strictement juridique, nous n'examinerons de la question de fait que ce qui

sera absolument nécessaire pour nous déterminer à prendre parti dans la lutte que nous aurons exposée et surtout pour nous permettre d'essayer d'indiquer très succinctement quelles modifications aux textes existants il serait possible d'effectuer pour concilier les intérêts également respectables des parents revendiquants, des enfants abandonnés et du tiers gardien qui les a élevés.

La solution que nous adoptons en l'état actuel des textes nous paraissant un peu rigoureuse, nous essaierons de corriger ce qu'elle a d'extrême.

Et, désireux avant tout de rester impartial sur ce sujet qui a soulevé tant de discussions passionnées, nous corrigerons l'inclination qui nous porte à prendre la défense des parents sans lumières et sans appuis contre une administration toute-puissante par le rappel, au début de cet ouvrage, du développement très remarquable de l'assistance aux enfants abandonnés dont peut s'enorgueillir justement le siècle passé, en exposant le plus rapidement possible ce que fut cette institution dans les temps qui nous ont précédé.

CHAPITRE PREMIER

ÉVOLUTION HISTORIQUE DE L'ASSISTANCE AUX ENFANTS ABANDONNÉS

§ 1. — *Antiquité*

De tout temps l'enfance a été le sujet des discours les plus pathétiques et des poésies les plus attendrissantes, mais le plus souvent les cœurs charitables ont borné là leur sentimentalité, et, sauf de bien rares exceptions, chacun a préféré son propre bien-être aux devoirs de la solidarité humaine.

Dans les civilisations primitives le souci de l'enfance fait complètement défaut : chez les barbares la progéniture ne vaut que ce qu'elle peut rapporter. L'enfant qui naît, c'est un travailleur en herbe ou un guerrier de l'avenir, mais dès que le nombre des enfants devient un embarras, on les sacrifie sans remords pour se soulager d'un fardeau.

Et encore, n'est-ce point là la forme la plus reculée

de la barbarie. Chez les peuples de l'antiquité la plus reculée, à l'exception peut-être des Egyptiens et des Juifs, et notamment chez les Chaldéens, les Assyriens et surtout les Carthaginois, les enfants, non seulement étaient abandonnés suivant le bon plaisir de leurs parents, mais encore servaient en grande partie de victimes expiatoires dans les sacrifices. L'adoration du dieu Moloch, protecteur des Ammonites, et dont le culte se trouvait répandu dans toute la Syrie ainsi que chez les Phéniciens, comportait le sacrifice de milliers d'enfants.

Les siècles s'écoulaient sans apporter de nombreuses modifications à cette barbarie.

Dans beaucoup de républiques, d'une civilisation déjà avancée, la natalité était réglée sur les moyens de subsistance : on faisait mettre à mort les enfants qui dépassaient le chiffre normal. Presque partout les enfants difformes étaient sacrifiés et même les enfants trop chétifs. On n'élevait qu'une seule fille, les autres étaient exposées ou tuées.

§ 2. — Grèce

En Grèce, où la population était cependant clairsemée, en outre de l'exposition et de la vente très fréquentes des enfants, le citoyen athénien avait le

droit d'accueillir ou de repousser l'enfant que sa femme venait de mettre au jour.

Les philosophes, pour des raisons sociales et surtout physiologiques, prônaient ces abandons. Platon notamment ne se contentait pas de demander le sacrifice des enfants difformes ou mal constitués, il voulait aussi faire disparaître ceux qui étaient nés de pères de cinquante ans et de mères de quarante. C'était une application radicale des principes de la sélection.

Aristote ne pensait pas seulement à la perpétuité de la force et de la beauté de la race par le sacrifice des malingres, il demandait aussi, au point de vue économique, pour les nations où l'exposition n'était pas permise, une loi protectrice devant prévenir une trop grande surcharge d'enfants : l'avortement était le moyen qui devait, selon lui, maintenir la natalité au chiffre légal.

Les lois de Lycurgue et de Solon autorisaient l'infanticide.

Le sage Sénèque, lui-même, est de cet avis et s'efforce de démontrer que, lorsque la société supprime un enfant, elle n'obéit pas à la colère, mais à la raison, de même, dit-il, qu'on noie ceux de ses enfants qui naissent débiles ou contrefaits.

On voit par ces philosophes que l'idée de la personnalité de l'enfant et de son droit absolu à la vie et aux soins était, comme le prouve cette dernière argu-

mentation, totalement inconnue. Quelques siècles plus tard, alors que déjà la civilisation a fait de grands progrès, l'horreur de ces sacrifices faits au bien-être vient à se faire sentir dans les mœurs et les habitudes. On n'en va pas jusqu'à changer la tradition cependant, on se contente de l'expliquer différemment.

Le doux Plutarque, par exemple, excuse l'infanticide chez les pauvres en disant qu'ils ont peur de faire de leurs enfants des hommes vulgaires et communs en les nourrissant mal avec des aliments grossiers.

A Athènes, où l'exposition n'est pas autorisée, si le citoyen était trop misérable pour garder et élever sa progéniture, il allait trouver le magistrat, qui mettait l'enfant en vente. De même tout enfant trouvé était vendu comme esclave pour le compte de l'État.

§ 3. — *Rome*

A Rome, les sacrifices ont en grande partie disparu de bonne heure, les superstitions barbares sont moins vives, mais la toute-puissance de l'autorité paternelle qui s'exerce cruellement rend aussi dure la situation de l'enfant. Le père a le droit de vie et de mort sur ses enfants, par conséquent le droit de les exposer, de les abandonner, de les vendre comme esclaves. Les Douze Tables reconnaissent ce droit, depuis longtemps préexistant et qui subsistera jusqu'aux empe-

reurs, et elles enjoignent en outre de faire disparaître au plus vite les enfants mal conformés ou monstrueux.

Cette pratique se perpétua longtemps. Bien mieux, quand le père n'avait pas sacrifié l'enfant à sa naissance, l'autorité religieuse ou civile se chargeait de l'exécution, pour le salut général par exemple, écartant ainsi des présages considérés comme funestes. Un fait rapporté par Suétone montre jusqu'où pouvaient s'étendre ces infanticides légaux. Sous César, le Sénat effrayé d'un prodige qui lui paraissait signifier que la nature était en travail d'un roi pour le peuple romain, défendit d'élever les enfants qui naîtraient dans l'année et, ajoute l'historien, l'intérêt seul des pères dont les femmes étaient enceintes et qui espéraient tous donner le jour à ce roi, empêcha que ce sénatus-consulte fût porté aux archives et reçût force exécutoire (1).

La quantité d'enfants exposés et abandonnés était considérable et leur sort horrible. Ils étaient destinés, lorsqu'ils survivaient, par ceux qui les élevaient, à la prostitution, aux écoles de gladiateurs et même beaucoup étaient torturés (2).

Et cette situation se prolongea des siècles entiers sans subir aucune modification. C'est seulement, au dire de M. Bouchaud (3), Alexandre Sévère qui

1. Lallemand, *Suétone*, in-octav., XCIV.

2. Horace V, in *Canidiam*. — Sénèque, *Controv.*, lib. V, 33.

3. *Commentaire de la loi des Douze Tables*.

commença à défendre l'enfance. Il édicta une loi prononçant la peine de la déportation contre tout créancier qui recevait des enfants comme gage de sa créance, devant savoir que leur condition libre ne permettait pas une semblable transaction.

Mais il est permis de croire qu'à une époque un peu antérieure des princes éclairés et bienveillants essayèrent de diminuer, dans une certaine mesure, les excès dont ils étaient chaque jour témoins. Nous retrouvons en effet une décision de Trajan, en réponse à une interrogation de Pline le Jeune, alors gouverneur de la Bithynie, sur la liberté des enfants abandonnés dans cette province, décision digne de remarque et qui indique un réel progrès sur les mœurs dès cette époque. « On a souvent traité la question qui regarde les enfants nés libres, exposés, recueillis ensuite et élevés dans l'esclavage. Mais parmi les constitutions de mes prédécesseurs il ne s'en trouve aucune sur ce sujet qui soit générale pour toutes les provinces. Il est vrai que l'on voit des lettres de Domitius à Avidius Nigrinus et à Armenius Brocchus sur lesquelles on pourrait peut-être se régler... Je ne crois donc pas ni que l'on doive refuser la liberté à ceux qui la réclameront sur un tel fondement, ni qu'on les puisse obliger à la racheter par le remboursement des aliments qu'on leur aura fournis. » Le même empereur un peu plus tard vient lui-même en aide pécuniairement aux enfants pauvres.

Dioclétien ôta au père le droit de vendre, de donner ou d'engager les enfants.

Mais en résumé, pendant toute la durée de la république et du principat la *patria potestas* pesa lourdement sur le sort des nouveau-nés livrés par la loi au bon plaisir de leur père légitime et par la coutume à l'arbitraire des parents naturels. Seule, aux derniers temps de l'Empire, l'influence chrétienne venant adoucir les mœurs, crée, dans un but de charité, un mouvement sentimental en faveur des déshérités et au premier chef des enfants abandonnés. Les apologistes des premiers siècles s'appuyent sur le texte de l'Évangile qui montrait le Sauveur entouré d'enfants, glorifiant ces pauvres petits si méprisés par les sages de l'antiquité, déclarant que recevoir en son nom un d'entre eux c'était le recevoir lui-même et qu'il vaudrait mieux être mort que scandaliser l'innocence (1).

Saint Barnabé, saint Justin, Minutius Félix, Clément d'Alexandrie, saint Cyprien défendent l'avortement, l'infanticide et l'exposition. Il suffit pour les résumer de citer un passage emprunté à Tertullien (2) : « Je m'adresse maintenant au peuple ; combien d'entre vous, hommes altérés du sang des chrétiens, combien de vos magistrats, si équitables pour vous, si rigoureux contre nous, je pourrais con-

1. Matthieu XVIII, et Luc, IX.

2. Tertullien, *Apol.*, IX.

fondre par des reproches trop fondés d'avoir ôté la vie de leurs enfants au moment de leur naissance ! Vous ajoutez encore à la cruauté par le genre de mort : vous les noyez, vous les faites mourir de froid ou de faim, vous les donnez à manger aux chiens ; ce serait une mort trop douce de périr par le fer. Pour nous, à qui tout homicide est défendu, il nous est également défendu de détruire le fruit d'une mère dans son sein, avant même que l'homme soit formé, c'est un homicide anticipé que d'empêcher la naissance. »

Ces exhortations portent enfin leur fruit sous le règne de Constantin, empereur chrétien. Celui-ci rend en 315 l'édit suivant : « Que toutes les villes de l'Italie aient connaissance de cette loi dont le but est de détourner la main des pères du parricide et de leur inspirer de meilleurs sentiments. Si donc quelque père a des enfants auxquels sa pauvreté l'empêche de donner des aliments et des vêtements, ayez soin que notre fisc et même notre domaine privé leur en procurent sans délai, car les secours à donner aux enfants qui viennent de naître ne comportent pas de retard (1). »

Quelques années plus tard le même empereur condamne à la peine du parricide quiconque sera meurtrier de ses enfants ; et, voulant atteindre le mal jusque dans ses racines, il étend à l'Afrique les

1. Justinien, *Code*, l. II.

mesures tutélaires réservées primitivement à l'Italie. Malheureusement l'état moral et matériel de l'empire ne permettait pas à cet effort généreux de se soutenir et Constantin lui-même, dès 329, est obligé d'autoriser le père à vendre ses enfants, mais seulement *sanguinolentos* et *propter miniam paupertatem egestatemque victus* (1).

Valentinien, Valens et Gratien décrétèrent l'exposition des nouveau-nés punissable ; tous les pères étaient astreints à l'obligation d'élever leurs enfants.

Mais il faut franchir un long siècle et arriver à Justinien pour trouver établis définitivement les droits naturels de l'enfant exposé : « Sancimus nemini licere sive ab ingenuis genitoribus puer parvulus procreatus, sive a libertina progenie, sive servili conditione maculatus expositus sit; eum puerum in suum dominum vindicare, sive nomine domitii, sive adscriptitiæ, sive colonariæ conditionis..... Qui itaque ad eum modum in ecclesia, aut vicis publicis, aut aliis locis projecti fuisse comprobati erunt (ajoute l'empereur dans une autre loi) hos omnibus modis liberos esse præcipimus (2).

Et cependant sous Justinien subsiste encore cette trace du passé : le père profondément misérable peut

1. Code Théod., XI, XXVII, 1.

2. Code Justinien, VIII, t. LII, leg. 3-4, Auth. collat. XXXVI. *De inf. expositis*, novel. const., CLIII.

vendre son enfant à sa naissance et l'acquéreur a le droit de le garder.

C'est ainsi qu'on trouve dans la législation du Bas-Empire de nombreuses lois favorables à l'enfance et même un certain nombre de mesures établissant en faveur de l'enfant un rudiment de protection sociale.

Mais ces lois n'ont en réalité qu'une portée théorique et restent sans application tant par suite de l'état des mœurs et des usages du paganisme que par suite de la misère publique et des guerres continues que les Romains entreprennent et soutiennent.

§ 4. — *Barbares*

Quel était, à la même époque, l'état de la législation de ces mêmes barbares sous les coups desquels devrait sombrer l'empire romain ? La législation des Francs, même avant que toute influence chrétienne se fût sentie sur elle, contenait des mesures protectrices de l'enfance : le meurtre d'un enfant était puni d'une amende ; les manœuvres destinées à procurer la stérilité, l'avortement étaient punies.

Les Visigoths punissaient de mort l'auteur d'une tentative d'avortement, mais leur loi était beaucoup moins sévère pour l'exposition des nouveau-nés qui n'était pas considérée comme une action criminelle.

Cependant tout individu convaincu d'avoir exposé un enfant de condition libre devenait esclave à sa place.

Les Germains et les Celtes élevaient avec soin tous leurs enfants.

Les lois des barbares étaient donc beaucoup moins sauvages que celles de la République romaine.

§ 5. — *Moyen âge*

De ce que l'influence chrétienne se soit vivement fait sentir sur le Bas-Empire romain et sur les Barbares civilisés, il ne faudrait pas croire cependant que l'Église, en tant que pouvoir légiférant, ait d'un seul coup renversé toutes les mesures si cruelles adoptées vis-à-vis de l'enfance. Dans tout l'Occident, où ne s'appliquait pas le Code de Justinien, l'esclavage des enfants était la règle générale; l'Église suivait la tradition et l'avait ouvertement adoptée par ses usages et par ses Conciles. Beaucoup de curés même comptaient parmi leurs serfs les enfants qui avaient été abandonnés devant leur église.

Ces enfants étaient abandonnés dans des conditions semblables à celles du tour employé si longtemps et remplacé depuis peu par le système de l'admission à bureau ouvert. Sur le porche de l'église

se trouvait une coquille en pierre ou en marbre dans laquelle on plaçait l'enfant dont on voulait se défaire. L'enfant recueilli par le curé, ce dernier demandait à ses paroissiens si quelqu'un voulait bien s'en charger. Le plus souvent il le gardait lui-même pour le plus grand avantage de la culture de ses terres.

Du ⁱⁱⁱ^e au ^{ix}^e siècle, au contraire, la protection accordée à l'enfance semble rétrograder. Sans doute faut-il voir là une conséquence d'une époque terrible remplie de guerres civiles, de famines, d'épidémies.

C'est au ^{vi}^e siècle pour la première fois que l'on rencontre à Trèves quelques traces d'une fondation en faveur des enfants trouvés ; puis au ^{vii}^e une autre fondation à Angers établie par Saint-Maimbœuf. Mais tous renseignements précis font défaut sur ces deux fondations.

Au contraire, on trouve au ^{ix}^e siècle un asile ayant date certaine et affecté uniquement à l'enfance abandonnée : il est dû à l'archiprêtre Dathéus de Milan et remonte à 787. « En conséquence, moi, Dathéus, est-il dit dans l'acte de fondation, pour le salut de mon âme et celui de mes concitoyens, j'ordonne qu'on fasse de la maison que j'ai achetée et qui est contiguë à l'église, un hospice pour les enfants trouvés. Je veux qu'aussitôt qu'un enfant sera exposé dans l'église il soit reçu par le préposé de l'hospice et confié à la garde et aux soins de nourrices qui seront payées pour cela... Ces enfants apprendront un métier

et lorsqu'ils seront parvenus à l'âge de huit ans, je veux qu'ils soient dégagés de toute servitude et libres d'aller et de demeurer où il leur plaira (1). » Sans doute d'autres asiles durent être fondés à cette époque mais celui-là seul est connu d'une manière assez complète. Tout au plus pourrait-on signaler, comme intervention de la royauté, les recommandations bienveillantes prescrites par Charlemagne et Louis le Débonnaire dans leurs capitulaires aux évêques, abbés, comtes et *missi dominici*.

Il faut arriver au ^x^e siècle pour trouver de nouvelles créations d'hospices ; mais à cette époque le mouvement de charité tend à se généraliser quelque peu.

Les pères du Saint-Esprit, ordre créé par Guy, fils de Guillaume, comte de Montpellier, et dont un des principaux buts était justement l'assistance aux enfants ainsi qu'en font foi les termes mêmes de leur prononciation de vœux « *Negocia curabo ad honorem dei ad victum, vestitum, sustentationem pauperum, infirmorum, peregrinorum et infantium expositorum* » (2), et Innocent III fondent plusieurs hospices. En 1316 un magnifique hospice d'enfants trouvés fut établi à Florence. En 1331 un simple bourgeois

1. Muratori, *Ant. Ital. med. ævi.*, t. III, p. 537.

2. *Recueil des lettres patentes, édits, concernant l'ordre régulier et hospitalier du Saint-Esprit*, in-folio, 1723, p. 265.

en fondait un à Nuremberg. En 1369 s'élevait à Paris l'hospice du Saint-Esprit.

Malheureusement l'influence royale vint se juxtaposer aux efforts des particuliers, et, tout en procurant à ces derniers un sérieux appui, tendit à les faire dévier de leur véritable but et à restreindre la portée de ces fondations. En effet, si nous nous reportons notamment aux lettres patentes accordées au premier hospice parisien, l'hospice du Saint-Esprit, par Charles VII le 4 août 1445, nous y remarquons cette phrase curieuse : « Si on y admettait des enfants trouvés et inconnus, il faudrait en recevoir beaucoup trop parce que « moult de gens feroient « moins de difficultés de eux abandonner à pécher « quand ils verroient que tels enfans bastards seroient « nourris et qu'ils n'en auroient ni la charge ni la sol- « licitude. »

Cependant le roi n'allait pas jusqu'à demander la modification de l'état de choses plus libéral existant dans les autres hospices, et, dans un autre passage des mêmes lettres patentes, il conseillait de continuer « ce que de tout ancienneté c'en est accoutumé pour lesdits enfans ainsi trouvés et inconnus, quêter en l'église de Paris, en certain lit étant à l'entrée de ladite église par certaines personnes qui des aumônes et charités qu'ils en reçoivent ils les ont accoutumé gouverner et nourrir, en criant publiquement aux passants par devant le lieu où iceux enfans sont

« faites bien à ces pauvres enfans trouvés... »

Mais il ne paraît pas que le zèle des âmes charitables fut éveillé ou accru par ces paroles de leur souverain. Elles craignaient sans doute de s'occuper de ces bâtards que le roi excluait de l'hospice.

Aussi, devant la condition misérable de ces enfans doublement déshérités, le Parlement dut intervenir, et, dans un célèbre arrêt du 13 août 1552, imposa aux seigneurs hauts justiciers l'obligation de contribuer à l'entretien, subsistance et éducation des enfans trouvés.

Maintenant de quelle manière les seigneurs s'acquittaient-ils de leurs obligations sous ce rapport ? A en juger par l'état très précaire des enfans abandonnés, il est permis de penser qu'ils firent le moins de sacrifices possible. Il semble d'ailleurs que chaque fois qu'ils en eurent l'occasion, ils firent retomber sur les hospices les dépenses des « trouvés » soit sans indemnité, soit en payant un abonnement (1).

De sorte que, si les initiatives se succédaient, la situation des enfans abandonnés ne changeait guère. Comme auparavant les mères qui ne pouvaient garder leurs enfans les exposaient dans les églises, sous le porche, ou même sur le parvis, sur les routes, le plus grand nombre mourait de faim ou de froid, les

1. D^r Missol, *Ancien Hôtel-Dieu de Villefranche en Beaujolais*, 1882, p. 7.

autres devenaient la proie des mendiants qui leur brisaient les membres et les couvraient de plaies pour exciter la pitié publique, ou des bateleurs qui les dressaient, les disloquaient pour les faire servir, filles ou garçons, aux plaisirs de la foule. C'était à la fois une effroyable hécatombe et une odieuse exploitation.

Peut-être quelques-uns, c'était sûrement le petit nombre, tombaient entre des mains réellement charitables. La conscience publique, dominée par l'ignorance et le fanatisme religieux, eût réprouvé ces adoptions des bâtards maudits (1).

A Lyon, en 1526, les enfants trouvés étaient admis au grand Hôtel-Dieu de Notre-Dame-de-Pitié du Pont-du-Rhône ; l'autorité municipale l'avait acheté en 1478 aux religieuses de la Chassagne. Les petits abandonnés y étaient recueillis jusqu'à l'âge de sept ans, puis on les mettait en apprentissage, ou on les plaçait, ou bien ils allaient par la ville avec un écriteau sur la poitrine portant ces mots : « Nous sommes de pauvres orphelins sortant de l'Hôtel-Dieu et demandant l'aumône pour Dieu. » Lyon est la première ville de France où l'autorité ait porté secours aux enfants abandonnés sans s'inquiéter s'ils étaient bâtards ou enfants légitimes.

En 1536, François I^{er} fonda l'hospice des Enfants-

1. Dr Thulié, *Les enf. assist. de la Seine*, p. 6.

Dieu destiné à recevoir les enfants dont les parents étaient morts à l'Hôtel-Dieu. C'est cet hospice qui fut appelé plus tard hospice des Enfants-Rouges à cause du costume que portaient ces orphelins. Mais les bâtards en étaient toujours exclus.

Un précurseur de saint Vincent de Paul, Thomas de Villeneuve, archevêque de Valence, donna à ses contemporains un bel exemple de charité : il bannit tout luxe de sa vie et de son palais dont il fit un hospice où il recueillait les enfants abandonnés. Il sacrifia la plus grande partie de ses ressources à payer les mois de nourrice de ceux dont tout le monde se désintéressait.

Mais il s'agit là d'entreprises individuelles et ce n'est qu'un siècle plus tard qu'à force de zèle et de ténacité saint Vincent de Paul parvint à intéresser l'Etat au salut des enfants trouvés. L'éloge de l'œuvre de saint Vincent de Paul n'est plus à faire. Rappelons simplement son rôle en faveur des enfants trouvés : après avoir, à Paris, créé un hôpital général pour les recevoir, il leur donne, en la personne des filles de la charité, des mères dévouées et tendres, il contribue encore d'une façon considérable au développement des hôpitaux généraux et obtient du roi d'importants subsides.

§ 6. — *Histoire de la maison de la Couche*

L'origine du mouvement de charité qui devait entraîner l'Etat à s'occuper pour la première fois d'une façon effective et efficace des enfants trouvés résulte d'une façon assez curieuse des conséquences de l'arrêt du Parlement de Paris du 13 août 1552 dont nous avons déjà parlé. Cet arrêt obligeait les seigneurs justiciers de la ville et des faubourgs à contribuer à l'entretien des enfants trouvés et décidait que, pour la régularité des opérations, « les deniers adjugés pour ladite nourriture et autre qui seroient aumônez auxdicts enfans seroient mis ès mains des maistres et gouverneurs de l'Hostel Dieu de la Trinité » à charge de commettre une personne pour recevoir les enfants exposés « soit en ladicte église de Paris ou ailleurs » laquelle femme, continue l'arrêt « fera résidence et recevra lesdicts enfans en la forme et manière qui par cy devant a esté gardée en la dicte église de Paris ». Cet arrêt désignait en outre les deux premières femmes chargées de la surveillance et de l'éducation des enfants, c'étaient Marie de la Croix veuve de Philippe le Jay et Anne Guyon veuve de Pierre d'Estampes.

La pauvre veuve qui succéda aux deux femmes désignées par l'arrêt habitait en 1636 à Paris au port

Saint-Landry, dans une des rues les plus sombres, les plus tortueuses et les plus infectes de Paris. La maison qui était sienne et que l'on appelait Maison de la Couche était loin d'être confortable et hygiénique. Les deux servantes qui l'assistaient ne lui procuraient qu'une aide bien insuffisante pour l'entretien des nombreux enfants que leur apportaient les commissaires du Châtelet. Mais, tant bien que mal, la Maison de la Couche remplissait le rôle qui lui avait été assigné par l'arrêt. La veuve morte, les bonnes continuèrent à recevoir les nouveau-nés ; mais, faute de soins suffisants, les enfants mouraient en grand nombre, ou même étaient vendus par elles moyennant 20 sols à des mendiants, des bateleurs, des gens qui les faisaient servir à des opérations magiques, des vicillards qui les mettaient à mort. De sinistres rumeurs vinrent à courir sur la Maison de la Couche qui fut surnommée bientôt Maison de la Mort. Quand saint Vincent de Paul alla visiter la Maison de la Mort il fut révolté par l'horrible spectacle qui se présenta à ses yeux : un monceau d'enfants gisaient pêle-mêle, vivants, agonisants et morts sur des grabats puants (1). Il entretint à plusieurs reprises de ces horreurs les dames de charité de l'Hôtel-Dieu, parmi lesquelles on comptait M^{mes} de Marcilhac, de la Petrie, de Lamoignon, de Chantal, de Miramon,

1. Dr Thulié, *Les Enfants assistés de la Seine*, p. 9.

Fouquet, M^{lle} Legras, nièce du garde des Sceaux de Marillac. Ces dames vinrent visiter la Maison de la Couche, ce qu'elles virent les épouvanta et elles décidèrent de se charger de ces pauvres enfants. Une maison fut louée à la porte Saint-Victor en 1638 et M^{lle} Legras prit la direction de la Maison des Enfants-Trouvés.

D'un autre côté le saint sut émouvoir la Cour et Louis XIII, sur l'intercession d'Anne d'Autriche, consentit en 1642 à donner 4.000 livres. En 1646, Louis XIV, âgé de six ans, portait cette pension à 12.000 livres.

Mais ce n'était pas encore suffisant, et, en 1648, les dames de charité à bout de ressources se déclarèrent prêtes à abandonner l'œuvre entreprise ; il faut l'éloquence enflammée de saint Vincent de Paul pour les engager à persévérer.

§ 7. — *Les Hôpitaux généraux*

L'opiniâtreté de saint Vincent de Paul devait d'ailleurs être récompensée : par son édit de juin 1670 le roi adjoignait l'hôpital des Enfants-Trouvés à l'hôpital Général, créé en 1656, et plaçait le tout sous l'administration d'un comité dont faisaient partie un certain nombre des collaboratrices du saint homme.

En 1672 et en 1688 l'administration de l'hôpital Général achetait près de l'Hôtel-Dieu et dans la rue Neuve-Notre-Dame deux maisons qui furent réunies à la Maison de la Couche. C'est sur cet emplacement, qu'en 1748 fut bâti l'hospice des Enfants-Trouvés qui devint plus tard le siège de l'administration de l'assistance publique jusqu'à ce que le bâtiment de l'avenue Victoria ait été construit.

Les enfants à allaiter étaient seuls conservés à la Maison de la Couche où ils attendaient les nourrices qui devaient les emmener à la campagne. Les enfants âgés d'un an au moins étaient immédiatement envoyés à la Pitié ou à la Salpêtrière.

Au début on maintint seulement pendant trois ans les enfants en nourrice. Les nourrices étaient choisies le moins loin possible de Paris, dans les provinces de Normandie, de l'Ile-de-France, de Picardie. A partir de 1690 les enfants leur furent confiés pendant cinq ans, puis pendant sept à huit ans. En 1789 l'hôpital Général laissait les enfants chez leur nourrice jusqu'à l'âge de seize ans. Les Filles de la Charité étaient chargées des inspections en province ; elles allaient surveiller la façon dont les enfants étaient tenus, elles recueillaient les certificats des enfants morts et rapportaient les linges confiés à la nourrice pour vêtir l'enfant. Quand les enfants quittaient les nourriciers et rentraient à Paris, on les mettait soit à la Salpêtrière, soit à l'hospice de la rue Saint-Antoine. Quelques-uns restaient

à la Maison de la Couche ; c'était dans un but de spéculation : on choisissait les plus jolis et on les faisait quêter les jours de fêtes. A la pitié qu'excitait leur malheureux sort, se joignait la sympathie que provoque toujours la beauté. Tout à fait au début on conservait assez peu d'enfants pour se contenter des nourrices habitant Paris ou les environs : ces nourrices étaient payées 5 livres par mois. Mais les enfants assistés par la Maison de la Couche augmentant avec une rapidité considérable, on dut faire venir des nourrices des pays plus éloignés, et celles-ci ne tardèrent même pas à devenir insuffisantes.

C'est alors que se créa l'industrie des racoleurs de nourrices. Une délibération de l'hôpital général de 1703 mentionne l'existence de meneurs qui ne tardèrent pas à accaparer le racolage des nourrices et à en faire une industrie dont ils tiraient de scandaleux profits. Ils prenaient à leurs clientes des primes exorbitantes et celles-ci se vengeaient en négligeant complètement le nourrisson qui leur était confié. De plus, ces meneurs payaient avec une telle inexactitude le peu qu'ils consentaient à laisser à ces pauvres femmes que l'on vit se créer, dans les villages où se recrutaient ces nourrices, de véritables banques qui avançaient à usure aux nourrices, sur le dépôt de la bulle de l'enfant, les mois échus dont ils attendaient quelquefois bien longtemps le paiement. Cette industrie ne disparut que vers 1826, époque à laquelle une

ordonnance vint confier aux percepteurs le paiement des mois de nourrices.

Les enfants étaient reçus à la maison de la Couche sur ordonnance des commissaires enquêteurs et examinateurs au Châtelet.

D'après les procès-verbaux des admissions faites par les hospices des enfants assistés, soigneusement conservés, on remarque que de 1640 à 1747 le seul mode d'admission est l'exposition. L'enfant présenté par sa mère n'était pas accepté. Mais quand elle l'avait exposé, soit sous une porte, soit dans l'église, soit même dans la rue, le commissaire du quartier procédait à la levée de l'enfant, dressait un procès-verbal et ordonnait son entrée à la maison de la Couche.

Voici la teneur du premier procès-verbal que possèdent les archives des enfants assistés de la Seine :

L'an 1640, le lundy trentième jour de janvier, sur les sept à huit heures du matin, nous Hubert Guiet, commissaire et examinateur au Chastelet de Paris, pour ce mandé et requis, nous sommes transporté à l'église Saint-Nicollas des Champs, où estant avons trouvé un enfant exposé sur un bancq de ladicte église. Lequel enfant ayant fait lever et y celui démailloter par Simone Aulmont pauvre femme y celui enfant s'est trouvé estre un garçon asgé de deux mois environ, sans aucun mémoire ni escrit pour voir d'où provient ladicte exposition. Et nous en estant particulièrement enquis de François Aseline, fos-

soyeur de ladite église, et de Michel Roiffié s'ils ne savaient pas à qui appartenait ledit enfant, ils ont dict n'en savoir aucune chose. Et après qu'il ne s'est trouvé personne qui se soit voulu charger dudit enfant, au moyen de quoi jusqu'à ce que autrement en ait été pour nous plus amplement informé et ordonné par M. le lieutenant criminel, avons ledit enfant fait porter à la Couche des enfants trouvés l'an et jour ci-dessus. Signé: Guiet. L'enfant a été nommé Pierre Damair et placé à Clamart.

L'intervention nécessaire des officiers de police pour l'abandon des enfants dura jusqu'en 1792.

Cependant à partir de 1754 les officiers de police ne se déplaçaient plus pour se rendre sur le lieu de l'exposition, mais se faisaient apporter les enfants exposés à leur commissariat.

En 1792 les formalités diminuèrent. On supprima l'intervention de l'officier de police et l'enfant trouvé était purement et simplement apporté au bureau de l'hospice. Durant toute cette époque le nombre des enfants abandonnés à Paris fut considérable. De 5.032 en 1760, il montait en 1772 à 7.629 pour diminuer jusqu'à 3.799 en 1860 et même 3.128 en 1884. Mais si l'on veut bien considérer le chiffre de la population parisienne d'alors, et si l'on se rend compte des différences entre cette époque et la nôtre au point de vue de la facilité des transports, on peut constater facilement que l'amour des enfants et le respect de la vie

humaine n'existaient pas dans le passé et se sont développés progressivement à mesure que l'on se rapproche des temps modernes. C'est d'ailleurs à n'en pas douter de l'initiative et du mouvement de générosité sociale créés par des philosophes du XVIII^e siècle et notamment Vauban, d'Alembert et Rousseau que provient l'essor considérable donné à la charité publique vis-à-vis de l'enfance. C'est de la Révolution, issue du grand mouvement d'opinion créé par ces philosophes, que date l'ère des lois protectrices de l'enfance que nous allons examiner dans un instant.

§ 8. — *Le problème de la revendication
avant la Révolution*

Avant de clore cette introduction, un dernier mot est nécessaire pour indiquer la solution donnée au problème que nous allons essayer de résoudre plus loin pendant les époques que nous venons de parcourir rapidement pour examiner l'historique de l'assistance à l'enfance.

Dans les temps antiques, de même chez les Grecs et les Romains, où la personnalité de l'enfant n'existait pas, où les sentiments d'affection entre parents et enfants étaient réduits à leur plus simple expression, la question ne se pose même pas. Le père ou la mère qui avaient abandonné leur enfant ne songeaient

nullement à s'enquérir plus tard de ce qu'il était devenu, et, même s'ils l'eussent voulu, l'organisation de l'assistance à l'enfant n'existant pour ainsi dire pas, ils ne l'auraient pas pu. L'enfant était irrémédiablement perdu pour eux. Dans notre ancien droit, ce problème de la revendication des enfants abandonnés par leurs parents ne commence à se poser qu'à l'époque de la création des hôpitaux généraux, c'est-à-dire au xvii^e siècle. Sans doute dut-il y avoir avant cette époque des mères qui vinrent réclamer leur enfant à l'autorité à laquelle elles l'avaient confié, mais faute de textes il est permis de supposer que le fait était assez rare et que l'accord se faisait toujours entre la mère et l'administration gardienne de l'enfant lorsque celui-ci pouvait être retrouvé. Mais lors de la création des hôpitaux généraux le problème se précise. Il paraît en effet certain que, dès cette époque, les enfants mineurs de vingt-cinq ans placés dans les maisons de l'hôpital général étaient sous la tutelle des administrateurs de cet hospice à l'exclusion de toute tutelle du droit commun. Les modes de sortie de cette tutelle étaient dès cette époque les suivants : l'effet de l'âge, la reddition de l'enfant à sa famille ou la remise à des bienfaiteurs, mais avec, dans ce dernier cas, exclusion de la tutelle qui appartenait toujours aux administrateurs. Nous voyons, dès l'origine du service, des mères venir réclamer l'enfant abandonné par elles dans un moment d'égarement et

de misère. Cette remise, qui paraît bien avoir été de droit, ressemble cependant singulièrement à la remise d'essai qui constitue, a-t-on dit, la grande innovation de la loi du 24 juin 1904 que nous retrouverons ultérieurement. Voici en effet un engagement, consigné sur le registre matricule des enfants assistés de l'année 1751 portant le n° 1450 (1), « qui consacre à la fois le droit à la remise aux parents et le droit à l'ingérence de la part de l'administration dans l'éducation paternelle postérieurement à cette remise : « Je soussigné Nicolas Labauve, pâtissier, travaillant pour les maîtres, et Marie-Anne Fontaine, ma femme, que j'autorise, demeurant rue Poissonnière à la Nouvelle France, paroisse de Montmartre, reconnaissons que MM. les directeurs de l'hôpital général et de celui des enfants trouvés y uni, nous ont fait remettre ce jourd'huy Françoise Labauve, notre fille, dénommée cy dessus, de laquelle nous déchargeons ledit hôpital et promettons solidairement de l'élever dans la religion catholique apostolique et romaine et de la représenter toutes fois et quantes nous en serons requis par lesdites sieurs directeurs. Fait à Paris le 13 may 1751. »

Cela nous prouve que le conflit entre l'administration et les parents revendiquants était résolu en fait, sinon en droit, au xvii^e siècle.

Mais vers 1674 des règles commencent à être

1. Lallemand, *Histoire des Enfants abandonnés*, p. 202 en note.

établies pour ces retraits, sans qu'il y ait néanmoins de discussion sur le fond du droit. Les réclamants doivent produire un certificat du curé de leur paroisse, et, suivant les circonstances, on rend le pupille gratuitement ou moyennant le remboursement de tout ou partie des frais d'entretien ; acte de la remise est passé devant notaire. Souvent aussi des personnes n'ayant pas d'enfants demandent un petit garçon ou une petite fille pour les élever. Le bureau acquiesce à ces requêtes après vérification de la moralité des demandeurs. Parfois même des nourriciers viennent réclamer l'enfant qu'ils ont élevé et qui leur a été retiré à l'âge de sept ans.

CHAPITRE II

LE PROBLÈME DE LA REVENDICATION DE LA RÉVOLUTION A LA LOI DU 24 JUILLET 1889

§ 1. — *L'œuvre législative de la Révolution ; les textes jusqu'en 1811*

La Révolution française changea complètement le régime des enfants assistés. Non seulement elle essaya de *sauvegarder* leur existence matérielle, mais encore elle leur donna un état civil et s'occupa de leur éducation. Elle mit sur un pied d'égalité parfaite les enfants légitimes et les enfants naturels, simples ou adultérins. Mais ce n'est que lentement et peu à peu qu'elle arriva à formuler les lois dont quelques-unes sont restées comme le point de départ de toute la législation sur l'enfance.

En effet, si nous trouvons dans l'ancien droit un

mouvement administratif assez important en faveur des enfants abandonnés, à ce mouvement ne correspond pas un mouvement similaire et d'égale étendue en législation.

Les états généraux ne se sont nullement occupés de cette question avant 1789 et c'est seulement dans les vœux contenus dans quelques-uns des cahiers présentés à cette époque que l'on voit des demandes formulées à ce sujet.

Le premier monument législatif qui se présente dès l'aube de la Révolution est le décret du 10 septembre 1790 par lequel l'Assemblée nationale met à la charge des municipalités et des départements les dépenses des enfants trouvés. Suit presque immédiatement et comme corollaire du premier un décret du 29 novembre même année qui décharge les ci-devants hauts justiciers de l'obligation de nourrir les enfants trouvés et règle la manière dont il sera pourvu à leur subsistance.

La constitution du 3 septembre 1791 commence à construire l'édifice législatif et porte « qu'il sera créé et organisé un établissement général de secours publics pour élever les enfants abandonnés. »

Mais voici un mouvement plus important : par son décret du 28 juin 1793 la Convention confie à la Nation la charge de l'éducation physique et morale des enfants abandonnés. Bien plus, tout enfant misérable, orphelin ou délaissé, né de parents pauvres

et malheureux, a droit, aussi bien que les enfants trouvés et abandonnés, au secours de l'Etat.

C'était là une conception grandiose du devoir d'assistance de l'Etat. Malheureusement, pour des raisons budgétaires principalement, la portée de ce décret devait subir, quelques années après sa promulgation, des restrictions de plus en plus nombreuses.

Enfin, et laissant de côté l'arrêté du 5 messidor an IV relatif au mode de paiement des mois de nourrice des enfants abandonnés, nous arrivons à la loi qui constitue l'assise fondamentale de la législation de l'enfance abandonnée : la loi du 27 frimaire an V.

Cette loi est d'une brièveté, d'une clarté et d'une précision de termes qui annonce le Code civil et devrait exciter l'envie de nos législateurs modernes. Elle prescrit que les enfants abandonnés seront gratuitement recueillis dans les hospices civils. Elle décide en outre que les enfants recueillis seront, jusqu'à majorité ou émancipation, sous la tutelle du président de l'administration municipale dans l'arrondissement de laquelle sera l'hospice où ils auront été portés. Elle punit correctionnellement quiconque aura porté un enfant ailleurs qu'à l'hospice.

Dans son article 3 elle enjoignait aussi au Directoire de faire un règlement sur la manière dont les enfants abandonnés seraient élevés et instruits. C'est en exécution de ce texte que fut rendu l'arrêté du

30 ventôse an V complété par l'arrêté du 25 floréal an VIII.

Pendant toute cette période révolutionnaire l'admission de l'enfant est des plus simples. Elle se fait à bureau ouvert et une seule pièce est demandée : l'acte de naissance. Mais des abus se produisent bientôt et dès le 23 ventôse an IX le ministre de l'Intérieur Chapsal proteste contre les abus innombrables qui surchargent le service des enfants assistés. Aussi le ministre, par l'intermédiaire des préfets, ordonne aux administrateurs « de ne conserver à la charge de la Nation que les enfants de parents inconnus; seuls ils ont droit aux secours du gouvernement; la bienfaisance des administrations locales doit prendre soin de tous les autres ».

Malgré cette restriction considérable à l'effort généreux issu de la Révolution le mouvement en avant se continue dans l'ordre législatif et aboutit à la loi du 15 pluviôse an XIII.

L'objet essentiel de cette loi est de régler la tutelle des enfants admis dans les hospices.

Elle décide, dans son article premier, que : « Les enfants admis dans les hospices, à quelque titre et sous quelque dénomination que ce soit, seront sous la tutelle des commissions administratives de ces maisons, lesquelles désigneront un de leurs membres pour exercer, les cas advenant, les fonctions de tuteur, et les autres formeront le conseil de tutelle. »

Elle décide de plus dans son article 8 que les biens de l'enfant décédé avant sa sortie de l'hospice seront la propriété de l'hospice à défaut d'héritier.

Du problème qui nous occupe, il n'est point question dans cette loi qui ne se réfère d'ailleurs à aucun autre texte.

Tout au plus peut-on tirer argument en faveur de la subsistance indéfinie des droits de la puissance paternelle, de ce même article 8 et de l'article 9 qui réservent les droits des héritiers naturels comme supérieurs à ceux de l'hospice, sous la seule condition d'indemniser l'établissement hospitalier des aliments fournis et dépenses faites pour l'enfant décédé.

Bien plus précis est le décret du 19 janvier 1811 qui, après avoir nettement défini les différentes catégories d'enfants dont l'éducation est confiée à la charité publique (enfants trouvés, enfants abandonnés, orphelins pauvres) (art. 1), rétabli le tour (art. 3) et maintenu les règlements préexistants relatifs à la tutelle de ces enfants (art. 15), décide au titre VII dans son article 21 : « Il n'est rien changé aux règles relatives à la reconnaissance et à la réclamation des enfants trouvés et des enfants abandonnés ; mais avant d'exercer aucun droit, les parents devront, s'ils en ont les moyens, rembourser toutes les dépenses faites par l'administration publique ou les hospices ; et, dans aucun cas, un enfant dont l'État aurait dis-

posé, ne pourra être soustrait aux obligations qui lui ont été imposées.

§ 2. — *Nécessité d'un retour aux principes*
Fondement du droit de la puissance paternelle

Voilà le premier texte que nous rencontrons visant nettement l'hypothèse de la revendication. Solutionne-t-il le problème ? Pas le moins du monde. Il se réfère simplement aux règles préexistantes.

Or, comme nous venons de le voir, de règles préexistantes il n'y en a dans aucun des textes qui ont eu pour objet de légiférer sur l'enfance abandonnée. La seule source à laquelle nous devons nous reporter est le Code civil, œuvre toute nouvelle à cette époque, directement inspirée des principes de la Révolution et qui a complètement rompu avec l'ancien droit, d'ailleurs muet sur ce sujet, comme le droit intermédiaire.

Une première question se pose qui a bien son importance : sous l'influence de quels principes généraux du droit le Code civil a-t-il traité de la puissance paternelle, et d'abord qu'est-ce que la puissance paternelle que nous allons constamment opposer aux droits de l'État protecteur de l'enfance abandonnée ?

La puissance paternelle est une institution qui remonte à l'origine du monde, c'est sans contredit

la plus ancienne des institutions des pays civilisés. « Ce que nous connaissons de l'homme et de sa sociabilité naturelle, sa longue faiblesse pendant l'enfance nous paraissent imposer l'existence originelle de la famille. On a prétendu, il est vrai, qu'il n'en a pas toujours été ainsi et qu'à l'époque préhistorique la famille elle-même n'existait pas. Mais ce n'est qu'une hypothèse dont la vérification est bien impossible et qui même a été abandonnée par une partie de l'école évolutionniste (1). »

Il s'ensuit que la puissance paternelle, comme le mariage et la famille elle-même, est fondée sur le droit naturel. Elle est préexistante aux législations positives et celles-ci n'ont pu que la reconnaître et la consacrer tout en lui donnant des formes et une énergie variables. On a pu discuter ses limites, jamais sa légitimité. Evidemment la raison de cette puissance est de faciliter au père le moyen de développer les facultés physiques et intellectuelles de l'enfant, ce devoir impérieux est une charge du pouvoir créateur dont l'homme fait usage, il est la conséquence forcée de la génération, car la société humaine ne saurait subsister si l'homme ne se conformait pas à une obligation de la loi naturelle qui prescrit la sociabilité. L'intérêt de l'enfant considéré comme membre du corps

1. Rapport de M. Dareste à l'Académie des sciences morales et politiques en 1877. — Taudière, *Traité de la puissance paternelle*, p. 2.

social est donc le fondement du devoir de l'éducation et de l'autorité qui est nécessaire pour l'accomplir ; il sert aussi à indiquer la grandeur de l'obligation et la limite du droit (1). Ce serait une erreur de faire dériver, comme l'ont fait Grotius (2) et Montesquieu (3), du fait de la génération, un droit de propriété en faveur du père.

Ce serait également une erreur de fonder le droit de puissance paternelle sur un consentement présumé des enfants et par conséquent sur une espèce de convention tacite. Le fait incontestable de l'absence de volonté de l'enfant dans l'acte de la procréation vient à l'encontre de cette thèse soutenue jadis par Puffendorf (4). Il faut admettre avec Kant que l'intérêt de l'enfant est la base, le but et la limite du droit des père et mère : « Les enfants en tant que personnes, dit-il, ont droit, comme avantage inné (*angeborenes*) aux soins de leurs parents jusqu'à ce qu'ils soient capables de se conserver eux-mêmes. En effet le fruit étant une personne, on doit considérer la procréation comme un acte par lequel on engendre une personne sans son consentement et d'une façon tout arbitraire et qui nous impose l'obli-

1. Bernard, *Histoire de la puissance paternelle*, introd. XI.

2. Grotius, *Du Droit de la guerre et de la paix*, l. II, chap. V, § 4.

3. Montesquieu, *Esprit des lois*, l. XXIII, chap. VII.

4. Puffendorf, *Des Devoirs de l'Homme et du Citoyen*, titre II, chap. III.

gation de rendre aussi agréable que nous pouvons le faire cette existence que nous lui avons donnée. Les parents ne peuvent pas détruire leur enfant comme si c'était une œuvre mécanique (*als ihr gernæchsel*) et leur propriété, ni même l'abandonner au hasard, car ce n'est point seulement une chose (*ein weltwesen*), mais un citoyen du monde (*ein Weltbürger*) qu'ils ont produit. De ce devoir résulte ainsi nécessairement pour les parents, tant que leur enfant n'est pas encore en état lui-même de faire usage de son corps et de son esprit, outre le soin de le nourrir et de l'élever, le soin de le diriger (*Zur handhabung*) et le former sous le rapport pragmatique (c'est-à-dire lui faire apprendre un art mécanique) afin qu'il puisse plus tard pourvoir lui-même à son existence et à ses besoins, comme aussi sous le rapport moral. Mais l'âge de l'émancipation étant arrivé, ils doivent renoncer à leur droit paternel de commander comme aussi à toute prétention de dédommagement pour les soins et les peines qu'ils ont eus jusque-là, et l'obligation que l'enfant leur doit en échange, une fois son éducation terminée, ne peut être considérée par eux que comme un simple devoir de vertu, c'est-à-dire un devoir de reconnaissance (1). »

On a tiré argument de ce passage pour prétendre

1. Kant, *Eléments métaphysiques de la doctrine du droit*. Part. 1, ch. II, sect. III, titre II, §§ 28 et 29. Traduction J. Barni. Paris, Durand 1854.

que l'intérêt de l'enfant étant le seul guide à suivre en la matière, il ne fallait pas hésiter à sacrifier celui des parents toutes les fois qu'une contrariété semblait exister entre eux.

Mais telle n'est pas la conclusion qui ressort de ce texte, car si les devoirs des parents sont ainsi de telle sorte qu'aucune loi, aucune puissance, aucune nécessité, aucune autorité supérieure ne puisse les en dispenser, leurs droits sont revêtus des mêmes caractères et aucun pouvoir, sous aucun prétexte, n'est autorisé à les leur enlever (1).

Quelle est alors la part de la loi ? Elle devra seulement organiser fortement la puissance paternelle, l'atténuant à l'égard du fils devenu homme, mais sans jamais la faire disparaître absolument. La société aidera les parents dans leur tâche et la leur facilitera, sauf même à se substituer à eux, mais dans des cas tout à fait anormaux. Un contrôle et une surveillance seront organisés pour réprimer les abus individuels toujours possibles sans que les droits des parents soient sacrifiés, sans que, sauf le cas d'absolue nécessité, l'état assume une mission pour laquelle il n'est pas fait (2). Cette solution n'était pas la solution admise par le droit romain qui ne donnait aucun droit personnel à l'enfant et en faisait au contraire la

1. Franck, *Philosophie du Code civil*, p. 103.

2. Taudière, *Traité de la puissance paternelle*, p. 27.

propriété du *paterfamilias*, mais c'était la solution admise dès avant le moyen âge par les peuples de Germanie et de Gaule que les Romains appelaient les Barbares. Chez eux les pères n'avaient de droits sur leurs enfants que parce qu'ils avaient le droit de l'élever.

§ 3. — *La puissance paternelle dans le Code civil.*

Manque de sanction

Quelle est la solution choisie par les législateurs de la Révolution, puis postérieurement par les auteurs du Code civil ? Ils ont abandonné la théorie romaine et des pays de droit écrit pour se rallier à celle des pays de coutume dérivée des lois des Germains (1). Ils ont en conséquence entendu sauvegarder les droits de l'enfant tout en maintenant la toute-puissance paternelle, inaliénable, indélébile, de droit naturel. Sans doute chez certains juristes trouve-t-on le désir de voir le droit du père contrôlé et maintenu dans des limites raisonnables, ce désir est resté sans réalisation. Voici ce que disait à ce sujet le tribun Albisson au Corps législatif : « L'homme est par sa nature un être sociable. Il n'a jamais existé qu'en société mieux ou moins bien organisée, et toute société se compose néces-

1. Décrets des 28 août 1792 et 30 mai 1793.

sairement d'une agrégation de familles.... L'autorité des père et mère sur leurs enfants a sa racine dans le cœur même de l'homme et dans sa destination à l'état de société... Il s'agissait d'établir le pouvoir des père et mère sur les bases avouées par la nature, la raison et l'intérêt social ; il fallait donc que la loi le réglât de manière que son ressort ne fût ni trop tendu ni trop relâché, qu'elle prit pour cela un juste milieu entre le despotisme des uns et la licence des autres, qu'elle fixât sa durée et ses limites par une juste application de son principe fondamental qui n'est autre, je ne saurais trop le répéter, que l'intérêt des enfants et celui de la société (1). »

Il apparaît donc bien de cet extrait que le Code a entendu adopter la puissance paternelle basée non sur le droit de propriété absolue du père, mais sur la corrélation entre les devoirs que lui impose la paternité et les droits qui lui sont nécessaires pour accomplir ces mêmes devoirs.

En suit-il de là qu'il ait adopté le principe d'une puissance paternelle soumise à des restrictions ou à un contrôle ou même à une déchéance quelconque. Nullement. Il a reconnu le droit de l'enfant à la vie et son individualité propre, mais il a maintenu intangible, incessible la puissance paternelle et ne l'a subordonnée à aucune espèce de condition.

1. Loqué, t. VII, p. 82.

Comme l'a fait à juste titre remarquer M. Pradines :
« dans le Code civil les obligations du père n'ont été
l'objet d'aucune sanction, et son autorité a revêtu le
caractère d'un droit indélébile qui ne pouvait être
atteint par aucune déchéance. »

En effet l'article 372 pose sans restriction le principe
de l'autorité paternelle jusqu'à la majorité ou l'éman-
cipation de l'enfant. Il constitue bien de la sorte
l'abandon du principe de la puissance paternelle de
droit écrit qui durait autant que la vie de l'enfant
et l'adoption du principe sanctionné par les coutumes,
mais ne limite en rien les droits absolus du père
pendant la minorité de l'enfant. L'article 203 impose
bien aux époux l'obligation de nourrir, entretenir et
élever leurs enfants, mais, s'ils n'accomplissent pas
ces devoirs, le Code civil ne restreint nullement leur
puissance paternelle.

Puissance paternelle établie dans l'intérêt de l'enfant
mais, sans limite, sans contrôle, sans sanction pos-
sibles, voilà donc indiscutablement ce que nous pou-
vons lire dans le Code.

Cette opinion se trouve justifiée et éclairée d'ailleurs
par une discussion qui eut lieu à la séance du Conseil
d'État du 26 frimaire an X (1). Le premier consul
présent à la séance posa cette question : si un père
donne une mauvaise éducation à son fils, l'aïeul sera-

1. Locré, t. VII, p. 21.

t-il autorisé à lui en donner une meilleure ? Tronchet répondit : les fils n'appartiennent qu'au père. Malle-ville fit observer que chez les Romains le magistrat pouvait *cognita causa* ôter l'enfant au père ou forcer ce dernier à l'émanciper. Reguier ajouta qu'en France on ôtait le fils au père qui lui donnait une mauvaise éducation. Le premier consul insista : le projet, dit-il, laisse de côté beaucoup de questions qu'il importe de résoudre. Si l'enfant ne reçoit pas une éducation conforme à la fortune de son père, peut-il se pourvoir et demander à être mieux éduqué ? Lorsque les mœurs du père sont dérégées, n'y a-t-il pas lieu de donner quelque autorité à la mère ? Tronchet répondit qu'il n'y avait là que des détails dont on s'occuperait plus tard. On ne s'en occupa jamais.

§ 4. — *Le décret du 19 janvier 1811 et l'instruction ministérielle de 1823*

Et lorsque l'on se retrouve en présence du décret de 1811, on est obligé de constater que la restriction au droit des parents de revendiquer leur enfant, formulée dans le second alinéa de l'article 21, ne constitue qu'une entrave apportée aux réclamations possibles et laisse subsister absolument intacts les droits des parents dérivant de la puissance paternelle que nulle autorité ne peut battre en brèche. Les règles

antérieures auxquelles le décret fait allusion ne sont justement que les principes généraux du droit que nous venons d'exposer et les solutions admises par le Code.

Aussi bien cet article reste-t-il lui aussi sans sanction possible. Il subordonne la remise de l'enfant au remboursement des sommes déboursées pour lui par l'administration. Mais, outre que cette exigence constitue presque une négation de l'assistance à l'enfance, elle ne peut mettre obstacle au droit des revendiquants qui ne peuvent satisfaire à l'obligation qu'on leur impose. Il est en effet absolument contraire aux principes généraux du droit d'attribuer à l'administration pour le recouvrement d'une créance, évidemment certaine et légitime, et dont le recouvrement peut être poursuivi par toutes les voies de droit soit en vertu de l'article 1166 du Code civil, soit en vertu des principes de la gestion d'affaires, et ce en raison de l'obligation alimentaire qui incombe aux père, mère et ascendants, une sorte de droit de rétention, de gage sur la personne de l'enfant. Ce droit refusé à des particuliers créanciers par exemple pour frais d'apprentissage ou de service, ne peut raisonnablement être accordé à l'administration de l'Assistance publique.

Il ne nous paraît pas utile d'insister sur l'exception apportée aux droits du père de famille dans les cas prévus par ce décret art. 16), où les services de

l'enfant auraient été requis par le ministère de la Marine. Ces dispositions du décret de 1811 ne préjugent en rien du fond de la question qui nous occupe. Il est certain, en effet, que lorsqu'un enfant assisté est repris par sa famille, c'est à charge par celle-ci de respecter les conventions faites et les engagements pris par l'administration au nom de cet enfant. Ainsi, si l'enfant a été mis en apprentissage, il faut que le contrat soit respecté par les parents si mieux ils n'aiment que l'obligation se résolve en dommages-intérêts ; si l'enfant âgé de seize à dix-huit ans a contracté un engagement volontaire dans la marine ou dans l'armée, il n'est pas libéré évidemment par cela seul qu'il retrouve sa famille. Là n'est pas la question ; il est possible que le droit de garde soit altéré par l'engagement pris, mais, à tous les autres points de vue, les parents sont admis à reprendre sur la personne de l'enfant leurs droits de direction et de tutelle (1).

L'instruction ministérielle du 8 février 1823 ne fait que régler les conditions exigées des parents qui revendiquent leurs enfants et ne prétend nullement contester leur droit. Elle complète et renforce les difficultés soulevées par l'administration aux remises sollicitées par les parents. D'ailleurs, il s'agit là d'un simple document administratif qui ne saurait prévaloir contre les textes que nous venons de citer. Le cha-

1. Leloir, *Code de la puissance paternelle*, p. 486.

pitre X de la quatrième partie relatif à la reconnaissance et à la réclamation des enfants s'exprime ainsi : « Les enfants exposés ou abandonnés ne doivent être remis aux parents qui les réclameraient qu'à la charge, par ces derniers, de rembourser toutes les dépenses que les enfants ont occasionnées.

» Il ne peut être fait d'exception que pour les parents qui sont reconnus hors d'état de rembourser tout ou partie de cette dépense.

» Les exceptions ne peuvent avoir lieu qu'autant qu'elles sont autorisées par les préfets qui doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour constater la position réelle des réclamants.

» Il importe d'obvier aux inconvénients qui résultent du peu d'obstacles que les parents des enfants exposés éprouvent à les visiter et à se procurer des renseignements sur les lieux qu'ils habitent, sur les personnes auxquelles ils sont confiés. Les renseignements à donner aux parents doivent se borner à leur faire connaître l'existence ou le décès des enfants.

» Les administrations qui ont recueilli les enfants doivent intimer à leurs agents l'ordre de ne point s'écarter de cette règle, et son exécution rigoureuse préviendra successivement l'exposition et l'abandon d'un grand nombre d'enfants.

» Les personnes qui réclament un enfant doivent donner sur lui et les circonstances de son exposition des détails tels qu'ils ne permettent pas de prendre le

change sur l'enfant qui leur appartenait et sur celui qu'on leur rend.

La remise d'un enfant aux parents qui le réclament ne doit avoir lieu que sur un certificat de leur moralité délivré par le maire de leur commune et attestant en outre qu'ils sont en état d'élever leurs enfants. »

Trouvons-nous là une trace quelconque de déchéance pouvant frapper les parents ? N'y trouvons-nous pas plutôt de la part de l'administration le désir, légitime d'ailleurs, de ne s'incliner devant le droit supérieur des parents que sur la preuve par eux administrée qu'ils méritent d'exercer à nouveau les droits qu'ils revendiquent. Mais, que cette preuve soit ou non faite, quel pouvoir d'opposition peut compéter à l'administration et quel pouvoir de contrôle ou d'appréciation peuvent se reconnaître les tribunaux sur la demande dont ils seraient saisis ? Aucun assurément.

§ 5. — *Attribution arbitraire aux tribunaux par la jurisprudence antérieure à 1889 d'un droit de contrôle sur la puissance paternelle.*

Certes, il s'est trouvé des juristes qui ont brillamment défendu, sinon le droit pour l'Assistance publique de se faire juge de la moralité de l'ascendant qui réclame l'enfant et de ses moyens d'existence, du moins le droit pour le tribunal de se prononcer sur ces questions. « Voici, dit M. Lallemand, une

mère légitime qui vit de débauche, elle rejette son enfant dont la présence gênait ses débordements ; plus tard, alors que la fille est devenue grande, cette femme veut la ramener auprès d'elle, peut-être pour lui faire prendre sa place, et elle n'aurait qu'à verser quelques pièces d'or pour avoir le pouvoir de ravir cette pauvre créature à la famille qui l'a élevée, à l'administration qui l'a protégée ! Énoncer la question est la résoudre. Il n'existe pas de tribunal qui puisse sanctionner une pareille énormité (1). » Non, poser la question n'est pas la résoudre dans le sens indiqué par M. Lallemand. C'est la résoudre évidemment au point de vue philanthropique et de la morale, mais non au point de vue du droit ; c'est constater simplement la nécessité de légiférer pour venir contrecarrer par l'établissement de cas variés de déchéance, la puissance paternelle intangible et absolue du Code civil. Déjà Demolombe avait élevé de véhémentes protestations contre cette absence de textes : « Supposez que le père ou la mère se livre envers un enfant aux plus graves excès, à des violences, à des brutalités intolérables... Supposez aussi qu'au lieu de pourvoir à la nourriture, à l'entretien, à l'éducation de son enfant le père ou la mère le laisse manquer de tout. Ou bien encore la maison paternelle est un lieu d'ivrognerie et de débauche, une école d'immoralité !

1. Lallemand, p. 300.

Laisserez-vous l'enfant dans ce dénuement ? Le laisserez-vous dans ce foyer de dépravation ? Non, sans doute ; cela est impossible. Il faut venir au secours de cet enfant ; la raison, la morale, l'humanité même l'exigent, dans l'intérêt de l'enfant, dans l'intérêt de l'ordre public. Mais il n'y a pas de texte ! Nous ferons comme nous pourrons ! Mais il faut absolument, je le répète, que nous en venions là (1) ». L'aveu est bon à noter. « Nous comprenons ce cri de l'âme, répond M. Laurent, cette révolte du sens moral. Mais ces sentiments ne sont-ils pas à l'adresse du législateur (2) ? » Certes, en présence de certains cas particulièrement révoltants, on comprend que l'administration de l'Assistance publique ait cherché, en l'absence de textes, à lutter par l'emploi de procédures plus ou moins dilatoires à la demande de remise dont elle était saisie, mais on ne comprendrait pas qu'elle vint arguer d'un droit positif, pas plus qu'on ne peut comprendre le pouvoir d'intervention et de contrôle que s'est reconnu à maintes reprises la jurisprudence.

La jurisprudence essaya d'appuyer son intervention et le droit de contrôle qu'elle s'arrogeait sur des textes du Code. Mais cette jurisprudence, sanctionnée cependant par quelques arrêts de la Cour

1. Demolombe, titre VI, 367.

2. Laurent, t. IV, 291.

de cassation et justifiée par une partie de la doctrine fut vivement combattue et de nos jours est formellement condamnée. Elle ne réussit qu'à empiéter sur les droits du législateur et à créer du droit prétorien.

Elle essaya d'abord de s'appuyer sur l'article 444 du Code civil, prétendant que cet article qui exclut de la tutelle les gens d'une inconduite notoire était applicable aux père et mère aussi bien qu'aux tuteurs, et que les uns comme les autres devaient être destitués pour inconduite notoire, incapacité ou infidélité dans leur gestion. C'est à cette conclusion que se ralliait M. Chardon dans son *Traité de la puissance paternelle* : « La disposition de l'article 444 du Code civil est tellement positive et générale que les père et mère n'y étant pas exceptés s'y trouvent nécessairement compris. »

Mais quelle assimilation de possible entre la puissance paternelle et la tutelle ? Cependant plusieurs arrêts vinrent décider, conformément à cette théorie, que le père, tuteur légal, pouvait être déchu du droit d'administrer les biens de ses enfants. (Toulouse, 26 novembre 1830 et 20 mai 1832. — Cassation, 16 décembre 1829. — Paris, 29 août 1825.) En tous cas ces arrêts ne tranchent nullement la question qui nous occupe : ils statuent sur le droit d'administration du père et non sur son droit de gouverner la personne de ses enfants.

Les tribunaux en présence de ces difficultés renoncèrent à chercher des appuis dans les textes du Code et s'arrogèrent purement et simplement un droit de contrôle à l'aide duquel ils démembraient plus ou moins, suivant les cas, les attributs de la puissance paternelle. Voici comment M. de Loynes, professeur à la Faculté de droit de Bordeaux, justifiait cette jurisprudence : « La puissance paternelle est moins un droit du père comme à Rome qu'un droit de protection comme dans notre ancien droit. Or, les parlements jouissaient d'un pouvoir d'appréciation, d'un droit de contrôle affirmé dans plusieurs arrêts. Donc nos tribunaux sont également investis du même pouvoir modérateur. » Mais M. Laurent répond justement à cela que ce qui distingue nos tribunaux des Parlements, c'est que ceux-ci avaient un pouvoir discrétionnaire que nos tribunaux n'ont plus.

D'ailleurs, si les législateurs du Code avaient eu l'intention de conférer pouvoir à ce sujet aux tribunaux, ils n'auraient pas manqué de le dire et nous avons justement vu qu'il n'en avait été question nulle part dans le Code.

Malgré cela, cette jurisprudence s'établit et fonctionna jusqu'en 1889. Evidemment, aucun arrêt n'alla jusqu'à enlever au père ou à la mère la totalité des droits de la puissance paternelle, mais on les privait de l'exercice de ceux de ces droits qui leur permet-

taient de compromettre la santé ou la moralité de leurs enfants. (Cass. Req., 3 mars 1856. D. 56. 1. 296. — Caen, 31 décembre 1811. Dall. J. G. V° P. P. n° 26. — Bordeaux, 13 juin 1860. D. 61. 2. 92. — Cassation, 15 mars 1864. S. 64. 1. 157. — Trib. Seine, 15 décembre 1869. D. 69. 3. 104. — Paris, 27 juillet 1875. D. 77. 2. 61.)

§ 6. — *Critique de la jurisprudence
précédemment exposée. — Les arrêts contraires*

Cependant quelques décisions en sens contraire et plus conformes aux principes juridiques que nous venons d'exposer furent rendues. Nous pouvons citer entre autres un arrêt de la Cour de Paris du 29 août 1825 (S. 26. 2. 44) qui laissait à un père d'une inconduite notoire la garde de son enfant parce que la garde fait partie des droits de la puissance paternelle qui ont leur source dans la nature et sont confirmés par la loi; un jugement du tribunal du Puy du 10 décembre 1869 (D. 70. 3. 64) qui déclare qu'enlever au père l'administration de la personne de ses enfants, c'est en réalité le déclarer déchu de la puissance paternelle. Enfin et surtout un arrêt de la Cour de Colmar du 5 avril 1838, rapporté au Dalloz (1839. 2. 255) qui consacre formellement la prééminence du droit de puissance paternelle sur la tutelle des hospices,

même en matière de paternité naturelle. Cet arrêt qui tranche la question d'une façon remarquablement nette mérite d'être rapporté en entier ; le voici avec le sommaire :

« La tutelle d'office que les administrateurs des hospices exercent sur les enfants trouvés ou abandonnés cesse *de plano* lorsque les parents se présentent ou sont connus. La reconnaissance légale d'un enfant déposé à l'hospice des Enfants Trouvés confère à celui qui s'est annoncé en être le père, tous les droits de la puissance paternelle et notamment la tutelle de l'enfant. Celui qui reconnaît un enfant déposé à l'hospice des Enfants-Trouvés a qualité, en vertu de la puissance paternelle, pour intenter, au nom de l'enfant, une action en recherche de maternité, encore bien que l'enfant ne lui ait pas été remis ou qu'il ne l'ait pas encore réclamé. »

(Demoiselle F... contre H...)

Le 6 juin 1833 un enfant du sexe masculin est présenté au pasteur de Durmesheim (pays de Bade) comme né à Carlsruhe, le 2 juin : cet enfant est baptisé sous le nom d'Adolphe, fils naturel de demoiselle Wilhelmine Fischer, fille légitime de Georges Fischer et d'Ernestine Kilion de Savière (Bavière rhénane). Le 6 mai 1835 cet enfant est déposé à l'hospice des Enfants-Trouvés de Strasbourg, sous le nom d'Adolphe Fischer.

En 1838 le sieur H... reconnaît, devant le juge de paix du canton sud de Strasbourg, Adolphe Fischer pour son fils naturel. Il déclare que cet enfant est né de lui et de Victorine F..., fille de François de N... Bientôt le sieur H... forme contre la demoiselle Victorine F... une demande en déclaration ou en reconnaissance de maternité; il conclut en outre à la rectification des noms de l'enfant. La demoiselle F... prétend que le sieur H... n'a pas qualité pour former cette demande; que la simple reconnaissance de l'enfant faite par celui qui prétend en être le père ne suffit pas pour dépouiller immédiatement les droits de tutelle d'office conférés par la loi aux administrateurs des enfants trouvés; qu'il faut que cette déclaration ait été suivie d'effets, que l'enfant ait été remis à celui qui le réclame comme père; que, jusque-là, la déclaration faite par le sieur H... devant le juge de paix ne saurait attribuer à ce dernier les droits de puissance paternelle en vertu desquels il forme la demande que repousse la demoiselle F... La défenderesse demande incidemment que la désignation de sa personne comme mère d'Adolphe Fischer soit effacée de l'acte de reconnaissance fait par le sieur H...

20 juin 1838, jugement du tribunal de Saverne qui repousse l'exception de la demoiselle F... et ordonne qu'il soit plaidé au fond. Ce jugement est ainsi motivé :

Attendu que le demandeur au principal, défendeur à l'incident, se présente dans la cause comme agissant au nom de l'enfant mineur dont il s'est reconnu le père; Que cette reconnaissance résulte d'un acte reçu au greffe de la justice de paix du canton sud de la ville de Strasbourg, le 21 mai dernier; Que la partie de Klein (la défenderesse) oppose à celle de Schaller (le demandeur) le défaut de qualité et le prétend inhabile à poursuivre au nom de son enfant la recherche de la maternité tant et si longtemps qu'il n'aura pas été investi de la tutelle, laquelle, jusqu'à présent, et aux termes de la loi du 15 pluviôse an XIII, reste attribuée aux administrateurs des hospices de Strasbourg, où l'enfant avait été déposé; Attendu que la reconnaissance a été faite en conformité de l'article 304 du Code civil; Qu'elle est valable et qu'elle a pour conséquence de conférer au père naturel tous les droits résultant de la puissance paternelle; Que les auteurs sont d'accord sur l'étendue et les effets de la puissance paternelle, sans distinction entre un père légitime et un père naturel, que l'assimilation de l'un et de l'autre est entière, sauf la dissidence concernant l'application de l'article 384;

Attendu qu'il faut dire que la partie de Schaller, tenant tous ses droits et tous ses devoirs de la puissance paternelle, avait évidemment qualité à intenter une action qui devait donner un état à son enfant indépendamment de celui que déjà il venait de lui assurer; Que ce n'est pas comme tuteur légal qu'il agit, mais bien en vertu de la puissance paternelle qui lui compète et que la partie de

Klein ne lui dénie pas jusqu'à présent ; Que, si les administrateurs des hospices sont les tuteurs d'office des enfants trouvés et abandonnés, cette tutelle doit cesser lorsque les parents se présentent et sont connus ; Que la reconnaissance d'un enfant naturel conférant au père tous les droits de la puissance paternelle, il ne peut plus y avoir nécessité de conférer la tutelle aux administrateurs des hospices et qu'il faut laisser au père seul l'exercice entier des droits qu'il tient de la nature et des lois ; Qu'ainsi c'est le cas de rejeter l'exception proposée et d'ordonner que les parties plaideront au fond ; Qu'il n'y a pas lieu d'examiner quant à présent le mérite des conclusions de la partie de Klein relatives à la désignation de la mère faite dans l'acte de reconnaissance et qu'il convient d'en réserver la décision avec le jugement de la cause principale.

Arrêt : la Cour : adoptant les motifs des premiers juges, confirme...

Cet arrêt portait un dernier coup aux espérances des juristes de l'Assistance publique d'arriver à leurs fins avec les textes relatifs au droit de puissance paternelle. Ils ne désarmèrent pas et songèrent alors à arriver au même but par des voies détournées. Ils argumentèrent de l'article 339 du Code civil qui permet à toute personne y ayant intérêt de contester la reconnaissance d'un enfant naturel de la part du père ou de la mère, de l'article 444 du même Code que nous avons déjà analysé succinctement, de l'article 1 de la loi du 15 pluviôse an XIII qui confie à la tutelle

des hospices les enfants qui y ont été admis sous quelque dénomination que ce soit, et voici le raisonnement tenu récemment à ce sujet par M. Béquet (1) : « Un enfant abandonné est naturel ou légitime et la réclamation qui en est faite est frauduleuse ou sincère. La réclamation est frauduleuse quand elle est faite par une personne qui se prétend à tort être le père ou la mère. Si l'on se trouve en face d'un père naturel, cette reconnaissance peut être contestée en vertu de l'article 339 par les hospices qui ont un intérêt suffisant à cet égard. Si l'on se trouve en présence d'un père légitime, la paternité peut être également contestée par application de cet article 339 si la qualité du père légitime résulte d'un acte de légitimation par mariage. La réclamation d'un enfant est sincère quand elle a lieu par le père naturel réel ou par le père légalement légitime. Dans ce cas la filiation de l'enfant étant établie, les conséquences légales de cette filiation peuvent être détruites sur la demande des hospices, soit en vertu de l'article 444 du Code civil par une demande formée contre le père par le tuteur choisi par l'hospice en vue d'obtenir l'exclusion ou la destitution de la tutelle et de la garde et de l'éducation du père indigne, soit en vertu de l'article 1 de la loi du 15 pluviôse an XIII qui confère sans condition aux hospices la tutelle des enfants qui y ont été

1. Béquet, *Conflit entre la puissance paternelle et la tutelle administrative*, p. 117 et sqq.

admis sous quelque dénomination que ce soit. » Et le même auteur conclut en prétendant que les règles sur la revendication posées par le décret de 1811 et l'instruction ministérielle de 1823 ont été établies comme conséquence et comme suite de cette théorie juridique.

Nous reconnaissons bien volontiers la portée juridique exacte de la première méthode, celle de la contestation de la reconnaissance, quant aux deux autres nous avons vu déjà ce qu'il en fallait penser et nous venons de voir de quelle façon sévère la jurisprudence condamnait la dernière.

§ 7. — *Consécration de l'insuffisance des textes par l'institution par l'assistance publique du contrat d'abandon.*

En somme la puissance paternelle s'imposait toujours et quand même à l'administration. Elle essaya, surtout à partir de la création du service des enfants abandonnés moralement en 1881, un nouveau système qui présentait les mêmes lacunes que les précédents. Sans se faire d'ailleurs une grande illusion sur la valeur de son nouveau procédé, l'Assistance publique, quand les parents étaient connus, leur faisait signer un contrat d'abandon, emprunté comme formule à la pratique du New York Juvenile Asylum,

par lequel ils déclaraient se décharger volontairement sur l'administration du soin de pourvoir leur enfant d'un placement convenable et s'interdire toute immixtion dans sa direction ; s'ils manquaient à leurs engagements, ils devaient rembourser tous les frais occasionnés par le mineur.

Voici quelle était la formule de contrat que l'Assistance faisait signer aux parents : « Je, soussigné, déclare confier sans conditions et de ma propre volonté à l'administration générale de l'assistance publique à Paris, l'enfant et autorise ladite administration à le pourvoir d'un placement convenable de manière à le mettre en état de se suffire à lui-même par le travail.

» Je m'engage en outre à ne pas m'immiscer dans les placements qui seront procurés à cet enfant, et, dans le cas où je demanderais à le reprendre, à rembourser intégralement à l'administration les frais occasionnés par son entretien, placement en apprentissage, résiliation de contrat, etc. A Paris, le »

Ce moyen était susceptible de donner certains résultats heureux en pratique en raison de l'intimidation causée aux parents par la signature d'un contrat dont ils ignoraient le vice originel. En effet, en vertu de l'article 6 du Code civil, ce contrat était irrémédiablement nul comme portant sur des droits hors du commerce. Il laissait l'Assistance publique désar-

mée contre les enfants vicieux qu'elle ne pouvait châtier, n'ayant pas le droit de correction. D'autre part, la cession consentie du droit de garde était toujours révocable pour les parents et même une clause pénale ajoutée au contrat ne pouvait avoir d'effet, atteinte qu'elle était du même vice que l'obligation principale. Quant à l'engagement pris par les parents de payer les débours occasionnés par l'enfant, il était bien valable en soi, mais sans portée vis-à-vis de parents insolvables, étant donné que l'enfant ne pouvait être retenu en gage de la créance.

En résumé, abstraction faite des trois seuls cas de déchéance existant à cette époque et prévus par : 1° l'article 335 du Code pénal, qui dit dans le paragraphe 2 « si le délit (attentat aux mœurs par excitation habituelle de mineurs de vingt et un ans à la débauche) a été commis par le père ou la mère, le coupable sera de plus privé des droits et avantages à lui accordés sur la personne et les biens de l'enfant par le Code civil, livre I, titre IX » ; 2° par la loi du 7 décembre 1874, article 2 et 3 ainsi conçus :

Art. 2. — Les pères, mères, tuteurs ou patrons et généralement toutes personnes ayant autorité sur un enfant ou en ayant la garde, qui auront livré, soit gratuitement, soit à prix d'argent, leurs enfants, pupilles ou apprentis âgés de moins de seize ans, aux individus exerçant les professions d'acrobate, saltimbanque, charlatan, montreur

d'animaux ou directeur de cirque, ou qui les auront placés sous la conduite de vagabonds, de gens sans aveu ou faisant métier de la mendicité, seront punis des peines portées en l'article 1.

Les pères et mères pourront être privés des droits de la puissance paternelle.

Art. 3. — Quiconque emploiera des enfants âgés de moins de seize ans à la mendicité habituelle, soit ouvertement, soit sous l'apparence d'une profession, sera considéré comme auteur ou complice du délit de mendicité en réunion prévu par l'article 276 du Code pénal et sera puni des peines portées audit article. Dans le cas où le délit aurait été commis par les pères, mères ou tuteurs, ils pourront être privés des droits de la puissance paternelle ou être destitués de la tutelle.

Il était impossible à l'administration de l'Assistance publique, dans l'intervalle entre la Révolution et la loi de 1889, de s'opposer à la remise d'un enfant, même sollicitée par des parents manifestement indignes.

Pourrait-on, dans ce cas, reprocher à l'Assistance publique d'avoir épuisé tous les moyens juridiques et employé toutes les voies détournées pour s'opposer en fait à la remise qu'elle ne pouvait refuser en droit ? Evidemment non. L'Assistance a commencé, en dehors des luttes juridiques qui viennent d'être exposées, par aviser la mère qui, depuis 1842, vient déposer son enfant au bureau, qu'elle ne saura jamais le lieu de son placement, qu'elle ne recevra de ses

nouvelles que quatre fois par an et saura seulement s'il est mort ou vivant. Ensuite, afin de faire perdre à la mère la trace du pupille, elle le place dans un département autre que celui où il est déposé. Enfin, une réclamation se produit-elle malgré toutes ces précautions ? L'Assistance publique attend patiemment la décision de justice, espérant lasser par son opiniâtreté le peu d'énergie de parents peu fortunés, ignorants de leurs droits et des moyens de les faire valoir. Mais, en supposant les choses poussées à bout, l'assistance publique ne peut que s'incliner, de même que le tribunal ne peut qu'adjuger les conclusions des demandeurs : « Dans l'état de ces textes le juge ne pouvait pas ne pas ordonner la remise de l'enfant au père, si indigne soit-il (1). » Le dernier mot devait rester à la loi, et, même entre des mains indignes, la puissance paternelle demeurait inaliénable et incessible, et la jurisprudence était sans action contre les manifestations d'un pouvoir indélébile.

1. Taudière, *Traité de la puissance paternelle*, n° 218.

CHAPITRE III

LA LOI DU 24 JUILLET 1889

§ 1. — *Nécessité d'une réforme législative sur l'abandon des enfants*

L'Assistance publique avait usé en vain de tous les moyens imaginables pour sortir victorieuse de la lutte entreprise contre elle par les parents revendiquants, dont une grande partie, il faut le reconnaître, était manifestement indigne de conserver ou de reprendre la garde de ses enfants.

Mais les lois existantes étaient insuffisantes, le Code civil muet sur la sanction à apporter aux abus de la puissance paternelle ; le Code pénal ne visait qu'un seul cas de déchéance, les lois postérieures étaient sans portée et d'une application impossible. Le contrat de dessaisissement passé entre l'Assistance ou le tiers gardien et les parents était radicalement nul ; l'engagement de rembourser la totalité

des sommes déboursées pour l'enfant en cas de reprise était sans portée en l'absence d'un droit de rétention sur la personne de l'enfant et en présence de l'insolvabilité habituelle des parents. Les tribunaux eux-mêmes étaient désarmés. Ne pouvant tourner la loi ils avaient bien essayé de remettre l'enfant sur le point d'être envoyé en correction à des sociétés de patronage, mais les parents trouvaient toujours le moyen de le reprendre. Ils avaient alors fait venir les parents à l'audience et les faisaient consentir à cette remise de leur enfant à la société de patronage, mais les parents revenaient sur ce consentement. On alla même jusqu'à leur faire signer à la barre un contrat d'apprentissage ; peine perdue : l'enfant se rendait insupportable et force était aux patrons de le renvoyer.

La justice elle-même était impuissante. Tout le monde se plaignait, avec raison, que des parents « souvent plus misérables au point de vue moral qu'au point de vue matériel » puisassent dans le droit dont le Code civil les investissait le moyen de rendre vains tous les efforts faits pour élever et instruire les enfants qu'ils avaient abandonnés. On critiquait une législation qui permettait au père ou à la mère de se prévaloir de ce titre pour reprendre un abandonné et l'exploiter de façon souvent inavouable, alors qu'ils s'étaient antérieurement déchargés de tous leurs devoirs envers lui.

Une loi était devenue indispensable pour protéger l'enfant et ses gardiens, M. le sénateur Roussel s'en fit le promoteur : « Les hommes, disait-il, qui depuis longtemps ont sondé à fond la plaie sociale du vagabondage et de l'abandon des mineurs, sont tous arrivés à la même conviction sur la nécessité de trouver un moyen plus sûr de résister aux influences pernicieuses des familles sur les enfants abandonnés, et ils ont fini par arriver à la conclusion que l'un des plus compétents d'entre tous, le regretté G. de Lamarque, formulait en disant dans un de ses derniers rapports : « Il « reste ce grand obstacle de l'intervention de l'autorité « paternelle. Une législation nouvelle est absolument « nécessaire pour parer à ce mal (1) ».

§ 2. — *Historique de la loi de 1889*

M. Roussel avait jugé, dès 1880, que le moment était venu de reviser, d'étendre et de fondre en une seule loi toutes les dispositions antérieures touchant à la protection de l'enfance. Sa proposition primitive avait pour objet « la protection des enfants abandonnés, délaissés ou maltraités » ; elle fut déposée sur le bureau du Sénat le 27 janvier 1881. Le 8 décembre de la même année, le gouvernement déposait de son

1. Nillus. *De la déchéance de la puissance paternelle*, p. 12.

côté un projet de loi sur la protection de l'enfance, projet qui avait été élaboré au ministère de la Justice par une commission extra-parlementaire et comprenait seulement les deux titres qui forment la loi actuelle du 24 juillet 1889.

La proposition de M. Roussel et le projet du gouvernement furent renvoyés à la même commission dont M. Roussel fut nommé rapporteur et qui, dès le mois de juillet 1882, présenta au Sénat le projet le plus complet qu'on puisse concevoir sur la matière. Ce projet fut adopté le 20 juillet 1883 après plusieurs séances de discussions.

Il fut transmis ensuite à la Chambre des députés et M. Gerville-Réache, rapporteur de la commission, déposa son rapport devant cette assemblée le 26 mai 1884. Ce projet ne put malheureusement venir en discussion avant la clôture de la session. Son rapporteur le reprit à la législature suivante et le déposa à nouveau le 13 juillet 1886. Mais, au moment de l'adoption, la Chambre se trouva en présence d'une difficulté insurmontable, difficulté résultant des dépenses que devait occasionner cette nouvelle loi. M. Couturier, membre de la commission, proposa, pour y faire face, la création, en faveur des enfants qu'on voulait protéger, d'une caisse de dotation qui devait être alimentée par le produit des successions *ab intestat* à partir du sixième degré. La Chambre n'osa se prononcer et ordonna une enquête pour faire déterminer

exactement le quantum des dépenses occasionnées par la loi en question.

Dans ces conditions, le gouvernement, pour éviter que la loi tout entière fût ajournée à une époque indéterminée, résolut d'en détacher les parties qui pouvaient d'ores et déjà être votées sans difficulté, et, après examen, il revint au projet qu'il avait déposé lui-même le 8 décembre 1881. Ce projet, soumis à l'examen du Conseil d'État et du Conseil supérieur de l'Assistance publique, reparut devant la Chambre le 22 décembre 1888 avec de légères modifications et fut voté, sur de nouveaux rapports de MM. Roussel et Gerville-Réache; il devint la loi du 24 juillet 1889.

§ 3. — *Échec du contrat de dessaisissement proposé par le Conseil supérieur de l'Assistance publique*

Cette loi qui avait été tant attendue et préparée avec tant de soin a apporté, comme nous le verrons dans un instant, des améliorations considérables dans la législation de l'enfance assistée. Elle a créé les nombreux cas de déchéance dont le besoin s'était antérieurement fait sentir. Elle a organisé la procédure de revendication en cas de déchéance. Mais, et là consiste l'intérêt de notre étude, elle ne constitue qu'une

réforme partielle et laisse subsister, pour tous les cas qu'elle ne prévoit pas expressément, l'état de choses existant, c'est-à-dire la toute-puissance et l'incessibilité de la puissance paternelle, et partant le droit de revendication des parents dont la conduite ne peut constituer un manquement suffisant pour rentrer dans les cas de déchéance expressément prévus par cette loi.

Cependant l'Assistance publique, se rappelant les difficultés qu'elle n'avait pu vaincre, profita de la part qui lui fut donnée dans la préparation de la nouvelle loi pour tenter d'établir une fois pour toutes les bases d'un contrat qui lui permettrait, nonobstant les textes en vigueur, de conserver par devers elle un enfant réclamé par ses parents.

Elle imagina dans ce sens un contrat de dessaisissement qu'elle inséra dans son projet sous les articles 17 et suivants :

Art. 17. — Les père et mère pourront confier leurs enfants mineurs de seize ans, envers lesquels ils seront dans l'impossibilité de remplir leurs devoirs de surveillance ou d'éducation, à des particuliers domiciliés et jouissant de leurs droits civils, à des associations de bienfaisance, aux administrations d'assistance publique.

Les tuteurs auront les mêmes droits avec l'autorisation du conseil de famille.

A cet effet un contrat déterminera la durée et les effets du dessaisissement ; ce dessaisissement ne pourra jamais

s'étendre à d'autres droits qu'à ceux de garde, d'éducation et de correction, de gestion du pécule des enfants, de consentement à leur engagement volontaire et à leur mariage, ni dépasser l'époque à laquelle l'enfant atteindra sa majorité.

Art. 18. — Le contrat passé en vertu de l'article précédent ne sera valable qu'après l'approbation du juge de paix du domicile des père et mère ou tuteur.

La décision du juge de paix constatera l'impossibilité des père et mère ou tuteur de remplir leurs devoirs de surveillance et d'éducation. Elle devra intervenir dans la quinzaine de la présentation de ce contrat.

En cas de refus d'autorisation, les père ou mère ou tuteur pourront interjeter appel de la décision du juge de paix devant le tribunal civil compétent.

Art. 19. — En cas de contestation entre les parties sur l'exécution du contrat, les père et mère ou tuteur pourront se pourvoir devant le juge de paix de la résidence de l'enfant. L'appel sera porté devant le tribunal civil compétent.

Art. 20. — Lorsque des particuliers, des associations de bienfaisance, des administrations d'assistance publique auront recueilli des enfants délaissés sans l'intervention des père et mère ou tuteur, une déclaration devra être faite dans les trois jours aux commissaires de police dans le département de la Seine et aux maires dans les départements.

Les commissaires de police ou les maires devront

transmettre ces déclarations au préfet dans le délai de la quinzaine.

Le défaut de déclaration dans le délai indiqué sera puni d'une amende de 1 à 15 francs.

Art. 21. — Si dans les trois mois à dater de la déclaration, les père et mère ou tuteur n'ont point réclamé l'enfant, ceux qui l'auront recueilli exerceront sur lui, jusqu'à sa majorité, tous les droits qui peuvent être cédés en vertu de l'article 17, troisième alinéa.

Art. 22. — Même après le délai de trois mois, les père et mère ou tuteur pourront s'adresser au tribunal de la résidence de l'enfant, par voie de requête visée pour timbre et enregistrée gratis, afin d'obtenir que l'enfant délaissé leur soit remis. Le tribunal, en Chambre du conseil, après avoir pris l'avis du conseil de famille s'il le juge utile, appelé les père et mère ou tuteurs et ceux qui ont recueilli l'enfant, le ministère public entendu, renverra l'affaire à l'audience publique.

Le tribunal pourra maintenir au particulier, à l'association de bienfaisance ou à l'établissement d'assistance publique qui a recueilli l'enfant, tout ou partie des droits exercés en vertu de l'article 21.

Il déterminera jusqu'à quelle époque ces droits seront exercés et applicables les dispositions des articles 5, 6 et 7 de la présente loi (1).

Le vote de ce contrat de dessaisissement fut vive-

1. Projet de loi du Conseil supérieur de l'Assistance publique.
Recueil des documents de l'Assistance publique, fascicule 17, p. 12 et sqq.

ment débattu au sein même du Conseil supérieur de l'Assistance publique où des divergences d'opinions se produisirent. Néanmoins l'autorité de M. Brueyre, rapporteur du projet, l'emporta. On rappela les difficultés antérieures, les abus de la puissance paternelle. M. Passy ajouta qu'avec simplement le titre premier de la loi, que nous examinerons plus bas, le tribunal se trouvait dans bien des cas désarmé et ne pouvait prononcer ni la déchéance de droit, ni la déchéance facultative. Un médecin des plus distingués de la ville de Lyon cita à l'appui de l'opinion de M. Passy l'exemple d'une sage-femme fort honorable qui avait reçu d'un ménage pauvre de cette ville une petite fille qu'elle éleva en raison de l'indigence des parents et sur leur demande. A l'âge de dix-huit ans, l'enfant, qui avait reçu une éducation soignée et que sa mère adoptive songeait à marier, fut réclamée judiciairement par la mère qui n'avait jamais paru dans l'intervalle et le tribunal se vit obligé de donner raison à cette dernière (1).

M. Brueyre représenta, sur une observation de M. Peyron qui faisait part de son appréhension à voir donner une sanction légale aux contrats de dessaisissement, que ce dessaisissement, quoique grave, n'était pas un fait isolé et se trouvait déjà exister non

1. *Recueil des documents de l'assistance publique*, fascicule 17, p. 15.

seulement à l'étranger, mais en France. lorsque l'administration de l'Assistance publique admet à bureau ouvert dans son hospice dépositaire tous les enfants qui lui sont présentés par les parents pour les placer au nombre des enfants assistés et en prend la tutelle, conformément aux lois du 15 pluviôse an XIII et du 10 janvier 1849.

Le contrat de dessaisissement fut voté par le Conseil supérieur de l'Assistance publique. Mais le Conseil d'État, chargé de donner son avis sur le projet en question, se montra complètement hostile au contrat d'abandon. En réponse aux arguments philanthropiques et moraux des membres du Conseil supérieur de l'Assistance publique, M. Courcelle-Seneuil, rapporteur du projet devant le Conseil d'État, fit ressortir l'impossibilité dans laquelle on se trouvait de détruire le principe de l'autorité paternelle : « Lorsqu'on examine les faits, la nécessité de faire une loi est évidente et n'est guère contestée par personne. L'objet de cette loi semble assez clairement défini puisqu'il s'agit simplement d'éloigner de l'enfant une influence mauvaise pour le placer sous une influence meilleure. Mais lorsqu'on arrive à la rédaction, on rencontre des difficultés sérieuses et de plusieurs sortes : les unes tiennent à la nature du sujet, les autres à l'état de l'opinion, les autres enfin aux proportions considérables données au projet voté par le Sénat.

« La puissance paternelle est la plus ancienne ins-

titution des pays civilisés. Elle a subi des modifications nombreuses ; son nom a été effacé dans les lois de diverses nations : mais ce nom a reparu dans le Code civil et exerce toujours un grand prestige sur les imaginations. D'ailleurs fût-elle même réduite à la surveillance et à la protection des enfants, comme le disaient nos législateurs de la Révolution, elle n'en resterait pas moins l'institution fondamentale de la société civile, celle à laquelle tout se rattache dans le système social de notre temps comme dans ceux qui l'ont précédé. Elle mérite donc un grand respect.

.
.

« Dans cet état de l'opinion la loi ne doit point prétendre à la répression de tous les abus possibles de la puissance paternelle. Elle ne doit pas même les rechercher, il suffit de les voir et de les réprimer lorsqu'ils éclatent au grand jour et deviennent évidents. Il serait dangereux, dans une matière aussi délicate, de pousser les recherches trop avant et jusqu'à l'examen des cas douteux sur lesquels les opinions pourraient être partagées à ce point qu'on hésitât à distinguer la meilleure. Si les recherches allaient jusque-là, il serait possible que la loi, par le trouble qu'elle apporterait dans de nombreuses familles, causât plus de mal que de bien. Quand il s'agit de la privation de la puissance paternelle, le législateur ne doit s'occuper que des pères manifestement indignes

de l'exercer, et garder une grande, une très grande réserve.

» Cette réserve est d'autant plus nécessaire qu'après avoir soustrait les enfants à la puissance paternelle, il faut leur constituer une tutelle. La tutelle, qu'on la confie à un particulier, à une société ou à l'Assistance publique, n'a jamais d'effets bien certains. On la voit quelquefois convoitée avec une ardeur un peu suspecte, car il est difficile d'admettre qu'elle soit inspirée par le seul intérêt de l'enfant.

. »
.

Si le contrat de dessaisissement était admis : « l'opinion cesserait de considérer les pères privés de la puissance comme des hommes qui ont manqué à leurs engagements, elle les considérerait volontiers comme des habiles, et, dès ce jour, la constitution de la famille serait atteinte. Il faut que la loi sur la déchéance de la puissance paternelle renforce l'esprit de la famille et surtout qu'elle ne l'affaiblisse pas, car la famille est et doit demeurer l'unité élémentaire et solide de la société. »

Et le distingué rapporteur rejette le contrat de dessaisissement voté par le Conseil supérieur de l'assistance publique en ces termes : « On ne peut admettre qu'une disposition légale vienne dispenser les parents de l'obligation qui leur est imposée par l'article 203 du Code civil. Cette obligation, qui est la base de la société moderne, ne peut devenir, au nom

de considérations philanthropiques, l'objet d'un contrat qui mettrait en quelque sorte dans le commerce la puissance paternelle, comme si elle était chose d'intérêt privé. Les fonctions du père constituées et définies par le législateur ne peuvent pas être abdiquées (1). »

Le Conseil d'État supprima le contrat de dessaisissement qui disparut définitivement du projet, et c'est selon l'esprit du rapport de M. Courcelle-Seneuil que fut rédigée la loi sur la déchéance de la puissance paternelle.

Dans tous les documents juridiques et parlementaires qui ont précédé cette loi, revient en effet cette double idée si excellemment exprimée par M. Courcelle-Seneuil : d'une part qu'il était nécessaire d'augmenter dans la plus large mesure le droit de tutelle accordé à l'administration et le nombre des cas de déchéance, d'autre part qu'il était impossible, matériellement, de sanctionner une cession de la puissance paternelle, un transport de cette puissance à une administration, étant donné l'incessibilité des droits de la puissance paternelle (2).

C'est la consécration de l'échec de la théorie en vertu de laquelle l'abandon d'un enfant constituerait

1. Rapport présenté par M. Courcelle-Seneuil au Conseil d'État en juin 1889. *Recueil des documents de l'Assistance publique*, fascicule 18, p. 59 et sqq.

2. Cf. Projet de loi Floquet. *Recueil des documents de l'Assistance publique*, fascicule 18, p. 36 sous article 17.

un abandon de la puissance paternelle et en investirait l'administration de l'Assistance publique.

§ 4. — *Etude des dispositions de la loi de 1889*

A

TITRE PREMIER. — La déchéance de la puissance paternelle
et la procédure de revendication

La loi de 1889, amputée considérablement dans son projet primitif, privée du contrat de dessaisissement, est loin de comprendre toute la législation de l'enfance abandonnée. Elle se réduit à deux titres : le premier, qui pose le principe d'une déchéance possible de la puissance paternelle, édicte les cas de déchéance spécialement prévus et règle la procédure à suivre et l'organisation de la tutelle des enfants ainsi séparés matériellement et juridiquement de leurs parents ; le second qui règle la situation des enfants moralement abandonnés par leurs parents et recueillis par une administration ou un particulier, au moyen du système de la délégation judiciaire, compromis entre la déchéance brutale et d'application stricte et le contrat de dessaisissement repoussé par le législateur. Ces deux titres ont été extraits du projet de loi générale sur la protection de l'enfance voté en 1883 par le Sénat sur la proposition de M. Roussel et dont les autres parties sont restées à l'étude.

L'objet du titre premier de la loi votée le 24 juillet 1889 est d'organiser, pour les enfants qui se trouveraient dans les conditions qu'elle détermine, un régime spécial leur assurant une situation régulière. La puissance paternelle restée aux mains de parents indignes ou incapables annihilait l'action de la bienfaisance publique ou privée ; il a fallu prévoir de façon formelle les divers cas de déchéance et substituer alors à la puissance paternelle une tutelle établie elle-même dans des termes précis, sûre de son lendemain et pouvant poursuivre son œuvre jusqu'à la majorité de l'enfant. Le dessaisissement de la puissance paternelle résultant de la déchéance n'est pas en réalité une mesure de répression, mais bien une nécessité juridique. La loi a eu en vue l'intérêt du mineur et les mesures qu'elle a prises ont un caractère plutôt civil que pénal. (Circularité du ministère de la Justice, 24 juillet 1889.)

La loi prévoit deux sortes de déchéance, l'une obligatoire, que le tribunal ne saurait se refuser à prononcer lorsque les parents sont passibles d'une des condamnations prévues en l'article premier de la loi (1) ; l'autre facultative, que le tribunal peut à

1. Article premier. — Les père et mère et ascendants sont déchus de plein droit à l'égard de tous leurs enfants et descendants de la puissance paternelle, ensemble de tous les droits qui s'y rattachent, notamment ceux énoncés aux articles 108, 141, 148, 150, 151, 346, 361, 372 à 377, 389, 390, 391, 397, 477 et 935 du Code civil, à l'article 3 du décret du 22 février 1851 et à l'article 41 de la loi du 27 juillet 1872 :

son gré prononcer ou non lorsque les parents se trouvent dans un des cas prévus à l'article 2 (1).

Il ne paraît pas utile, dans l'étude que nous poursuivons, d'étudier particulièrement et en détail ces divers cas de déchéance, pas plus que la procédure organisée pour arriver au prononcé du jugement de déchéance.

1° S'ils sont condamnés par application du paragraphe 2 de l'article 334 du Code pénal ;

2° S'ils sont condamnés soit comme auteurs, co-auteurs ou complices d'un crime commis sur la personne d'un ou plusieurs de leurs enfants, soit comme co-auteurs ou complices d'un crime commis par un ou plusieurs de leurs enfants ;

3° S'ils sont condamnés deux fois comme auteurs, co-auteurs ou complices d'un délit commis sur la personne d'un ou plusieurs de leurs enfants ;

4° S'ils sont condamnés deux fois pour excitation habituelle de mineurs à la débauche.

Cette déchéance laisse subsister entre les ascendants déchus et l'enfant les obligations énoncées aux articles 205, 206 et 207 du Code civil.

I. Art. 2. — Peuvent être déclarés déchus des mêmes droits :

1° Les père et mère condamnés aux travaux forcés à perpétuité ou à temps ou à la réclusion comme auteurs, co-auteurs ou complices d'un crime autre que ceux prévus par les articles 86 à 101 du Code pénal ;

2° Les père et mère condamnés deux fois pour un des faits suivants : séquestration, suppression, exposition ou abandon d'enfants ou pour vagabondage ;

3° Les père et mère condamnés par application de l'article 2 § 2 de la loi du 23 janvier 1873 ou des articles 1, 2 et 3 de la loi du 7 décembre 1874 ;

4° Les père et mère condamnés une première fois pour excitation habituelle de mineurs à la débauche ;

5° Les père et mère dont les enfants ont été conduits dans une maison de correction par application de l'article 66 du Code pénal :

6° En dehors de toute condamnation les père et mère qui, par leur ivrognerie habituelle, leur inconduite notoire et scandaleuse ou par de mauvais traitements, compromettent soit la santé, soit la sécurité, soit la moralité de leurs enfants.

Une simple remarque s'impose dès maintenant ; c'est d'une part la constatation de l'immense progrès réalisé sur la législation antérieure, qui ne prévoyait exclusivement que trois cas de déchéance, par la loi de 1889, et d'autre part, et malgré la généralité apparente des termes du paragraphe 6 de l'article 2 de cette loi, de l'existence d'un certain nombre de cas dans lesquels des parents indignes ou tout au moins peu soucieux de leurs devoirs envers leurs enfants peuvent abandonner ceux-ci sans craindre l'application de la loi sur la déchéance de la puissance paternelle.

Supposons pour un instant la déchéance prononcée. Les parents peuvent-ils être admis néanmoins à revendiquer leurs enfants ? La loi a prévu et résolu la question. Elle n'a pas voulu que la déchéance fût irrévocable et les parents sont admis à se faire rétablir dans leurs droits perdus.

Dans le principe, la question de savoir si la déchéance serait ou non irrémédiable avait été fort controversée. M. Courcelle-Seneuil a ainsi résumé les discussions : « Une opinion, dit-il, qui n'a pas prévalu, proposait de rendre la déchéance irrévocable. Elle se fondait sur l'intérêt de l'enfant qui consiste à recevoir une éducation stable, à être élevé en dehors de prétentions contraires, de discussions irritantes, de procès, exempt autant que possible de changements de tutelle et de direction. Elle considérait aussi les intérêts et les affections du tuteur exposé à

se voir enlever son pupille par une résurrection imprévue de la puissance paternelle. N'y avait-il pas un danger sérieux à rendre révocables tous les arrangements pris par le jugement de déchéance et à donner ouverture à des procès trop souvent fâcheux ? La déchéance n'était pas une peine, mais un redressement civil. Pourquoi revenir sur ce redressement par des considérations empruntées à la loi pénale, étrangères au règlement des intérêts privés ?

Lopinion [qui a prévalu considère surtout les parents déchus et s'apitoie sur leur sort : « Vraiment, dit-elle, on prétend que la déchéance n'est pas une peine ! Il n'en est pas moins très dur d'être déchu, de se voir enlever son enfant et de savoir qu'il est élevé dans l'éloignement de sa famille pour laquelle il est en quelque sorte mort. Le coupable le plus endurci peut se repentir, le plus mauvais peut devenir bon et on l'a reconnu lorsqu'on a admis la réhabilitation qu'une loi récente a rendue plus facile qu'auparavant. Le plus mauvais père est toujours un père attaché à ses enfants par la nature auquel on ne peut refuser la possibilité de reprendre ses droits s'il prouve qu'il en est digne (1). »

On avait alors décidé à l'origine, que le seul fait pour le parent déchu d'être réhabilité aurait pour effet de faire cesser de plein droit la déchéance.

1. Leloir, *Code de la puissance paternelle*, p. 380.

Puis on rappela que la déchéance n'étant pas une peine, l'effacement de la peine principale ne pouvait avoir pour effet la suppression de cette déchéance, qu'adopter la solution proposée eût été donner une situation privilégiée au père déchu à la suite d'une condamnation, à l'encontre de celui qui aurait été déchu en dehors de toute condamnation.

La loi de 1889 a repoussé ce système et a décidé que les parents déchus devraient, dans tous les cas, pour se faire relever de la déchéance de la puissance paternelle, solliciter un jugement spécial du tribunal, ce jugement ne pouvant être demandé que trois ans après le jour où le jugement qui a prononcé la déchéance est passé en force de chose jugée.

Elle a décidé, par voie de conséquence du principe posé plus haut, que l'obtention de ce jugement ne pourrait exister pour les parents déchus à la suite d'une condamnation pénale, qu'après réhabilitation (loi de 1889, art. 15, ainsi conçu) :

Art. 15. — Les père et mère frappés de déchéance dans les cas prévus par l'article 1 et par l'article 2 §§ 1, 2, 3 et 4 ne peuvent être admis à se faire restituer la puissance paternelle qu'après avoir obtenu leur réhabilitation.

Dans les cas prévus aux paragraphes 5 et 6 de l'article 2, les père et mère frappés de déchéance peuvent demander au tribunal que l'exercice de la puissance paternelle leur

soit restitué. L'action ne peut être introduite que trois ans après le jour où le jugement qui a prononcé la déchéance est irrévocable.

Il résulte de ce texte, contraire au projet primitif, que la situation des individus déchus en dehors de toute condamnation est à divers points de vue préférable à celle des parents déchus à la suite d'une condamnation. Leur délai d'épreuve est généralement moins long. Pour les parents déchus en dehors de toute condamnation, il est toujours de trois ans et part du jour où le jugement est devenu définitif. Pour les parents déchus à la suite d'une condamnation, le délai est, outre le temps nécessaire pour instruire la demande en réhabilitation, de trois ans en cas de condamnation à une peine correctionnelle, de cinq ans en cas de condamnation à une peine criminelle, de six et dix ans pour les récidivistes et réhabilités (art. 621 et 634 du Code d'instruction criminelle) et ces délais ne partent que du jour de l'achèvement de la peine.

Les parents déchus en dehors de toute condamnation ne sont pas tenus, à l'inverse de ceux déchus après condamnation, à résider dans un endroit déterminé pendant le temps d'épreuve (trois ou cinq années dans le même arrondissement, dont les deux dernières dans la même commune).

Enfin, la puissance paternelle peut toujours être res-

tituée quand les parents ont été déchus en dehors de toute condamnation ; au cas contraire, il en est différemment : tout individu qui n'a pas subi sa peine, qu'il l'ait prescrite, qu'il soit contumace ou se soit évadé, ne peut en principe être réhabilité ; par suite il est dans l'impossibilité d'obtenir la restitution de la puissance paternelle.

La procédure de la demande en restitution est formulée dans l'article 16 :

Art. 16. — La demande en restitution de la puissance paternelle est introduite sur simple requête et instruite conformément aux dispositions des paragraphes 2 et suivants de l'article 4. L'avis du conseil de famille est obligatoire. La demande est notifiée au tuteur qui peut présenter, dans l'intérêt de l'enfant ou en son nom personnel, les observations et oppositions qu'il aurait à faire contre la demande. Les dispositions des articles 5, 6 et 7 sont également applicables à ces demandes. Le tribunal, en prononçant la restitution de la puissance paternelle fixe suivant les circonstances l'indemnité due au tuteur, ou déclare qu'à raison de l'indigence des parents il ne sera alloué aucune indemnité. La demande qui aura été rejetée ne pourra plus être réintroduite si ce n'est par la mère après la dissolution du mariage.

La loi n'a pas pris soin d'indiquer devant quel tribunal devrait être portée la demande en restitution de la puissance paternelle.

Plusieurs opinions ont été soutenues à ce sujet. Une première voulait attribuer au tribunal qui avait prononcé la déchéance le soin de se prononcer sur la demande de restitution ; elle ne paraît pas avoir réuni de nombreux partisans. Une seconde opinion s'est prononcée en faveur du tribunal de la résidence de l'ascendant déchu au jour de la demande de restitution. Elle se basait, en fait, sur ce que ce tribunal est le plus apte à se procurer tous renseignements utiles sur la conduite et la moralité du revendiquant, et, en droit sur l'article 15 de la loi de 1889 (1) et l'article 622 du Code d'instruction criminelle, qui attribue en matière de réhabilitation compétence au procureur de la République près du tribunal situé dans l'arrondissement où le demandeur a son domicile. Cette opinion a été également bien vite abandonnée.

Une troisième opinion, généralement adoptée, attribue compétence au tribunal du domicile du tuteur, plus capable d'apprécier l'intérêt de l'enfant qui constitue la question principale à examiner. Cette opinion a l'avantage incontestable d'être conforme aux principes généraux du droit sur la matière (2). . . Ajoutons qu'en cas de dualité de tuteurs, c'est-à-dire au cas où la tutelle est confiée à l'administration de l'Assistance publique et la garde à un particulier ou à un établisse-

1. Cf. Texte de la loi de 1889, *infra*, p. 85.

2. En ce sens Leloir, *Code de la puissance paternelle*, p. 103. — Nillus, *Déchéance de la puissance paternelle*, p. 104.

ment charitable, la demande devra être portée devant le tribunal du domicile de l'administration de l'Assistance publique ; et qu'en cas de majorité de l'enfant elle devrait être portée devant le tribunal du domicile de l'enfant.

La loi prévoit expressément l'intervention du tuteur de l'enfant, qui opposera à la demande toutes les objections qu'il jugera utiles soit au nom de l'enfant, soit en son nom personnel. Une enquête du parquet n'est pas nécessaire comme en matière de déchéance, mais en revanche la réunion du conseil de famille est obligatoire. Maintenant, de quel conseil de famille la loi a-t-elle entendu parler ? Est-ce du vrai conseil de famille composé des parents de l'enfant, ou bien du conseil de famille que constitue la commission administrative de l'hospice qui l'a recueilli ? Une divergence d'opinion existe à ce sujet : M. Nillus pense qu'il ne saurait s'agir que du conseil de famille composé par la commission administrative, M. Leloir et M. Taudière estiment, au contraire, et à juste raison, semble-t-il, qu'il s'agit du conseil de famille de droit commun, c'est-à-dire de celui composé des parents de l'enfant, étant donné qu'il s'agit pour ce conseil d'apprécier d'une manière impartiale la moralité et la sincérité des réclamants, et que pour certains enfants assistés le conseil de famille n'existe pas.

L'ensemble de la procédure se présente ainsi.

Le demandeur en restitution présente, au tribunal,

en Chambre du conseil, un mémoire qui doit être en temps opportun notifié au tuteur. Sur le rapport d'un juge commis, et le ministère public entendu, le tribunal rend, en audience publique, un premier jugement ordonnant la réunion du conseil de famille, à moins qu'il n'estime la demande dès à présent injustifiée et ne décide que la procédure en restera là.

Le conseil de famille réuni ; au jour fixé par le président sur nouvelle requête, les parties, c'est-à-dire le demandeur et le tuteur, comparaissent, toujours en Chambre du conseil, et présentent leurs observations. Après plaidoiries et conclusions du Ministère public, le tribunal rend en audience publique son jugement.

Le jugement qui prononce la restitution peut être frappé d'opposition par le tuteur défaillant. Tous les jugements, provisoires, interlocutoires et définitifs, rendus au cours de la procédure, peuvent être frappés d'appel par les parties intéressées, mais non par le ministère public qui n'est pas contradicteur à la demande de restitution, dans les délais prescrits en matière de déchéance par l'article 7 de la loi de 1889.

Enfin le tribunal, en prononçant la restitution de la puissance paternelle, fixe suivant les circonstances l'indemnité due au tuteur ou déclare que, à raison de l'indigence des parents, il n'est dû aucune indemnité.

L'effet du jugement de restitution est de remettre

la personne déchue en possession de tous les droits dont elle avait été privée par le jugement de déchéance, c'est-à-dire de tous les droits composant la puissance paternelle, puisque la déchéance ne peut être partielle.

La mère, si elle a été investie de la puissance paternelle par le jugement de déchéance, s'efface alors devant le père, et si une tutelle a été constituée, ou que l'enfant ait été confié à l'Assistance publique, le droit du père régénéré efface tous les droits qui seraient contraires aux siens.

Mais la demande peut être rejetée. Dans ce cas elle ne peut être renouvelée. On retrouve, dans les discussions qui ont précédé le vote de la loi, une controverse fort vive à cet égard. M. Courcelle-Seneuil s'opposait avec la dernière énergie à la possibilité d'un renouvellement de la demande, arguant du vieil adage « il est d'intérêt public que les procès aient une fin ». M. Brueyre préférait le système du projet primitif qui permettait la reprise d'une nouvelle demande après un délai de deux ans à dater du rejet de la première demande. La décision du Conseil d'État rendue conformément aux conclusions de son rapporteur, a prévalu, et la demande n'a été déclarée susceptible de renouvellement que dans un seul cas tout spécial.

Cecas, prévu par le dernier paragraphe de l'article 16, vise la demande faite par la mère après dissolution du mariage. L'hypothèse prévue par le texte semble

être la suivante : il suppose une déchéance prononcée contre deux époux au cours du mariage, et, au cours de ce même mariage, une demande en restitution formée par eux et rejetée.

La mère peut avoir été digne d'indulgence, mais le tribunal, en raison de la présence d'un père indigne, n'aura pas voulu lui confier l'enfant qui se serait trouvé, en fait, sous l'influence désastreuse du mari. Dans ce cas, la dissolution du mariage fait cesser le légitime motif de suspicion du tribunal et la loi estime raisonnable de permettre à la mère, devenue libre, de soumettre à nouveau sa demande au tribunal (1).

Le titre premier de la loi de 1889 a donc pour but, comme nous venons de le voir, de protéger et de placer au besoin sous l'autorité publique les enfants maltraités, c'est-à-dire ceux dont la vie, la santé, la moralité sont mises en péril par les mauvais instincts ou l'inconduite de leurs parents.

B

TITRE II. — La protection des mineurs placés avec ou sans l'intervention de leurs parents par l'institution de la cession judiciaire des droits de la puissance paternelle, et la procédure de revendication.

Le but du titre II de la loi est de régler la façon dont les enfants pourront être recueillis et gardés

1. En ce sens Leloir, *Code de la puissance paternelle*, p. 387.

tant par l'administration que par les particuliers. Il ne s'agit pas ici de déterminer à nouveau les catégories de mineurs placés sous l'intervention de l'État. L'État n'est obligé de recueillir, en vertu du décret de 1811, que les enfants trouvés, les enfants abandonnés et les orphelins indigents. La loi de 1889 assure en outre la protection de l'État aux enfants moralement abandonnés, c'est-à-dire ceux dont les parents ne s'occupent pas, qui vivent au hasard, abandonnés à eux-mêmes et pour lesquels un service spécial a été créé à l'Assistance publique en 1881 par le D^r Thulié.

Enfin, la loi de 1889, tout en repoussant le contrat de dessaisissement, a adopté, dans ce même titre II, un système de délégation judiciaire de la puissance paternelle, qui règle la situation légale des enfants confiés volontairement par leurs parents à l'Assistance publique dans les conditions de son article 17 ou recueillis par elle sans l'intervention des parents ou tuteurs dans les conditions de ses articles 19 et 20.

Examinons d'abord la situation des mineurs placés avec l'intervention de leurs parents.

L'article 17 de la loi de 1889 est ainsi conçu :

Lorsque des administrations d'assistance publique, des associations de bienfaisance régulièrement autorisées à cet effet, des particuliers jouissant de leurs droits civils ont accepté la charge de mineurs de seize ans que des

père, mère ou tuteurs autorisés par le conseil de famille leur ont confiés, le tribunal du domicile de ces père, mère ou tuteurs peut, à la requête des parties intéressées agissant conjointement, décider qu'il y a lieu dans l'intérêt de l'enfant de déléguer à l'Assistance publique les droits de puissance paternelle abandonnés par les parents, et de remettre l'exercice de ces droits à l'établissement ou au particulier gardien de l'enfant.

Si des parents ayant conservé le droit de consentement au mariage d'un de leurs enfants refusent de consentir au mariage en vertu de l'article 148 du Code civil, l'assistance publique peut les faire citer devant le tribunal qui donne ou refuse le consentement, les parents entendus ou dûment appelés dans la Chambre du conseil.

La disposition de cet article a pour but de donner aux administrations d'Assistance publique, aux associations de bienfaisance régulièrement autorisées et à des particuliers jouissant de leurs droits civils une arme contre les enfants indisciplinés, et surtout contre les parents capables de se prévaloir un jour de la puissance paternelle pour soustraire un mineur à leur direction.

Indiquons dès à présent que le texte de la loi ne permet de viser que la renonciation volontaire des parents à leurs droits de puissance paternelle, renonciation sanctionnée par approbation de justice et la suppression, dans certaines conditions, du droit de

puissance paternelle des père, mère ou tuteurs d'enfants moralement abandonnés.

Voici d'ailleurs ce que disait à ce sujet M. le directeur de l'Assistance publique de la Seine lui-même dans son rapport sur le service des enfants assistés en 1889 : « La loi du 24 juillet n'a pas eu en vue d'assigner au service des enfants moralement abandonnés des limites invariables ; l'œuvre d'assistance que poursuit le Conseil général de la Seine eût été singulièrement entravée, si nous avions exigé le consentement à l'abandon des droits de la puissance paternelle de parents honnêtes que la maladie, le chômage, des charges excessives de famille, l'obligation de quitter le logis dès la première heure du jour pour n'y rentrer que tard dans la soirée et par tant l'impossibilité de toute surveillance mettent dans la nécessité de se séparer de leurs enfants sans qu'ils veuillent cependant en venir à une extrémité qui constituerait un véritable abandon. »

L'aveu est bon à retenir, car nous verrons bientôt que l'on a tenté de faire entrer dans le domaine d'application de la loi de 1889 toutes les catégories d'enfants matériellement et moralement abandonnés, ceux de la loi de 1889 comme ceux du décret de 1811 et de prétendre ainsi que la loi de 1889 avait solutionné définitivement le problème de la revendication par des textes explicites et complets.

La disposition de l'article 17 n'est pas obligatoire

pour les parents qui restent libres de confier leurs enfants à qui bon leur semble, même à des individus ne jouissant pas de leurs droits civils, mais seules les catégories d'établissements ou de particuliers indiquées dans cet article sont admises à se faire attribuer des droits sur l'enfant qu'elles recueillent. Il leur faut évidemment justifier de leur qualité pour agir, mais cette justification faite, le tribunal conserve un pouvoir d'appréciation et peut rejeter la demande, soit qu'il estime que le particulier ne présente pas de garanties suffisantes, que l'association ne saurait mener à bien l'éducation de l'enfant, que l'établissement hospitalier n'est pas organisé pour élever des mineurs.

Le tribunal qui ne doit s'inspirer que de l'intérêt de l'enfant est obligé d'entrer dans ces diverses considérations, puisqu'en réalité c'est lui qui opère la transmission de l'exercice de tout ou partie de droits de la puissance paternelle. Mais il est bien certain que le tribunal ne peut statuer que sur la constatation du consentement formel et bien arrêté des parties « agissant conjointement » dit le texte ; qu'il ne pourrait imposer à l'établissement ou au père demandeur des conditions que l'un ou l'autre aurait refusé d'accepter, *a fortiori* qu'il ne pourrait statuer sur la demande d'une seule des deux parties. Son seul droit est de sanctionner tel quel le contrat qui lui est soumis ou de le rejeter en bloc sans qu'il puisse y faire le

moindre amendement. Il résulte de ces données que les parents sont appelés à indiquer nettement les droits qu'ils consentent à abandonner, et la loi décide que les tribunaux devront déléguer à l'Assistance publique ceux seulement des droits de la puissance paternelle que les parents auraient abandonnés.

D'ailleurs le paragraphe 2 de l'article 17 vient fournir un argument péremptoire en ce sens, en prévoyant justement que les parents peuvent se réserver notamment et entre autres le droit de consentir au mariage de leurs enfants. Ils peuvent de même, semble-t-il, si bon leur semble, abandonner la totalité de leurs droits sans qu'il soit aucunement question d'une déchéance quelconque. Mais, en tout cas, quelle que soit l'étendue des droits abandonnés par les parents, ils devront être délégués à l'Assistance publique, et les établissements ou particuliers qui auront recueilli l'enfant ne pourront que s'en faire remettre l'exercice. Ceci par un scrupule juridique et un dernier respect pour l'inaliénabilité et l'incessibilité des droits de puissance paternelle prévues par le Code et que le législateur de 1889 n'a voulu faire fléchir que devant le droit de l'État.

D'où cette conséquence que la puissance paternelle peut, en vertu de cette loi, se trouver répartie entre deux ou même trois personnes, contrairement encore aux principes juridiques du Code civil, et contraire-

ment à la solution adoptée en matière de déchéance de la puissance paternelle.

Le père peut, malgré la volonté contraire de la mère, confier son enfant et céder ses droits dans les conditions ci-dessus énoncées, mais dans ce cas la mère conserve les droits qui lui ont été spécialement attribués par la loi.

De même le tuteur peut confier son pupille, dans les mêmes conditions après assentiment préalable du conseil de famille.

L'abandon qui doit être spontané, de la part des parents, de leurs droits de puissance paternelle, ne peut avoir d'effet que du jour du prononcé du jugement conforme à leur demande. Mais il est alors définitif; en ce sens du moins que l'une des parties ne pourrait demander sa modification postérieurement. Mais peut-être, en cas de nouvel accord entre les parties pour modifier, dans l'intérêt de l'enfant, le règlement primitivement fait de leurs droits respectifs, le tribunal pourrait-il rendre un jugement homologuant ces nouvelles conventions?

La procédure pour arriver au jugement de dessaisissement contractuel est des plus simples. Dès l'accord conclu entre les parents et le tiers gardien, ils présentent conjointement une requête au tribunal, les parents déclarant qu'ils désirent confier à l'établissement leur enfant et abandonner en conséquence tels droits de puissance paternelle qu'ils énumèrent,

l'établissement ou le particulier qu'il accepte dans ces conditions la charge de l'enfant et demande que l'exercice des droits abandonnés par les parents lui soit remis. Au jour fixé par le président, les parents, le directeur de l'établissement ou le particulier et le représentant de l'Assistance publique comparaissent en Chambre du conseil. Le tribunal reçoit leurs explications, entend le ministère public et statue ensuite en audience publique.

La requête doit être présentée par un avoué ; elle doit porter les signatures constatant l'accord préalable. La convocation pour comparaître émane du parquet ou du greffe. Les parties doivent comparaître en personne. Cependant, en cas de non comparution, le jugement est rendu contradictoirement en raison de la présentation de la requête par les deux parties agissant conjointement.

Les jugements rendus sont susceptibles d'appel.

Les seuls frais de cette procédure sont ceux de l'avoué et de l'enregistrement de la minute.

Signalons, en passant, la procédure irrégulière suivie par l'administration de l'Assistance publique de la Seine. Elle fait signer aux parents une renonciation à leurs droits de puissance paternelle et présente ensuite seule requête au tribunal, puis elle assigne les parents au jour fixé par le président, au risque de mettre le tribunal dans l'impossibilité de statuer si les parents ne comparaissent pas, étant donné

qu'ils n'ont pas apposé leur signature au bas de la requête (1).

A côté des enfants confiés par les parents eux-mêmes à l'Assistance publique, à des établissements privés ou à des particuliers conformément à l'article 17 que nous venons d'examiner, il en est une série d'autres qui constitue les moralement abandonnés, c'est-à-dire les délaissés, les sans-famille, tous ceux que leur famille repousse et dont les parents ne veulent même pas opérer régulièrement l'abandon, ou bien qu'ils ne veulent pas réclamer à la police lorsqu'ils ont été arrêtés pour vagabondage ou mendicité et dont le titre II de la loi de 1889 règle également la situation juridique dans les articles 19, 20 et 21.

Art. 19. — Lorsque des administrations d'assistance publique, des associations de bienfaisance régulièrement autorisées à cet effet, des particuliers jouissant de leurs droits civils ont recueilli des enfants mineurs de seize ans sans l'intervention des père et mère ou tuteurs, une déclaration doit être faite dans les trois jours au maire de la commune sur le territoire de laquelle l'enfant a été recueilli, et à Paris au commissariat de police, à peine d'une amende de 5 à 15 francs.

En cas de nouvelle infraction dans les douze mois, l'article 482 du Code pénal est applicable.

1. Nillus, *Déchéance de la puissance paternelle*, p. 119 en note.

Est également applicable aux cas prévus par la présente loi le dernier paragraphe de l'article 463 du même Code.

Les maires et les commissaires de police doivent, dans le délai de quinzaine, transmettre ces déclarations au préfet et dans le département de la Seine au préfet de police. Ces déclarations doivent être notifiées dans un nouveau délai de quinzaine aux parents de l'enfant.

Art. 20. — Si dans les trois mois à dater de la déclaration, les père et mère ou tuteurs n'ont point réclamé l'enfant, ceux qui l'ont recueilli peuvent adresser au président du tribunal de leur domicile une requête afin d'obtenir que, dans l'intérêt de l'enfant, l'exercice de tout ou partie des droits de la puissance paternelle leur soit confié. Le tribunal procède à l'examen de l'affaire en Chambre du Conseil, le ministère public entendu. Dans le cas où il ne confère au requérant qu'une partie des droits de la puissance paternelle, il déclare par le même jugement que les autres ainsi que la puissance paternelle sont dévolus à l'Assistance publique.

Art. 21. — Dans les cas visés par l'article 17 et l'article 19, les père, mère ou tuteurs qui veulent obtenir que l'enfant leur soit rendu s'adressent au tribunal de la résidence de l'enfant par voie de requête visée pour timbre et enregistrée gratis.

Après avoir appelé celui auquel l'enfant a été confié et le représentant de l'Assistance publique, ainsi que toute personne qu'il juge utile, le tribunal procède à l'examen de l'affaire en Chambre du conseil, le ministère public entendu.

Le jugement est prononcé en audience publique.

Si le tribunal juge qu'il n'y a pas lieu de rendre l'enfant aux père, mère ou tuteurs, il peut, sur la réquisition du ministère public, prononcer la déchéance de la puissance paternelle ou maintenir à l'établissement ou au particulier gardien les droits qui lui ont été conférés en vertu des articles 17 ou 20.

En cas de remise de l'enfant, il fixe l'indemnité due à celui qui en a eu la charge ou déclare qu'à raison de l'indigence des parents il ne sera alloué aucune indemnité.

La demande qui a été rejetée ne peut plus être renouvelée que trois ans après le jour où la décision de rejet est devenue irrévocable.

Avant la loi de 1889, en effet, tous ces enfants moralement abandonnés pouvaient être surveillés sans formalité ni contrôle par quiconque voulait bien s'en charger. Cette loi a eu pour but d'attribuer, après jugement conforme, la puissance paternelle abandonnée par les parents à l'État et l'exercice de cette puissance à des établissements charitables ou des particuliers.

Le droit de recueillir les enfants en dehors de l'intervention des parents n'appartient qu'aux administrations d'Assistance publique, aux associations de bienfaisance régulièrement autorisées à cet effet et aux particuliers jouissant de leurs droits civils à l'exclusion, par conséquent, des associations de bienfai-

sance non autorisées ou des particuliers ne jouissant pas de leurs droits civils.

L'obligation préalable imposée par la loi à ceux qui recueillent l'enfant et veulent se faire attribuer sur lui par la justice l'exercice des droits de la puissance paternelle, est d'en faire la déclaration dans un délai de trois jours sous peine d'une amende de 5 à 15 francs et en cas de récidive d'une peine de cinq jours d'emprisonnement (art. 482 du Code pénal), sauf application possible de l'article 463 du même Code concernant l'application des circonstances atténuantes. Récépissé de cette déclaration doit être donné par les maires ou commissaires de police qui ont en outre l'obligation de transmettre dans le délai de quinzaine cette déclaration au préfet. C'est par l'intermédiaire du préfet que la déclaration est notifiée dans un nouveau délai de quinzaine aux parents.

L'administration de l'Assistance publique peut évidemment recueillir des mineurs sans l'intervention des parents. Est-elle alors soumise à l'obligation de faire la déclaration prévue par l'article 19 ? M. Nillus argumentant des travaux préparatoires de la loi pense que non. A notre avis la solution affirmative paraît s'imposer en raison de l'obligation faite aux maires et commissaires de police de transmettre cette déclaration au préfet, et à celui-ci de notifier la déclaration dans le délai de la quinzaine aux parents pour leur permettre d'exercer immédiatement leur droit

de revendication. D'ailleurs, en pratique, l'administration de l'Assistance publique se soumet très exactement à cette obligation.

Maintenant, au sujet de quels enfants doit être faite cette déclaration ? Il nous semble rationnel, contrairement encore à l'opinion de M. Nillus, de s'en tenir aux termes mêmes de la loi qui ne peut viser que les enfants moralement abandonnés. Cette interprétation paraît s'imposer tant par le maintien des textes antérieurs à la loi de 1889, et notamment du décret de 1811, que par l'antithèse existant dans la loi même entre l'article 17 où il est question des enfants sur lesquels les parents abandonnent volontairement leurs droits à des tiers et l'article 19 où il est question des enfants que les tiers recueillent en dehors de tout consentement des parents. Cette interprétation laisserait en dehors de l'application de l'article 20 et de la loi de 1889 les enfants trouvés visés par le décret de 1811, qui sont ceux que les parents apportent directement à l'administration dans un moment de misère et d'égarement, sur lesquels ils n'abandonnent aucun droit, comptant les reprendre dès qu'il sera en leur pouvoir de le faire. Cette catégorie d'enfants se place en effet, nécessairement, entre ceux visés par l'article 17 que les parents abandonnent matériellement à des tiers, en leur conférant en outre, avec l'assentiment de justice, leurs droits de puissance paternelle, et ceux visés par l'article 19 qui sont abandonnés de fait sans

formalités par les parents, qui méritent ainsi que la loi prévoie expressément contre eux la possibilité de les priver judiciairement de leurs droits de puissance paternelle dont ils se refusent à assumer les charges.

Les établissements et particuliers qui ont recueilli un enfant ont accompli tout leur devoir en faisant la déclaration prescrite par l'article 19. Mais, s'ils en restent là, les parents peuvent à toute époque réclamer l'enfant qu'ils seront obligés de rendre et dont le tribunal ne pourra qu'ordonner la reddition.

Mais la loi voulant éviter ces retraits a étendu le dessaisissement judiciaire des droits de la puissance paternelle sur les enfants recueillis en dehors de l'intervention de leurs parents, en permettant au tiers gardien de solliciter du tribunal l'attribution de tout ou partie de ces droits.

Cependant elle a tenu à sauvegarder pendant un certain temps le légitime intérêt des parents, qui ont pu n'abandonner leur enfant qu'à la suite de cruelles nécessités ou à la garde desquels l'enfant a pu momentanément échapper. Elle leur a réservé le droit absolu de faire état de leurs droits de puissance paternelle et de revendiquer leur enfant, sans qu'aucun refus puisse leur être opposé ni par le tiers gardien, ni par le tribunal, pendant un délai de trois mois qui court du jour de la déclaration. Dans le cas où la revendication ne se produit pas dans ce délai, il existe contre les parents une présomption grave d'abandon formel

et définitif. La loi permet alors à l'établissement ou au particulier gardien de demander au tribunal que l'exercice de tout ou partie des droits de la puissance paternelle lui soit confié. Le tribunal accueille ou rejette cette requête selon l'intérêt du mineur. Si le tribunal y fait droit, il doit en tous cas conférer à l'Assistance publique la puissance paternelle elle-même, et s'il ne remet au demandeur que l'exercice de certains droits, les autres sont de plein droit dévolus à l'Assistance publique.

Le délai de trois mois pour introduire l'action part du jour de la déclaration. Ce délai doit-il être augmenté en cas de notification tardive aux parents? M. Nillus pense qu'en raison des termes formels de la loi, il ne peut y avoir lieu à aucune augmentation de délai. Cette solution a le tort grave de mettre dans certains cas, par suite par exemple d'une négligence ou de l'incurie d'un employé, les parents dans l'impossibilité matérielle de faire valoir en temps utile le droit qui leur a été expressément conféré par la loi pour des motifs particulièrement impérieux.

Voici la marche de la procédure. La requête n'est dispensée ni de timbre, ni d'enregistrement, la loi ne s'étant pas prononcée à ce sujet. Elle doit être présentée par ministère d'avoué au nom de l'établissement ou du particulier gardien au tribunal du domicile de ce dernier. Les parents ne sont pas appelés en cause; la notification qui leur est adressée vaut

mise en demeure pour eux d'agir. Le représentant de l'Assistance publique ne semble pas davantage devoir être convoqué, ce qui paraît une omission du législateur, étant donné que celle-ci recueillera le droit de puissance paternelle et peut être partie de l'exercice de ce droit. Ce tribunal procède à l'examen de l'affaire en Chambre de conseil, le ministère public entendu. Les jugements rendus sont susceptibles d'appel.

Nous venons de voir qu'en cas de déchéance de la puissance paternelle, les parents conservaient le droit de demander d'être relevés de cette déchéance. De même lorsqu'il s'agit d'enfants recueillis par l'Assistance publique avec ou sans le consentement des parents, la revendication de la part de ceux-ci est possible et prévue par les articles 17 et suivants de la loi de 1889.

Il est certain d'abord, qu'en cas d'abandon présumé, la revendication de l'enfant par ses parents au cours de la procédure préliminaire est péremptoire, même lorsque le délai de trois mois prévu par l'article 20 s'est écoulé sans réclamation.

Ce délai n'est qu'un minimum avant l'expiration duquel l'obtention du jugement prévu par l'article 20 ne peut être sollicitée par l'administration ou le particulier gardien. Tant que le tribunal n'a pas prononcé l'attribution des droits de la puissance paternelle à l'Assistance publique ou au tiers gardien, les droits de

la famille restent intacts et la réclamation peut se produire utilement jusque devant la Chambre du conseil (1).

De même la revendication reste toujours possible et péremptoire si l'administration ou le particulier ne sollicitent pas le jugement de dévolution des droits de la puissance paternelle.

Mais lorsque ce jugement est rendu et la puissance paternelle confiée à l'Assistance publique et l'exercice délégué à l'établissement ou au particulier gardien, la revendication est encore possible, mais alors elle n'est plus péremptoire et son succès est subordonné à l'agrément du tribunal.

Cette revendication est possible tant de la part des parents qui ont cédé leurs droits que de ceux qui ont abandonné moralement leur enfant. Il eût été injuste de permettre la revendication après déchéance de la puissance paternelle, alors que la preuve a été faite de la mauvaise conduite et de l'influence pernicieuse des parents, et de la refuser lorsque ceux-ci ne sont coupables que de malchance ou de manque de surveillance.

La demande en revendication peut être faite par les parents à toute époque. Ils saisissent à cet effet, par une requête présentée par avoué, le tribunal de la résidence de l'enfant, c'est-à-dire le tribunal du

1. En ce sens Leloir, *Code de puissance paternelle*, t. II, p. 46. *Contra*: Pandectes françaises. *Rép.* V^o A. P., n^o 910.

lieu où il est placé. Après avoir appelé celui auquel l'enfant a été confié et le représentant de l'Assistance publique, ainsi que toute personne qu'il juge utile d'entendre, le tribunal procède à l'examen de l'affaire en Chambre du conseil, le ministère public entendu, et rend son jugement en audience publique.

De même qu'en matière de restitution de la puissance paternelle, la loi veut que le tribunal, lorsqu'il juge à propos de rendre l'enfant aux parents, fixe l'indemnité due à celui qui en a eu la charge, ou déclare qu'à raison de l'indigence des parents il n'est dû aucune indemnité.

Si le tribunal ne croit pas devoir rendre l'enfant à ses parents, il peut, ou bien maintenir purement et simplement l'état de choses existant et créé par le jugement de dessaisissement, ou bien prononcer, sur la réquisition du ministère public, la déchéance de la puissance paternelle. Mais il faut évidemment, dans cette seconde hypothèse, que le parent qui demande la restitution de ses droits se trouve dans un des cas d'application de l'article 2 de la loi. Nous voulons parler non pas seulement du cas prévu par le paragraphe 6 de cet article 2, mais de tous les cas de l'article 2, étant donné que le ministère public a pu ne pas vouloir demander primitivement la déchéance en raison des mesures prises alors pour protéger l'enfant; alors même, autre hypothèse, que le père n'aurait qu'un seul enfant, celui qu'il revendique, et

quoique celui-ci ait été jusqu'alors à l'abri des conséquences de son inconduite habituelle et scandaleuse, protégé qu'il était par le sort à lui fait par le titre II de la loi. Le paragraphe 6 de l'article visé comprend aussi bien le péril éventuel que le péril actuel, et cette éventualité est susceptible de se produire immédiatement en cas de remise de l'enfant à son père sur l'ordre du tribunal, et ultérieurement en cas de naissance d'un nouvel enfant à ce père coupable. Dans tous ces cas on s'explique l'intervention du ministère public dans le procès de revendication et son droit de demander la déchéance du père revendiquant pour couper court au litige et sauvegarder les intérêts de l'enfant (1).

Les conséquences du jugement sont bien différentes, selon que la déchéance est ou non prononcée. Si la déchéance n'est pas prononcée, l'enfant reste confié à l'établissement qui l'aura recueilli et les parents conserveront leurs autres enfants. Si la déchéance est prononcée, tous les enfants seront enlevés aux parents.

Le jugement du tribunal est susceptible d'opposition ou d'appel. L'appel peut être interjeté par les parents, l'établissement ou le particulier gardien. Le ministère public aurait le même droit si le tribunal

1. En ce sens Leloir, *Code de la puissance paternelle*, t. II, p. 46.
— *Contra* : Nillus, *Déchéance de la puissance paternelle*, p. 125.

avait refusé de prononcer la déchéance de la puissance paternelle qu'il avait sollicitée.

Toute demande rejetée est renouvelable, mais seulement après l'expiration d'un délai de trois ans. Ce délai court du jour où la décision de rejet est devenue irrévocable. La demande peut être représentée plusieurs fois en cas de rejets successifs, à moins toutefois que le tribunal n'ait prononcé la déchéance, car il s'agirait alors d'une demande en restitution de la puissance paternelle et nous avons vu que ces demandes ne sont pas renouvelables.

Telles sont les solutions de la loi de 1889 en matière de déchéance de la puissance paternelle, de cession volontaire et judiciaire ou de dévolution des droits de puissance paternelle sur les enfants moralement abandonnés et de revendication des enfants par leurs parents.

§ 5. — *Solution du problème de la revendication en dehors des cas d'application de la loi de 1889*

Cette loi préparée avec un soin tout particulier constitue une œuvre de progrès considérable. Projet grandiose ramené à de très modestes proportions par le législateur, elle a néanmoins comblé une grande partie des lacunes antérieures de la législation de l'enfance assistée. Elle a réglé d'une façon précise les

cas de déchéance de la puissance paternelle et en a augmenté le nombre en raison des besoins qui s'étaient fait sentir. Elle a refusé de sanctionner le contrat de dessaisissement proposé par l'Assistance publique en raison des vives protestations qu'avait soulevées cet accroc aux principes, mais, pour tâcher de concilier les intérêts également respectables des parents et des tiers gardiens, elle l'a remplacé par un dessaisissement judiciaire des droits de la puissance paternelle subordonné à l'agrément des parents dans un cas, restreint dans l'autre cas à la seule catégorie des enfants moralement abandonnés et dépendant en tous cas du bon vouloir du tribunal qui a seul qualité pour apprécier la nécessité et l'opportunité de ce dessaisissement. Enfin, et dans tous les cas, elle a permis aux parents de solliciter du tribunal la remise de leurs droits.

Toutes ces solutions constituent évidemment un grand progrès, mais elles ne sont pas néanmoins sans soulever de nombreux points d'interrogation et bien des questions demeurent encore sans réponse. La loi, comme l'ont à maintes reprises répété les préparateurs et l'ont affirmé postérieurement les commentateurs, n'a pas eu pour but de réglementer et n'a pas réglementé toute l'assistance à l'enfance. Elle n'a eu pour but, dans sa rédaction définitive, et contrairement au projet primitif de M. Roussel, que de parer aux inconvénients les plus graves qui s'étaient fait sentir

antérieurement et contre lesquels les lois existantes étaient sans application possible.

Elle a notamment laissé dans l'ombre une grande partie du problème de la revendication par leurs parents des enfants assistés, en laissant subsister les textes antérieurs et la procédure administrative de remise des enfants à l'Assistance publique, en ne réglementant que la cession volontaire et judiciaire des droits de la puissance paternelle et la dévolution de ces mêmes droits sur les enfants moralement abandonnés avec la revendication corrélatrice à ces deux cas.

Après comme avant cette loi, c'est dans les principes juridiques et les textes du Code civil qu'il faut rechercher la solution du problème qui nous occupe, et non dans les textes des lois spéciales à la matière.

Il importe donc maintenant d'éclaircir, ce que la loi n'a pas fait, la question de la revendication, en recherchant quelles catégories de mineurs se trouvent soumises à l'application exclusive de la loi de 1889 et quelles catégories restent soumises à la législation antérieure.

Pas de difficultés pour les enfants de parents déchus qui occupent une place bien à part, nettement déterminée par la loi de 1889.

Également, pas de difficultés pour les enfants qui ont fait l'objet d'une cession homologuée par la jus-

tice, c'est une des innovations de la loi de 1889 qui a statué très clairement sur ce cas.

La question se pose pour les enfants matériellement ou moralement abandonnés.

Dans son article 19 la loi ne parle pas de mineurs moralement abandonnés, elle parle de mineurs recueillis sans l'intervention des père, mère ou tuteurs, ce qui semblerait comprendre toutes les catégories d'enfants assistés, y compris les enfants trouvés et les enfants remis à l'Assistance publique par leurs parents sans abandon de leurs droits de puissance paternelle.

Mais si nous nous reportons aux travaux préparatoires de la loi, nous remarquons que le texte du projet du Conseil supérieur de l'Assistance publique faisait justement exception aux dispositions de l'article 19 dans le cas d'enfants recueillis par une association de bienfaisance ou par un particulier et rentrant dans une des catégories déterminées et classées par le décret de 1811, c'est-à-dire les enfants trouvés, les enfants matériellement abandonnés et les orphelins pauvres.

A vrai dire, cette disposition n'a été reproduite ni dans le projet du gouvernement ni dans celui de la commission de la Chambre des députés et ne se trouve pas dans le texte de la loi. Mais, en raison même de ces travaux préparatoires et du but restreint visé par la loi de 1889, il semble impossible

de ne pas laisser sous l'application des lois antérieures et notamment du décret de 1811 (art. 2 et 5) ces catégories de mineurs qui, à aucun moment, n'ont été visées par le législateur de 1889.

D'ailleurs, il serait impossible d'expliquer autrement le maintien formel des anciens textes qui se trouveraient ainsi demeurer sans application. Il serait notamment impossible d'expliquer comment l'arrêté d'admission du préfet peut suffire désormais pour placer sous la tutelle de la commission administrative de l'hospice dépositaire les enfants trouvés, les enfants matériellement abandonnés et les orphelins pauvres conformément aux lois de l'an XIII et de 1849.

Bien mieux, nous trouvons l'aveu même de l'exactitude rigoureuse de cette solution dans un auteur qui lui est contraire, M. Leloir, qui, parlant de l'insuffisance de la législation sur l'enfance en matière de revendication, s'exprime ainsi : « Il serait raisonnable d'étendre au cas qui nous occupe la disposition de l'article 21 de la loi de 1889 qui, pour le cas d'une action en restitution de la puissance paternelle, fixe la compétence et organise la procédure; mais l'article 21 a été spécialement rédigé en vue des cas prévus par les articles 17 et 19 et il serait à tout le moins téméraire d'en généraliser les dispositions. Il nous suffira, quant à présent, d'affirmer la supériorité législative du système organisé par l'article 21 de

notre loi de 1889 sur celui du décret de 1811 et d'y voir le genre de la disposition qui sera certainement insérée dans la loi en préparation sur le régime des enfants assistés (1). »

Il n'y a aucune ambiguïté dans ce texte et nous pouvons conclure de toutes ces observations que, lorsqu'il s'agit d'enfants trouvés, d'enfants matériellement abandonnés ou d'orphelins pauvres, l'arrêté d'admission du préfet continue à suffire pour les placer sous la tutelle de la commission administrative de l'hospice dépositaire comme la demande de revendication des parents par voie judiciaire continue à mettre l'Assistance publique dans l'obligation de rendre l'enfant dont elle a la garde, et le tribunal dans l'obligation de faire droit à la demande des parents.

En résumé, au lendemain de la loi du 24 juillet 1889 le problème de la revendication par ses parents d'un enfant recueilli par l'Assistance publique se résout de la façon suivante :

1° Par application de la loi de 1889 :

2) En ce qui concerne les enfants de parents déchus, conformément aux articles 1 et 2 de la loi : la revendication est possible, mais seulement après réhabilitation, sauf dans le cas du paragraphe 6 de l'article 2, et subordonnée à l'agrément du tribunal, et la demande n'est pas renouvelable ;

1. Leloir, *Code de puissance paternelle*, t. II, p. 75.

β) En ce qui concerne les enfants cédés volontairement par leurs parents, suivant contrat approuvé par le tribunal conformément à l'article 17 : la revendication est possible mais soumise à l'agrément du tribunal, la demande peut être renouvelée tous les trois ans en cas de rejets successifs ;

γ) En ce qui concerne les enfants moralement abandonnés et recueillis dans les conditions de l'article 19 : la revendication est péremptoire jusqu'au jugement qui concède les droits de puissance paternelle au tiers gardien sur sa demande ; elle est possible après ce jugement mais soumise à l'agrément du tribunal et renouvelable tous les trois ans en cas de rejets successifs ;

δ) En ce qui concerne les enfants moralement abandonnés sur lesquels le tiers gardien ne réclame pas les droits de puissance paternelle :

La revendication est non seulement possible, mais péremptoire.

2° Par application des principes généraux du droit de puissance paternelle et des textes du Code civil.

α) En ce qui concerne les enfants trouvés, les enfants matériellement abandonnés, les orphelins pauvres, les enfants confiés par les parents en dépôt ou en garde à l'Assistance publique, sans abandon par eux de leurs droits de puissance paternelle :

La revendication est péremptoire en raison des droits

intangibles de la puissance paternelle qui n'ont été amoindris ou sacrifiés que dans les cas exceptionnels strictement et restrictivement formulés par la loi de 1889.

§ 6. — *Tentative de rétablissement par la jurisprudence du droit de contrôle qu'elle se reconnaissait antérieurement. — Échec de cette tentative.*

Les lacunes de la loi de 1889 se firent sentir dès les débuts de son application. On chercha à y porter remède et on eut recours à cette jurisprudence tout arbitraire que la loi récente avait eu justement pour but de détruire. A vrai dire, cette tentative échoua rapidement et nous ne la relaterons que parce qu'elle vient fournir à l'appui de la distinction que nous venons de faire entre les catégories de pupilles protégés par la loi de 1889 et celles qu'elle ne peut régir un de nos plus solides arguments.

Nous avons vu précédemment qu'avant 1889, contrairement à tous les principes, la jurisprudence reconnaissait aux tribunaux un droit de contrôle et de surveillance sur l'autorité paternelle avec possibilité pour eux de détacher un ou quelques-uns de ses attributs et notamment le droit de garde de l'enfant pour le conférer à d'autres que les père et mère.

La jurisprudence postérieure à la loi de 1889, frap-

pée des lacunes de cette loi, essaya de les combler en revenant à son ancienne théorie sur le droit de contrôle qu'elle s'arrogeait. Soutenue par une partie de la doctrine, elle prétendit que le législateur de 1889, en instituant une déchéance absolue, radicale et complète des droits de la puissance habituelle, n'avait nullement entendu supprimer cette ancienne jurisprudence plus souple, plus appropriée aux besoins de la pratique, plus apte à se plier aux circonstances de fait sur lesquelles les tribunaux sont appelés à statuer tous les jours. Les auteurs qui essayèrent de la justifier représentèrent que dans beaucoup de cas, ceux justement que nous venons d'énumérer, les tribunaux ne pouvaient pas prononcer la déchéance et que les enfants, qui avant la loi étaient protégés, ne pourraient plus l'être après si on ne maintenait pas le droit de contrôle des tribunaux.

En ce sens Didier, *Étude sur la loi de 1889* (J. Le Droit, 31 décembre 1890 et 1^{er} janvier 1891). — Testud, *Revue critique*, 1891, p. 16. — Paris, 12 février 1894. Daguencet, D. 94. 2. 534. — Tribunal de la Seine, 27 janvier 1890. Faroux, S. 91. 3. 17. — Rennes, 18 septembre 1893. Goupil, D. 94. 2. 393.)

Cette théorie, d'ailleurs insoutenable, ne pouvait rallier de nombreux adhérents. Elle était en contradiction formelle, comme les arrêts et jugements antérieurs à 1889 qu'elle invoquait, avec les solutions du Code civil et ne pouvait arriver qu'à créer un

droit prétorien et tout à fait arbitraire. De plus, la loi de 1889 ayant justement eu pour but de supprimer la jurisprudence antérieure, ne pouvait autoriser son maintien contradictoire avec les solutions qu'elle avait admises. Il ne pouvait appartenir aux tribunaux de dépasser le but de cette loi et de porter atteinte à l'exercice de la puissance paternelle en enlevant aux parents, par exemple, la garde de leur enfant, même en cas de destitution de la tutelle.

(En ce sens Agen, 6 novembre 1889. S. 90. 2. 132. — Poitiers, 21 juillet 1890. S. 91. 2. 17. — Paris, 24 juin 1892. S. et P. 93. 2. 228 ; D. 93. 2. 81. — Paris, 15 décembre 1898. S. et P. 99. 2. 205 ; D. 99. 2. 57. — Rennes, 5 décembre 1901. S. et P. 1902. 2. 16. — Trib. Saint-Quentin, 27 décembre 1899. S. 1900. 3. 19. — Trib. Toulouse, 3 juillet 1890. S. 91. 3. 19. — Trib. Villeneuve-sur-Lot, 25 novembre 1893. D. 94. 2. 395. — Leloir, t. I, n^{os} 519 et sqq. — Huc, t. III, n^o 215. — Taudière, p. 418. — Nourrisson, *Étude sur la puissance paternelle*, p. 178. — De Loynes, note sous Cassation, 8 mars 1890. D. 90. 1. 233. — Sous Poitiers, 20 juillet 1890, D. 91. 2. — Sous Rennes, 18 septembre 1891. D. 94. 2. 393.)

Tous ces arrêts et jugements décident que la garde de l'enfant ne peut être enlevée *principalement* par décision judiciaire au père pour être confiée à une tierce personne, fût-ce aux grands-parents, si l'on n'est pas

dans un des cas dans lesquels la loi de 1889 autorise la déchéance de la puissance paternelle.

La Cour de Paris a jugé que la loi de 1889 en réglementant la déchéance de la puissance paternelle et en spécifiant les cas dans lesquels la déchéance totale et absolue de cette puissance pourrait être prononcée, a enlevé aux tribunaux le droit de se prononcer sur la déchéance partielle en enlevant au père ou à la mère l'un des attributs de la puissance paternelle tel que la garde de l'enfant (Paris, 15 décembre 1898, précité).

Dans ce second système on part de cette double idée, d'abord que les mesures prises par les tribunaux autrefois n'étaient pas autre chose que des déchéances partielles de la puissance paternelle, partielles quant à la durée, quant à l'étendue, etc., mais des déchéances véritables et que cette jurisprudence tout arbitraire et prétorienne se défendait uniquement par des motifs d'humanité et de nécessité pratique tant que la matière demeurerait sans réglementation positive. (Poitiers, 21 juillet 1890, précité.)

Mais la loi de 1889 a fait disparaître les distinctions que les tribunaux avaient arbitrairement créées. (Trib. de Saint-Quentin, 27 décembre 1889, précité.)

Depuis qu'elle existe il ne s'agit plus de savoir ce que le législateur aurait pu ou aurait dû faire. Il s'agit simplement de savoir ce qu'il a fait. La loi est incomplète, c'est entendu ; mais elle a réglementé

d'une façon formelle et non équivoque la déchéance de la puissance paternelle et n'a pas laissé place à une déchéance partielle. Elle doit être appliquée dans tous les cas qu'elle prévoit ; mais pour les autres elle est sans application, comme la jurisprudence sans pouvoirs pour contrecarrer les principes généraux du droit en matière de puissance paternelle.

CHAPITRE IV

LA LOI DU 27 JUIN 1904

§ 1. — *Les lacunes de la loi de 1889*

Dès l'application de la loi de 1889, l'Assistance publique reconnut toutes les imperfections qu'elle contenait.

Elle résolut, sachant très bien à quoi s'en tenir sur le sort réservé à l'essai tenté par la nouvelle jurisprudence, de compléter cette loi par d'autres lois plus explicites.

Une loi nouvelle, qui devait devenir l'assise fondamentale de la législation des enfants assistés, fut mise immédiatement à l'étude, mais elle ne devait aboutir que quatorze ans plus tard, et nous verrons qu'elle n'a pas donné ce qu'on attendait d'elle.

§ 2. — *La loi du 19 avril 1898*

Mais dans l'intervalle, en présence des difficultés soulevées par l'application difficile de la déchéance

totale et indivisible des droits de la puissance paternelle prévue par la loi de 1889, on chercha à remédier à ce mal par l'institution d'une déchéance à la fois facultative et partielle pouvant être ordonnée dans certains cas par des juridictions de répression en présence de certains délits. Ce fut le but de la loi du 19 avril 1898. Disons tout de suite que cette loi, qui vient faire une nouvelle brèche à la puissance paternelle, ne résout nullement la question qui nous occupe. Elle constitue une loi purement pénale autorisant le juge d'instruction, puis après lui la cour d'assises et le tribunal correctionnel saisi d'un crime ou d'un délit prévus par cette loi à statuer sur la garde de l'enfant, l'enlevant au besoin au parent coupable au profit d'un autre membre de la famille, d'un tiers charitable ou de l'Assistance publique.

Œuvre limitée à un objet très restreint et tout spécial, elle est loin d'avoir éclairci les problèmes soulevés par les textes contradictoires et incomplets des lois précédentes, mais les aurait plutôt embrouillés davantage. Rompant résolument avec tous les principes admis jusqu'alors et auxquels on conseillait cependant de ne toucher qu'avec la plus grande réserve, elle a donné à des tribunaux de répression une compétence jusqu'alors réservée aux seuls tribunaux civils. Elle a brisé l'indivisibilité des droits de la puissance paternelle en conférant la garde de l'enfant à un tiers et en laissant aux père et mère les autres

attributs de cette puissance, ce qui devait infailliblement amener des complications nombreuses et insolubles. Enfin, et sans doute dans la crainte de soulever des difficultés sans pouvoir les solutionner, elle a omis de statuer sur la durée du droit ainsi conféré au tiers gardien, sur le contrôle à instituer sur la façon dont celui-ci remplit sa mission, et enfin sur la possibilité pour les parents de revendiquer la plénitude de leurs droits. En présence du silence de la loi, les tribunaux se sont reconnus investis tacitement du soin de trancher toutes les difficultés pouvant se présenter dans son application et nous retombons, au point de vue qui nous intéresse, exactement dans la même situation qu'avant le vote de la loi.

§ 3. — *Historique de la loi de 1904*

La loi de 1898 n'était qu'un incident dans la législation des enfants assistés, la loi de 1904 devait au contraire être la suite de l'évolution législative de cette matière et une de ses assises fondamentales.

Dès le 28 janvier 1889, M. Monod, directeur de l'Assistance publique, adressait au ministre de l'Intérieur un rapport où la plupart des questions restées à résoudre étaient nettement posées avec l'indication des solutions qui lui semblaient les meilleures. Ce rapport fut soumis à l'examen du Conseil supérieur

de l'Assistance publique qui l'étudia à fond en 1890 et 1891 avec M. Jules Simon comme président, et M. Loys Brueyre comme rapporteur.

Du rapport de M. Brueyre fut extrait un projet de loi qui fut déposé sur le bureau du Sénat le 18 février 1892 par M. Yves Guyot.

Le Sénat chargea une commission d'examiner le projet et M. Roussel, le promoteur et le rapporteur de la loi de 1889, fut nommé rapporteur de la nouvelle loi. M. Roussel déposa son rapport le 8 juillet 1898. Malheureusement, il mourut avant la discussion du projet de loi sans avoir pu y prendre part. Son œuvre fut continuée par M. Strauss qui remit au Sénat, le 4 février 1903, un rapport complémentaire reproduisant, avec quelques légères modifications de détail, les conclusions du précédent. Adopté en première lecture le 1^{er} décembre 1903, le projet de loi fut voté en seconde délibération le 1^{er} août 1904 sans presque avoir soulevé de discussions.

Renvoyé devant la Chambre des députés, il fut voté également sans difficultés après audition du rapport de M. Bienvenu-Martin et devint la loi du 27 juin 1904.

§ 4.— *Le rapport de M. Brueyre au Conseil supérieur de l'Assistance publique*

Il paraît intéressant, avant d'aborder l'étude de cette loi et particulièrement de l'article 17, siège de la

matière qui nous intéresse de rechercher dans les travaux préparatoires la tendance de cette nouvelle loi et les idées directrices sous l'empire desquelles elle a été conçue.

Le premier monument qui attire l'attention, est le rapport de M. Brueyre devant le Conseil supérieur de l'Assistance publique et le projet de loi qui l'accompagne.

Nous y retrouvons d'abord une nouvelle justification de la dualité des catégories d'enfants assistés, ceux visés par la loi de 1889 et les autres placés sous l'empire de la législation de 1811. Nous y retrouvons ensuite un résumé de la législation antérieure. Mais le côté le plus remarquable de ce rapport est la tendance qui s'y fait jour, tendance à déplacer le mobile auquel doit obéir l'autorité chargée de la remise de l'enfant en cas de demande de restitution de la part de ses parents.

Nous avons vu que tous les législateurs précédents ont répété à l'envi que le seul point de vue à examiner était l'intérêt de l'enfant, et qu'il appartenait au tribunal d'être juge de la question de savoir où résidait effectivement cet intérêt. Le rapport de M. Brueyre tend très nettement à substituer au tribunal dans l'appréciation de cet intérêt le conseil de famille administratif de l'enfant assisté. D'où la rédaction de l'article 24 du projet de loi :

« Les enfants réclamés par leurs parents peuvent

leur être remis si le conseil de famille estime que la remise est dans l'intérêt de l'enfant. Les parents doivent préalablement justifier de leur qualité par la production d'actes authentiques et rembourser les dépenses faites pour l'entretien de leurs enfants, à moins que le conseil de famille ne les exonère en tout ou partie. »

Le rapporteur commente ainsi l'article de son projet de loi : « Il s'est créé par une combinaison de l'article 21 du décret de 1811 avec un arrêté ministériel du 26 octobre 1813 confirmé par des circulaires subséquentes, une jurisprudence fort sage en ce qui concerne les remises des enfants à leurs parents. Nous n'avons eu qu'à la formuler en termes précis. Les conseils de famille, avant de se décider, auront à se placer au point de vue unique de l'intérêt de l'enfant. Il est même d'usage, quand l'enfant est à même par son âge de se rendre compte de sa situation, de ne le rendre que s'il y consent. Il ne faut pas rompre légèrement ces liens de famille si touchants qui se forment entre les parents nourriciers et l'enfant ; ils ont une valeur morale bien autre que les réclamations même non intéressées des parents qui l'ont jadis abandonné. Nous avons vu maintes fois des enfants préférer l'humble chaumière de ceux qui les ont élevés, de leurs parents suivant le cœur, à l'aisance et parfois à la fortune de leurs parents de nature. La difficulté des remises est, en outre, une peine à l'abandon

et il est sain et moral que les parents qui abandonnent leur enfant puissent à leur tour, un jour, quand le remords entre dans leur cœur, ressentir les amertumes du délaissement. Nous laissons au conseil de famille toute latitude d'appréciation sur la question de remboursement des dépenses : c'est une question de circonstances (1). »

Voilà, ma foi, la question nettement et rapidement tranchée sans le secours d'aucun principe ni même d'aucun tribunal et avec des considérations de fait qu'il serait aisé de discuter. L'honorable rapporteur semble vraiment aller un peu loin dans l'appréciation de l'intérêt de l'enfant lorsqu'il place cet intérêt dans les convenances personnelles dudit enfant, puisqu'il le fait juge de la question de savoir s'il doit ou non retourner chez ses parents qui le réclament. Comment espérer, en effet, de cet enfant une opinion raisonnée, sérieuse et consciencieuse, alors qu'il ne connaît, de sa famille naturelle, que le fait brutal de l'abandon dont on a à plaisir exagéré la gravité et la lâcheté au lieu de le présenter sous son aspect véritable qui, la plupart du temps, est loin d'indiquer un manque d'affection de la part des parents malheureux qui s'y résolvent. Mais mieux encore, comment soumettre au seul conseil de famille de l'enfant, composé de la commission administrative de l'hospice qui

1. Brueyre, Rapport au Conseil supérieur de l'assistance publique. Documents de l'assistance publique, fascicule 27, p. 49.

l'a recueilli ou de toute autre commission de graves indifférents, le soin de régler en dernier ressort cette question de remise ? En vertu de quels principes ou de quel nouveau texte explicitement impératif, alors que nous avons vu précédemment que le tribunal lui-même n'était pas qualifié pour apprécier ce point de droit ? Le projet ne répond pas à cette question primordiale.

§ 5. — *Le rapport de M. Roussel au Sénat*

Heureusement, le rapport de M. Roussel au Sénat⁽¹⁾ procédant d'un point de vue plus équitable et conçu avec moins de parti pris, remet un peu les choses au point. Notons, dès maintenant, dans l'exposé très complet qu'il fait des travaux législatifs antérieurs sur la question, le rappel d'une phrase célèbre du rapport de La Rochefoucauld-Liancourt en 1791, phrase qui eût pu servir de prologue à notre travail : « Il appartient à l'État de faire de ces enfants des citoyens utiles et heureux... de pourvoir à leur existence physique et au développement de leurs forces, d'assurer leur existence civile, de remplacer par la tutelle la plus éclairée et la plus vigilante les soins paternels qui leur étaient refusés par la nature, d'éclaircir tellement les événements de leur enfance qu'ils puissent être faci-

1. *Journal officiel*, 1896. Documents parlementaires. Sénat, annexes, n° 283, p. 514.

lement retrouvés par leurs parents si ceux-ci étaient rappelés aux sentiments qu'ils avaient méconnus. »

Nous voilà loin de la théorie juridique du rapporteur de l'Assistance publique, qui prétend faire de l'abandon de l'enfant un nouveau cas de déchéance de la puissance paternelle.

Et plus loin, ce qui implique bien reconnaissance du maintien aux parents en cas d'abandon de leur droit de puissance paternelle avec ses attributs et ses obligations, M. Roussel, sous l'article même qui est devenu l'article 17 du projet, visant la possibilité de la restitution de l'enfant aux parents, affirme le maintien de l'obligation alimentaire dont ils sont tenus : « L'admission de l'enfant dans un service d'enfants assistés ne libère pas les parents de la dette alimentaire à laquelle ils sont tenus envers lui ; l'administration a contre eux une créance, mais elle ne peut guère la faire valoir que dans le cas où la remise de l'enfant est demandée. » N'est-ce pas la preuve que, dans l'esprit du rapporteur au Sénat de la loi de 1904, l'abandon ne crée pas par lui-même une situation juridique qui séparerait à jamais les parents de leurs enfants en subordonnant leur remise au bon vouloir de l'administration.

Aussi bien, et à part la tendance constatée, le rapport de M. Roussel n'éclaire pas autrement la question qui nous occupe, car il pose à la fois d'une part, et en cela d'accord avec le projet du Conseil supérieur

de l'Assistance publique, le principe que l'administration a pleins pouvoirs pour solutionner à sa guise la demande de remise d'un enfant, d'autre part le maintien du principe supérieur de la puissance paternelle sans déchéance en dehors de la loi de 1889.

§ 6. — *Le rapport de M. Strauss au Sénat*

D'ailleurs, la rédaction de cet article 15 fut quelques années plus tard modifiée dans le rapport complémentaire dû à M. le sénateur Strauss (1). Il était ainsi conçu :

« L'enfant réclamé par ses parents peut leur être remis si le tuteur estime après avis du conseil de famille, que la remise est dans l'intérêt de l'enfant. Les parents doivent préalablement rembourser la dépense faite pour l'entretien de ce dernier, à moins que la commission départementale ou, dans le département de la Seine, une délégation du Conseil général ne les exonère en tout ou partie. »

Il devint l'article 17 du projet Strauss :

« L'enfant réclamé par ses parents peut leur être remis si le tuteur estime, après avis du conseil de famille, que la remise est dans l'intérêt de l'enfant. L'administration pourra en outre autoriser des remises d'essai durant lesquelles sa surveillance

1. *Journal officiel*, 1904. Documents parlementaires. Sénat, annexe 25, p. 21.

continuera à s'exercer pendant un an au moins, à l'expiration de ce délai la remise deviendra définitive. Toutefois, pour les enfants maltraités ou moralement abandonnés, cette remise ne pourra être faite aux parents déchus de la puissance paternelle qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par les articles 15 et 16 de la loi du 24 juillet 1889. Il en est de même pour les enfants confiés à l'Assistance publique en vertu des articles 4 et 5 de la loi du 19 avril 1898.

« Les parents devront rembourser en une seule fois, ou par versements mensuels échelonnés sur une ou plusieurs années, la dépense faite pour l'entretien de leur enfant à moins que la commission départementale ou, dans le département de la Seine, une délégation du Conseil général, ne les exonère en tout ou partie. »

La modification apportée par M. Strauss consiste dans la création des remises d'essai. Non seulement elle ne résout pas la question, mais encore elle indique, de la part du législateur, une hésitation à suivre l'Assistance publique sur le terrain sur lequel elle se plaçait depuis longtemps et le désir de concilier, si faire se pouvait, l'article 15 du projet Roussel avec les dispositions des lois existantes relatives à la restitution de la puissance paternelle.

L'opinion du rapporteur à ce sujet n'est pas douteuse, et elle se montre clairement dans les explications qu'il fournit sur la modification proposée :

« L'appréciation des demandes de remises d'enfant est d'autant plus difficile qu'elle place l'administration dans cette alternative : ou de livrer un enfant à des parents susceptibles de le maltraiter ou de le corrompre, ou de le refuser à la tendresse d'une véritable famille. Ce grave inconvénient cesserait si les services d'enfants assistés étaient investis d'un droit de contrôle sur leurs anciens pupilles pendant l'année qui suivra leur remise aux parents.

» Les remises d'essai calmeront, dans certains cas, les appréhensions de l'Assistance publique et faciliteront, par conséquent, le retour à la vie familiale des pupilles réclamés par leurs parents.

» Le second paragraphe a été rédigé pour mettre l'article en harmonie avec les dispositions des lois existantes relatives à la restitution de la puissance paternelle.

» Quant aux dépenses d'entretien dues par les parents, un remboursement intégral ayant paru impossible, le paragraphe 3 leur donne toute facilité sur ce point afin d'encourager les retraits. »

Il serait bien malaisé de trouver dans ces rapports une modification aux principes généraux du droit. On y voit, au contraire, avoué en termes formels, le désir de rester en harmonie avec eux.

La création de la remise d'essai, ajoutée aux derniers moments de la préparation de la loi, loin de fournir un appui à la thèse de la libre appréciation

de l'Assistance publique dans les remises qu'elle pourrait à son gré consentir ou refuser, n'est en réalité qu'une fiche de consolation qui lui est concédée en présence d'une remise quasi-nécessaire et obligatoire. C'est un moyen pour elle de s'assurer que l'intérêt de l'enfant consiste bien à demeurer dans sa famille naturelle, et, au cas contraire, de lui permettre d'user, en temps voulu, de toutes les armes mises à sa disposition par les lois précédentes pour ôter légalement aux parents un pouvoir qu'ils sont convaincus ne pouvoir exercer.

§ 7. — *Le rapport de M. Bienvenu-Martin
à la Chambre des députés*

Le rapport de M. Bienvenu-Martin, à la Chambre des députés (1), n'apporte aucun élément nouveau qui puisse permettre de prétendre établie la modification aux principes et aux textes proposée par l'Assistance publique. Il ne contient aucune donnée juridique nouvelle. Il se réfère purement et simplement aux observations présentées par M. Strauss et adopte sans modifications le texte de l'article 17 voté par le Sénat sur la proposition de ce dernier.

1. *Journal officiel*, 31 mars 1904. Documents parlementaires. Chambre des députés, annexe n° 1675, p. 573.

§ 8. — *Économie de la loi de 1904 : l'article 17*

La vérité c'est que, en France, où l'on aime régler des principes et formuler des théories de droit, le législateur, s'il avait entendu modifier les textes existants, n'eût pas manqué de s'exprimer nettement à ce sujet. Renversant des principes séculaires, il les aurait remplacés par une théorie juridique conçue en termes précis et catégoriques. Et même il l'eût fait d'autant plus facilement que la question à résoudre avait été posée très nettement lors du vote de la loi de 1889 et qu'il était vivement sollicité de la solutionner dans le sens que nous savons par les membres du Conseil supérieur de l'Assistance publique. Il eût été bien facile au rapporteur de la loi de 1904, M. Roussel, qui avait été l'artisan de la loi de 1889, de compléter son œuvre primitive et de faire radical le renversement du droit de puissance paternelle qui n'avait été qu'ébauché par cette dernière loi.

Si l'on en croyait l'exposé des motifs, la loi de 1904 serait une revision et une codification des règles fondamentales du service des enfants assistés. Ce serait donc une loi organique fixant les principes et réglementant la matière dans son ensemble.

Nous verrons que bien plus modeste est la portée

de la loi votée, du moins en ce qui concerne le problème de la revendication.

La loi de 1904 commence par définir, comme l'avait fait auparavant le décret de 1811, les catégories d'enfants qui bénéficieront de l'assistance. Elle les divise, comme nous l'avons déjà fait, en enfants protégés par la loi de 1889, titres I et II, et autres restés sous l'empire des législations antérieures. Après avoir établi ces catégories, elle statue sur les modes d'admission, sur les questions de tutelle, de placements, de surveillance, de domicile de secours. Elle règle encore l'administration du service et pourvoit aux dépenses qu'il entraînera.

La revendication, par leurs parents, des enfants recueillis par l'Assistance publique se trouve non pas réglée, mais visée dans l'article 17. Cet article 17 ne fait que reproduire textuellement la rédaction proposée par M. Strauss au Sénat :

« L'enfant réclamé par ses parents peut leur être remis, si le tuteur estime, après avis du conseil de famille, que la remise est dans l'intérêt de l'enfant. L'administration pourra en outre autoriser des remises à titre d'essai durant lesquelles sa surveillance continuera à s'exercer pendant un an au moins ; à l'expiration de ce délai la remise deviendra définitive.

» Toutefois, pour les enfants maltraités ou moralement abandonnés, cette remise ne pourra être faite aux parents déchus de la puissance paternelle qu'après

l'accomplissement des formalités prescrites par les articles 15 et 16 de la loi du 24 juillet 1889.

» Les parents devront rembourser en une seule fois ou par versements mensuels échelonnés sur une ou plusieurs années la dépense faite pour l'entretien de leurs enfants, à moins que la commission départementale ou, dans le département de la Seine, une délégation du Conseil général ne les exonère en tout ou partie.»

On a argumenté de la rédaction de cet article et notamment de la première phrase « l'enfant réclamé par ses parents peut leur être remis si... » pour prétendre que, sans aucun doute possible, le fait de l'abandon de l'enfant avait créé à l'encontre des parents une déchéance de leurs droits de la puissance paternelle et qu'ainsi la réglementation de la remise prévue par cet article était subordonnée au bon vouloir du tuteur et du conseil de famille de l'enfant assisté.

Outre que cette interprétation tendrait à faire admettre que la loi de 1904 a créé un nouveau cas de déchéance implicitement, ce qui ne résulte nullement ni de la rédaction de l'ensemble de la loi, ni des travaux préparatoires, elle a le tort de n'être basée que sur un argument grammatical.

Tout ce que nous avons vu des travaux préparatoires nous permet au contraire d'affirmer qu'à aucun moment il n'a été question de modifier les lois existantes, de poser des principes nouveaux et d'établir

des cas de déchéance en dehors des lois de 1889 et de 1898. Comme nous le savons, toutes les déchéances sont de droit étroit et d'interprétation stricte, la jurisprudence, et encore bien moins les particuliers, ne peuvent prétendre argumenter par voie d'analogie, de rapprochement ou d'interprétation de textes pour statuer sur des cas sur lesquels les législateurs sont demeurés absolument muets.

L'article 17 ne peut qu'indiquer une procédure administrative de remise bénévole par l'administration de l'enfant à ses parents. Il est impossible de supposer qu'il contienne une injonction pour les tribunaux de statuer dans le sens indiqué par le conseil de famille de l'enfant, seul juge de la question si l'on admettait cette interprétation.

Cette solution serait contraire à la fois, et à tous les principes juridiques que nous avons rappelés, et à tout ce que nous savons du problème de la revendication depuis 1811. Nous avons vu de quelle façon avait été condamnée la jurisprudence qui s'arrogeait un droit de contrôle sur la puissance paternelle, nous avons vu avec quelle extrême réserve les législateurs de tous les temps ont touché à cette même puissance paternelle, nous avons vu enfin comment le législateur de 1889 avait refusé de sanctionner le contrat de dessaisissement, constatant pourtant l'accord des parents, et avait exigé une intervention judiciaire, et il nous faudrait maintenant admettre que, sans qu'il

en ait été jamais parlé dans la discussion de la loi de 1904, l'Assistance publique puiserait dans cette loi le pouvoir absolu de décider dans un sens affirmatif ou négatif de la remise de l'enfant ! Ce n'est pas possible.

Aussi bien, le conseil de famille visé par l'article 17 et qui, suivant l'opinion des juristes de l'Assistance publique, serait seul juge de la remise, est composé, dit l'article 12, « d'une commission de sept membres élus par le Conseil général et renouvelés tous les quatre ans ». Comment supposer que la loi ait entendu conférer à cette assemblée d'indifférents le pouvoir d'imposer son avis aux tribunaux de droit commun ? La seule explication rationnelle de l'article 17 consiste à lui donner pour but de régler législativement les conditions d'une remise bénévole de l'enfant par l'Assistance publique. La création même des remises d'essai prévue par le paragraphe 2 de cet article ne peut constituer, elle aussi, qu'une mesure administrative destinée à pallier les inconvénients qui peuvent résulter pour l'Assistance publique de la remise obligatoire et définitive.

Si, en effet, pendant l'année d'essai, la conduite des parents laisse à désirer, l'administration aura la ressource de demander au tribunal la déchéance des parents conformément à l'article 2 § 6 de la loi de 1889 et verra ainsi sanctionner définitivement les droits qu'elle prétendait sur l'enfant.

Reportons-nous d'ailleurs à la circulaire du ministre de l'Intérieur en date du 15 juillet 1904, qui relate et commente le texte de la loi du 27 juin, nous y voyons, dans le commentaire de l'article 17, qu'il n'est nullement question du conflit judiciaire pouvant s'élever entre les parents et l'administration en cas de refus opposé à la demande amiable de remise, mais simplement d'instructions administratives adressées aux préfets et aux inspecteurs des enfants assistés (1).

1. Derouin Gory et Worms, *Traité théorique et pratique d'Assistance publique* (Supplément, p. 26 et 27): « Lorsque des parents demandent que des enfants qu'ils ont abandonnés leur soient remis, la question doit être étudiée au seul point de vue de l'enfant. Cet intérêt n'est pas uniquement un intérêt pécuniaire. Des cas se sont présentés où des inspecteurs, ayant reconnu que la situation financière des parents était bonne, ont cru devoir leur remettre des enfants qui s'étaient attachés à leurs gardiens, et où ces enfants, comprenant mieux que les inspecteurs leur état véritable, ont quitté les parents dont l'affection était si tardive, et par là si suspecte, pour revenir à ceux qui les premiers leur avaient révélé les douceurs de la famille. Avant de vous prononcer en faveur de la remise — car c'est une des questions sur lesquelles l'inspecteur devra toujours vous en référer — vous vous rendrez exactement compte de la situation actuelle de l'enfant et de la force des liens qui seront formés entre ses gardiens et lui. Il arrivera souvent que vous ne parlerez même pas à l'enfant de la proposition qui est faite, jugeant à propos de ne pas le troubler. Il arrivera aussi que l'intérêt de l'enfant d'être rendu à ses parents vous semblera évident; c'est quelquefois un grand-père ou une grand-mère innocents de l'ancien abandon, qui sont disposés à réparer la faute de leur fille; dans ce cas, l'inspecteur agira avec beaucoup de prudence, pour dénouer doucement les liens dont j'ai parlé; il s'efforcera d'en maintenir un entre le gardien et l'enfant. Enfin, il arrivera que vous serez dans le doute. La loi nouvelle met alors à votre disposition le système des remises d'essai, qui permettra au service de surveiller pendant quelque temps les résultats de la remise du pupille. Cet examen, qu'il vous sera loisible d'interrompre à tout moment, soit pour rendre la remise définitive, soit pour rap-

Cette instruction, qui analyse très exactement le texte de l'article 17, ne fait aucune allusion à la modification énorme à l'état de choses existant antérieurement sur la revendication qui résulterait des droits exorbitants que l'on veut attribuer, en vertu de cette loi, au conseil de famille des enfants assistés. Elle n'indique nullement que la loi de 1904 ait créé une nouvelle donnée juridique relative à la puissance paternelle et de nouveaux cas de déchéance. Comment supposer alors, en présence du silence du texte même de la loi, des rapports préparatoires, des commentaires qui l'ont suivie, que la situation juridique si nette établie auparavant ait été changée dans le sens indiqué par les légistes de l'Assistance publique ?

§ 9. — *La solution du problème de la revendication
reste toujours la même*

En résumé, et à notre avis, la loi de 1904 n'a pas innové en ce qui concerne la revendication des enfants recueillis par l'Assistance publique. Elle n'a

peler l'enfant, pourra être prolongé pendant une année. Le service devra être attentif à ne pas laisser écouler ce délai sans vous proposer une décision; car, le délai écoulé, la remise deviendrait définitive, *ipso facto*.

» Ni la remise définitive, ni la remise d'essai ne pourront être ordonnées qu'après avis du conseil de famille.

» Pour les enfants moralement abandonnés, la loi nouvelle n'enove rien et se réfère aux dispositions de la loi du 24 juillet 1889... »

pas créé de nouvelle théorie juridique, elle n'a pas abrogé les anciens textes, elle n'a pas touché aux droits de puissance paternelle consacrés par le Code civil et restreints dans une mesure formellement déterminée par les lois de 1889 et de 1898, elle n'a nullement indiqué que l'abandon pût constituer à lui seul un cas de déchéance des droits de la puissance paternelle. Le seul effet qu'on puisse reconnaître à l'article 17 est d'avoir constitué des garanties sérieuses pour l'administration de l'Assistance publique consentant amiablement la remise des enfants qu'elle a recueillis. La situation reste donc la même au point de vue du droit des parents de revendiquer leurs enfants. En dehors de la loi de 1889, ils peuvent le faire, et la demande présentée par eux au tribunal ne peut être repoussée, nonobstant le refus opposé par le conseil de famille administratif de l'enfant assisté, et ce en vertu de leur droit de puissance paternelle dont ils ne peuvent être privés qu'en vertu d'un texte de loi absolument précis et catégorique, conformément au principe juridique qu'il n'est pas de déchéance sans texte et que toutes celles qui sont établies par les lois sont d'interprétation stricte.

CHAPITRE V

ÉTAT DE LA JURISPRUDENCE

§ 1. — *Les deux thèses en présence : l'abandon, nouveau cas de déchéance ; la revendication péremptoire*

Il était intéressant, au lendemain de la loi de 1904, de voir dans quel sens un tribunal saisi par des parents d'une demande en revendication d'enfant recueilli par l'Assistance publique en dehors des prévisions de la loi de 1889, se prononcerait. Justement la question se présenta devant le tribunal de la Seine l'année suivante, puis sur appel devant la Cour de Paris qui se prononça le 8 juillet 1909 en faveur du droit péremptoire des parents.

Deux thèses étaient en présence : la première, celle des parents, s'appuyait sur tous les arguments que nous avons fait valoir et soutenait, d'accord avec le ministère public, que la question, n'ayant été résolue positivement par aucune loi, devait l'être en

faveur des parents revendiquants conformément aux décisions du Code civil sur le droit de puissance paternelle, et, qu'en conséquence, le tribunal ou la Cour, était, faute de pouvoir faire application de la loi de 1889, dans la nécessité absolue de faire droit à leur demande.

La seconde, celle de l'Assistance publique, soutenait que l'abandon de l'enfant par ses parents créait une situation juridique bien déterminée et impliquait un dessaisissement total des droits de la puissance paternelle dont tous les attributs passaient à l'administration. Elle invoquait à cet effet les conséquences de l'arrêté d'immatriculation pris, pour les catégories d'enfants dont nous entendons parler, en vertu des lois du 19 janvier 1811, du 15 pluviôse an XIII et du 27 juin 1904, par le préfet, et qui constaterait le délaissement des droits des parents, délaissement définitif et irrévocable ne pouvant cesser qu'en vertu d'un nouvel acte de l'autorité administrative : la radiation de l'enfant dans les conditions de l'article 17 de la loi de 1904.

Ces deux opinions étaient aussi irréductibles l'une que l'autre et ne permettaient pas l'appréciation du tribunal, qui, dans les deux cas, se trouvait obligé de faire droit à l'entier des conclusions de l'une des parties.

§ 2. — *Le jugement du tribunal de la Seine du*
27 juillet 1907

Le tribunal civil de la Seine, obligé de se prononcer entre ces deux opinions extrêmes, rendit, le 27 juillet 1907, le jugement suivant qui expose les circonstances de la cause (1).

Le tribunal ;

Attendu que la demoiselle E..., aujourd'hui femme T..., a accouché le 24 décembre 1896 d'un enfant du sexe masculin, inscrit, le 26 décembre, sur les registres de l'état civil du XI^e arrondissement de Paris sous les noms de Georges-Alfred, fils de la demanderesse et de père non dénommé ; que la demoiselle E... confia cet enfant à l'Assistance publique, aussitôt après sa naissance ; qu'elle a épousé Auguste-Anatole T... le 4 septembre 1900, par devant l'officier de l'état civil du XIX^e arrondissement de Paris ; que suivant actes reçus à la mairie du XIX^e arrondissement de Paris, Georges-Alfred E... fut reconnu par sa mère le 23 janvier 1905, et par T..., le 18 avril de la même année ;

Attendu qu'après avoir été admis au bénéfice de l'assistance judiciaire, à raison de leur état d'indigence

1. *Gazette des Tribunaux*, 13 septembre 1909. — *Le Droit*, 6 octobre 1909.

justifié, les époux T..., ont, par exploit de Favre, huissier à Paris. en date du 29 décembre 1906, formé contre le directeur de l'Assistance publique, ès qualités, une demande en remise de l'enfant Georges-Alfred E..., confié par la demoiselle E... à l'Assistance publique avant son mariage avec T... ;

Attendu que, par conclusions signifiées le 14 mars 1907, l'administration de l'Assistance publique déclare que l'intérêt de l'enfant s'oppose à la mesure sollicitée par les époux T... ; qu'en effet cet enfant actuellement âgé de onze ans a été placé dans une famille où il est entouré d'affection et considéré comme un des enfants de la maison ; que ses parents nourriciers sont dans l'aisance et se proposent d'assurer dans la suite sa situation matérielle ; que subsidiairement, et pour le cas où le tribunal croirait devoir ordonner la remise de l'enfant, l'administration de l'Assistance publique conclut à ce que les époux T...soient condamnés à lui payer la somme de 50 francs, représentant une très faible partie des frais d'entretien du mineur ;

Attendu que, par délibération du 8 novembre 1906, le conseil de famille des pupilles du département de la Seine a été d'avis qu'il n'était pas possible d'enlever son pupille à ses nourriciers qui, non seulement l'aiment comme leur propre enfant, mais encore, malgré la présence de quatre filles, ont trouvé le moyen de constituer à son profit un livret de caisse d'épargne et se proposent d'assurer, dans la suite, sa situation ; qu'au surplus l'enfant, consulté, a toujours refusé de quitter sa nourrice qu'il considère comme sa mère, et qu'il est certain, ajoute

le directeur, qu'il faudra l'enlever de force si la remise est ordonnée ;

Attendu qu'il résulte des renseignements fournis au tribunal que les époux T... habitent, depuis trois ans environ, rue d'Allemagne, n° 6 ; Qu'ils n'ont pas d'enfant et occupent à cette adresse un logement d'un loyer annuel de 240 francs ; que le sieur T..., qui est garçon coiffeur, ne paraît pas travailler régulièrement ; qu'il relève de maladie et a été opéré en mai dernier de deux hernies ; que la femme T... est ouvrière confectionneuse et travaille chez une de ses voisines ; que son salaire peut être évalué à 1 fr. 50 environ ; que, quant à T..., comme actuellement il n'a pas de place fixe et ne fait que des extras, il est impossible de fixer, même approximativement, le montant de son salaire ; que, depuis qu'ils habitent le quartier, les époux T... n'ont fait l'objet d'aucune remarque défavorable ;

Attendu qu'il résulte de ce qui précède que l'état d'indigence invoqué par les époux T... pour obtenir l'assistance judiciaire afin de suivre la présente instance est surabondamment établie ; que la demande formée par les époux T..., qui n'ont même pas songé à reconnaître leur enfant et à le légitimer quand ils ont contracté mariage, apparaît, si l'on n'envisage que l'intérêt de cet enfant, comme une pure aberration, sinon comme le résultat de la part des époux T... d'un calcul intéressé ; qu'il est hors de doute que le mineur E... qui a passé sa première enfance au grand air de la campagne, qui est aimé des parents nourriciers dont il a reçu les soins, qui leur a

donné toute son affection va, dès qu'il aura été violemment arraché de leurs mains, se trouver dans des conditions de vie morale et matérielle bien inférieures à celles dont il a joui jusqu'ici ; qu'il est, selon toute vraisemblance, destiné, à brève échéance, à devenir la proie de la misère physiologique ; que la sollicitude tardive des époux T... pour le jeune E... se manifesterait d'une façon plus bienfaisante pour leur enfant et plus honorable pour eux-mêmes, soit en allant le voir chez ses parents nourriciers, soit en lui envoyant quelques menues sommes d'argent destinées à augmenter son bien-être ou à accroître son pécule ; que l'administration de l'Assistance publique doit être hautement approuvée de résister par tous les moyens en son pouvoir à de pareils abus, qui se réclament des droits de la puissance paternelle ;

Attendu, toutefois, qu'en l'absence d'un texte de loi édictant la déchéance *ipso facto* de la puissance paternelle contre les parents qui abandonnent leur enfant à l'Assistance publique ou conférant aux juges un pouvoir souverain d'appréciation sur les requêtes en remises d'enfants adressées à cette administration, le tribunal est malheureusement obligé de faire droit à la demande des époux T... ;

Par ces motifs :

Dit que, sur la signification du présent jugement et après paiement par les époux T... de la somme de 50 francs dont il va être parlé, l'administration de l'Assistance publique sera tenue de remettre le jeune Georges-Alfred E... à ses père et mère naturels, les époux T... ;

Déboute les époux T... du surplus de leurs conclusions et, avant tout, de leur demande de condamnation de l'Assistance publique à une astreinte de 50 francs par jour de retard dans la remise de l'enfant; Condamne les époux T... à payer la somme de 50 francs à l'Assistance publique ;

Et, attendu que la demande a été formée dans l'intérêt exclusif des époux T..., les condamne aux dépens. (Avocats : M^{es} Bourgoing-Dumonteil et Chaumat.)

Il serait difficile d'imaginer un jugement donnant plus complètement satisfaction à la thèse que nous soutenons. Non pas que, dans la solution de la question de droit, ses attendus soient particulièrement lumineux, mais parce que un tel jugement, rendu par un tribunal dans une disposition d'esprit si contraire à la solution qu'il était obligé de rendre, nous indique, d'une façon plus expressive que ne l'eût fait une solide argumentation de droit, la faiblesse des arguments invoqués par l'Assistance publique dans sa résistance et l'insuffisance des lois que nous avons étudiées pour résoudre une question aussi importante au point de vue juridique.

Nous n'insisterons pas davantage sur ce jugement. Nous nous sommes promis au début de cette étude d'être impartial et de ne pas examiner un seul instant la question en fait. Nous ne discuterons donc pas les arguments de fait présentés par le tribunal à l'encontre de la solution qu'il rendait. Et cependant la

discussion serait facile. Aussi bien l'arrêt de la cour dont nous allons parler dans un instant semble avoir remis les choses au point et jugé plus sainement la question.

§ 3. — *La seconde thèse de l'Assistance publique : pas de déchéance, mais privation du droit de garde. — Critique de cette thèse.*

Le directeur de l'Assistance publique ayant fait appel de cette décision, crut devoir, devant la Cour, modifier son système de défense. Laissant de côté la doctrine juridique de l'abandon, cas de déchéance implicite de la puissance paternelle, il prétendit que, si, en effet, l'administration de l'Assistance publique n'avait pas, en cas d'abandon, l'intégralité de la puissance paternelle, elle en avait du moins l'exercice. Les droits du père ou de la mère subsisteraient dans leur essence ; mais ils en auraient perdu la jouissance. Le droit de garde dévolu à l'Assistance publique se séparerait, par le fait même de l'abandon, du fond même du droit qui ne peut être enlevé aux parents. Ce serait sur cette disjonction que les tribunaux auraient un pouvoir souverain d'appréciation pour décider s'il y a lieu ou non à remise, et ce pouvoir leur serait reconnu par l'article 17 de la loi de 1904.

Cette nouvelle thèse n'avait pas le mérite de la clarté comme la précédente. Elle ne présentait pas de

situation juridique bien tranchée et ne faisait qu'indiquer un *modus vivendi* né de la force des choses et des besoins de la pratique. Elle ne résolvait nullement la difficulté, mais l'écartait. Supposant une démarcation impossible à concevoir entre le droit de puissance paternelle et la jouissance du droit, elle ne pouvait aboutir qu'à une impossibilité juridique. Qu'est-ce en effet que la puissance paternelle en droit? Le droit d'éducation, de garde, de correction sur la personne de l'enfant, d'administration et de jouissance légale sur les biens. Séparons le droit de la jouissance du droit. Que reste-t-il? Il ne reste rien. Comme l'a fait remarquer fort judicieusement M. de Crisenoy, « il faut bien convenir que priver le père de famille du droit de garde, c'est le priver de la puissance paternelle elle-même. Si l'on veut bien y réfléchir, le droit de garde conféré à un tiers ne laisse au père de famille aucun droit appréciable. On ne voit guère que le droit de jouissance légale qui pourrait ne pas lui être enlevé du même coup, mais le cas d'un enfant abandonné ayant une fortune personnelle sera extrêmement rare, et, s'il se présente, les revenus de l'enfant placé à la garde d'autrui devront certainement être employés à payer les frais d'entretien de cet enfant, frais qui seront toujours en rapport avec son revenu » (1).

1. J. de Crisenoy, *Questions d'assistance*, p. 56.

§ 4. — *L'arrêt de la Cour de Paris*
du 9 juillet 1909

Cette seconde thèse de l'administration de l'Assistance publique devait avoir le sort de la précédente. Elle ne justifiait pas le pouvoir d'appréciation qu'elle tendait à faire attribuer aux tribunaux dans la remise d'un enfant confié à ses soins. Le 9 juillet 1909, la 8^e chambre de la Cour d'appel de Paris, présidée par M. Grenier, rendait, sur conclusions conformes de M. l'avocat général Pezous, après plaidoiries de M^e Bourgoing-Dumonteil pour les époux Toussaint et de M^e Chaumat pour l'Assistance publique, l'arrêt confirmatif suivant (2) :

La Cour ;

Considérant qu'en principe les déchéances sont toutes de droit rigoureusement étroit ;

Or, considérant què, dans l'état actuel de notre législation, l'abandon par ses parents de l'enfant naturel reconnu, n'emporte point, par lui-même, la déchéance de la puissance paternelle née de la reconnaissance régulièrement opérée ; que, par suite, l'Assistance publique, à laquelle l'enfant a été confié, n'est nullement fondée à prétendre en conserver la tutelle lorsque la remise lui en

1. *Gazette des Tribunaux*, 13 septembre 1909. — *Le Droit*, 6 octobre 1909.

est demandée par ceux qui tiennent alors de la loi, aussi bien que de la nature, une prérogative dont l'essence est de ne point être démembrée ; que c'est vainement en conséquence, que l'appelante invoque, au soutien de ses prétentions, les dispositions de la loi du 27 juin 1904 ; que cette loi, en effet, en ouvrant, par son article 17, à l'Assistance publique la simple faculté de consentir aux parents qui la réclament la remise de l'enfant, si elle est dans son intérêt, n'a point, implicitement par là, entendu reconnaître à cette administration un droit de garde sur le pupille, au détriment du père, ainsi privé de l'élément le plus précieux et le plus essentiel de la puissance paternelle ; qu'interpréter en un sens contraire les termes de l'article précité serait, en quelque sorte, arbitrairement et par voie détournée, comprendre parmi les cas de déchéance l'abandon de l'enfant ;

Considérant, en fait, que, né à Paris le 21 décembre 1896 et inscrit sur les registres de l'état civil du XI^e arrondissement sous les prénoms de Georges-Alfred, comme fils de demoiselle E... et de père non dénommé, l'enfant dont le sort fait l'objet du litige actuel fut, aussitôt après sa naissance, remis par sa mère à l'Assistance publique et immatriculé comme pupille ; que, le 4 septembre 1900, ladite demoiselle E... contractait mariage avec Auguste-Anatole T... et que, successivement par actes des 23 janvier et 16 avril 1905, tous deux reconnaissaient l'enfant né le 24 décembre 1896 ;

Qu'obéissant alors à un sentiment honorable, ils ont ensemble réclamé leur fils naturel, en vertu de la puissance

paternelle, dont leur avaient *ipso facto* conféré tous les attributs, les actes de reconnaissance prérappelés ; mais que, s'étant invinciblement heurtés au refus de l'Assistance publique, ils ont saisi de leur demande le tribunal civil de la Seine, lequel, par une juste appréciation des principes du droit en la matière, l'a accueillie, suivant jugement du 27 juillet 1907 ;

Que cette décision, frappée d'appel par l'Assistance publique, est aujourd'hui soumise à l'appréciation de la Cour, à la suite de l'annulation par le tribunal des conflits de l'arrêté pris par le préfet de la Seine dont cette chambre, par arrêt du 16 juillet 1908, avait rejeté le déclinaire d'incompétence ;

Considérant qu'en droit, l'Assistance publique s'appuie, pour critiquer l'œuvre des premiers juges, sur des motifs dont l'inanité ressort suffisamment des considérations juridiques plus haut développées, aucun des nombreux textes de loi par elle invoqués n'ayant, jusqu'à ce jour, prononcé la déchéance en cas d'abandon ; qu'en fut-il autrement, on serait encore autorisé à se demander si, dans l'espèce, l'abandon ayant précédé la reconnaissance, l'administration serait en droit de se prévaloir contre la fille E... et T... de la désertion d'un devoir qui, légalement, pour eux, n'était pas encore né, et qu'ils ont énergiquement demandé à accomplir, dès que, par les actes des 23 janvier et 16 avril 1905, ils se sont pour ainsi dire trouvés saisis de la puissance paternelle ;

Qu'en fait, l'appelante se fonde sur l'intérêt de l'enfant, alléguant qu'il ne saurait recevoir des intéressés, ni

moralement, ni physiquement, les soins affectueux et éclairés qu'il a, jusqu'à ce jour, rencontrés dans la famille où il a été placé; que c'est là une hypothèse purement gratuite, la précarité actuelle des ressources des époux T..., outre qu'elle n'est pas un motif suffisant d'écarter leur demande, n'impliquant pas nécessairement qu'ils ne soient pas en mesure d'assurer par le travail à leur unique enfant un entretien et une éducation convenables; qu'ils sauront puiser dans leur tendresse naturelle et désintéressée une énergie nouvelle;

Qu'il y a, en conséquence, lieu, sans s'associer toutefois aux regrets exprimés par les premiers juges d'avoir à statuer en droit, ainsi qu'ils l'ont dû faire, de maintenir la solution par eux donnée au litige actuel;

Par ces motifs;

Confirme, toutes conclusions contraires étant rejetées comme inutiles ou non justifiées, la décision entreprise et ordonne qu'elle sortira son plein et entier effet pour être exécutée selon ses formes et teneur; condamne l'Assistance publique à l'amende et aux dépens de son appel et de toute procédure s'y rattachant.

§ 5. — *Critique dont cet arrêt a été
l'objet. — Réfutation*

La juridiction du second degré avait apprécié en toute indépendance de cause le litige qui lui était soumis. En droit, elle a décidé qu'il était impossible, en

l'état actuel des textes, de ne pas faire droit à la demande des parents. En fait, revenant sur les attendus vraiment extraordinaires des premiers juges, elle a indiqué que, dans beaucoup de cas, l'intérêt normal de l'enfant est d'être rendu à ses parents naturels. Sans s'arrêter aux arguments remplis, il faut bien le reconnaître, la plupart du temps d'une fausse sensiblerie de l'Assistance publique elle a estimé, qu'en présence de la revendication de parents honnêtes et de bonne conduite, l'intérêt du tiers gardien et même ce que nous appellerons l'intérêt apparent de l'enfant devaient être justement sacrifiés. Sans doute il y a peut-être là un point d'appréciation délicate et serait-il raisonnable de régler législativement les rapports entre nourriciers et parents naturels après remise de l'enfant. Nous examinerons cette question dans le chapitre suivant.

Cependant cet arrêt, soigneusement étudié et confirmatif d'un jugement conçu dans des termes particulièrement intéressants pour la question qui nous occupe, ne devait pas recueillir tous les suffrages. Objet d'un pourvoi en cassation de la part de l'Assistance publique, pourvoi qui à l'heure actuelle n'est pas encore solutionné, il a en outre été commenté et critiqué dans une note anonyme des journaux précités le rapportant.

L'auteur de cette note prétend que l'article 17 de la loi de 1904 autorise l'Assistance publique à refuser la

remise aux parents ou à ne leur accorder que la remise à titre d'essai et ce dans l'intérêt de l'enfant réclamé. Il ajoute que si le fait de l'abandon d'un enfant à l'Assistance publique n'est pas une cause de déchéance de la puissance paternelle, il investit du moins *ipso facto* l'administration du droit de garde et de la tutelle de cet enfant (art. 2 § 3 de la loi du 27 juin 1904), prérogatives qui ne peuvent ultérieurement lui être enlevées que dans l'intérêt de l'enfant ainsi abandonné (art. 17); qu'en conséquence, refuser d'admettre que l'article 17 de la loi du 27 juin 1904 a conféré un droit de garde sur le pupille au détriment du père, « c'est faire abstraction d'un texte formel et le réduire à l'état de lettre morte ».

A notre avis cette interprétation de la loi de 1904 toute ingénieuse qu'elle soit, ne peut être admise en présence de l'intransigeance des principes que nous avons exposés et qui ont été scrupuleusement appliqués par la jurisprudence et du silence des artisans de cette loi qui, non seulement n'ont pas prévu la question que nous essayons de résoudre à l'heure actuelle, mais encore ont entendu maintenir les droits des parents non déchus.

Nous pouvons déplorer que la loi ne soit pas plus claire, qu'elle aboutisse à des contradictions flagrantes, mais c'est seulement au législateur qu'il appartient de réparer ou de compléter ce que le législateur a mal fait ou a omis. Répétons-le bien, nous sommes

en matière de déchéances, les déchéances sont toutes de droit rigoureusement étroit, il n'appartient ni à l'Assistance publique ni même aux tribunaux de refaire la loi ou d'y ajouter, sous le fallacieux prétexte de donner effet à un texte qui n'est nullement susceptible d'en produire.

§ 6. — *Procédure de l'action en revendication. — Le conflit de compétence (jugement du tribunal des conflits du 12 décembre 1908).*

Une dernière question se pose, ou plutôt s'est posée, car elle est résolue à l'heure actuelle dans le sens qui convenait, relativement à la procédure de la demande de réhabilitation.

A quels tribunaux est-il réservé d'examiner ce litige, aux tribunaux de droit commun ou aux tribunaux administratifs ? Cette interrogation paraît peut-être un peu bizarre, mais nous sommes obligé de la poser étant donné qu'elle a fait l'objet d'une discussion judiciaire.

L'administration de l'Assistance publique, après son échec devant le tribunal de la Seine, sentant le terrain manquer sous ses pas, eut l'idée de prétendre réserver la connaissance du procès qu'elle soutenait à la juridiction administrative.

Elle éleva en conséquence, devant la Cour de Paris,

un déclinatoire d'incompétence fondé sur ce qu'il appartenait à l'administration seule de statuer sur la demande.

Elle basait ce déclinatoire sur l'argumentation suivante : dans le cas du mineur E... admis dans le service en vertu des dispositions combinées du décret du 19 janvier 1811 et de la loi du 15 pluviôse an XIII, remplacée actuellement par la loi du 27 juin 1904, la tutelle du directeur de l'Assistance publique prenait naissance en vertu d'une décision administrative et seule une décision administrative pouvait y mettre fin. L'abandon créait non pas une situation de fait, mais bien une situation juridique ; aux termes de la loi de 1904 il impliquait le dessaisissement des droits de puissance paternelle des parents. Ceux qui recueillaient l'enfant, s'ils étaient simples particuliers, ne pouvaient accorder à l'enfant que des soins matériels, ils ne pouvaient exercer à son égard aucune prérogative juridique s'ils ne l'avaient obtenue par la procédure de la loi de 1889, mais si l'enfant avait été recueilli par l'administration, ou si on le lui avait confié, un acte d'autorité, l'arrêté d'immatriculation, pris en vertu des lois précitées, constatait le délaissement des droits des parents et mettait l'enfant sous la puissance de l'administration jusqu'à ce qu'un nouvel acte d'autorité (la radiation de l'enfant dans les conditions de l'article 17 de la loi de 1904) vint mettre fin à la tutelle administrative. Le tribunal

avait donc, disait-elle, empiété sur les attributions de l'autorité administrative.

La Cour rejeta le déclinatoire et le préfet éleva le conflit. Devant le tribunal des conflits, le commissaire du gouvernement conclut que tout dépendait du caractère à attribuer au refus de remise émanant du préfet. Si c'était un acte de puissance publique, le Conseil d'État seul pouvait l'apprécier. Si s'agissait au contraire d'un simple acte de tutelle, il ne pouvait être discuté dans sa validité et dans ses effets que devant l'autorité judiciaire. Le tribunal des conflits décida, le 12 décembre 1908, sur conclusions conformes du commissaire du gouvernement, qu'il s'agissait d'un débat d'ordre purement civil puisqu'il fallait déterminer le sens et la portée de l'article 17 de la loi du 27 juin 1904 et apprécier respectivement les droits que la reconnaissance de l'enfant remis à l'Assistance publique confère aux parents sur la personne de cet enfant et ceux qui résultent pour l'Assistance elle-même de sa qualité de tutrice.

Il ne nous paraît pas utile de commenter longuement ce jugement. Il est hors de doute, en effet, que la question à trancher consistait dans l'interprétation d'articles de lois essentiellement civiles, et que l'appréciation des conséquences juridiques de l'abandon d'un enfant ne pouvait en aucune façon appartenir à un tribunal administratif.

Le tribunal compétent se trouve donc être le tri-

bunal civil du domicile du défendeur, c'est-à-dire de l'Assistance publique. La procédure s'engage par voie d'ajournement et se poursuit comme toute procédure ordinaire jusqu'au jugement définitif. Les actes ne sont dispensés ni de timbre ni d'enregistrement, sauf au cas d'obtention par les parents du bénéfice de l'assistance judiciaire. Tous les jugements rendus sont susceptibles d'opposition ou d'appel et de pourvoi en cassation.

§ 7. — *A quels parents est réservée l'action
en revendication*

Nous avons envisagé jusqu'à présent le cas où l'instance était introduite par des père et mère légitimes. Nous venons de voir, dans l'arrêt rapporté plus haut, que l'instance pouvait être engagée par des père et mère naturels ayant préalablement reconnu l'enfant.

Ce n'est en effet que cette reconnaissance qui leur donne le droit de se prévaloir des attributs de la puissance paternelle. L'administration conserve évidemment le droit de contester cette reconnaissance dans les conditions prévues par le Code civil. Si cette contestation aboutit à l'annulation de la reconnaissance, la revendication de l'enfant sera devenue impossible, si au contraire elle échoue, la revendication des

parents naturels deviendra péremptoire comme nous l'avons vu.

Maintenant, des grands-parents ou d'autres membres de la famille pourraient-ils revendiquer l'enfant ? Il nous paraît bien que non, étant donné que cette revendication s'appuie exclusivement sur le droit de puissance paternelle qui n'appartient qu'aux père et mère. Le parent qui réclame l'enfant se trouve n'être en réalité qu'un bienfaiteur comme un autre, l'administration peut lui concéder, si elle le veut, la garde de l'enfant, à l'exclusion même de tous ses autres droits, mais en cas de refus il n'a aucun recours contre cette décision. La question est quelque peu différente quand la personne qui réclame l'enfant en est tutrice, soit qu'il s'agisse d'un ascendant tuteur légal, soit d'une personne investie de la tutelle par le conseil de famille avec mandat d'agir en vue d'obtenir de l'administration la remise de l'enfant. Nous estimons qu'il y a là conflit entre des pouvoirs égaux. Dans le doute, il paraît plus sage de décider que le tribunal saisi du litige prononcera entre les prétendants à la tutelle et qu'il résoudra la contestation pour le mieux des intérêts de l'enfant (1).

1. En ce sens, Leloir, *op. cit.*, p. 492. — En sens contraire Dalloz, qui donne prépondérance au droit du tuteur légal ou datif sur des prétentions de l'administration.

CHAPITRE VI

LA RÉFORME A RÉALISER

§ 1. — *Les intérêts en présence : intérêt des parents, de l'Assistance publique, du tiers gardien*

Cent ans de luttes, une multitude de rapports remarquables, cinq lois fort importantes n'ont pu avoir raison des droits de la puissance paternelle. L'Assistance publique, malgré les efforts des jurisconsultes éminents qui ont pendant tant d'années soutenu sa thèse avec des arguments de fait de nature à impressionner et à convertir les plus hésitants, n'a pu une bonne fois déterminer les législateurs à abolir d'un trait de plume net et précis le droit tant de fois séculaire reconnu par le Code civil aux parents.

Les lois n'ont opéré successivement que des réformes partielles, nécessitées longtemps avant leur apparition par les besoins de la pratique et les abus de parents dénaturés ; elles ont statué sur des hypo-

thèses déterminées, pour des cas particuliers, se gardant bien de résoudre la question de principe sur laquelle les légistes les plus autorisés faisaient les plus expresses réserves.

Si bien qu'à l'époque actuelle, et abstraction faite des réformes nécessaires, utiles et très humaines réalisées par les lois de 1889 et de 1898, l'Assistance publique, pour avoir trop demandé des législateurs, s'est trouvée sans armes et sans défense devant les parents revendiquants.

Cette situation est-elle convenable, doit-elle être maintenue ou modifiée ? La question est délicate à résoudre. D'une part, c'est l'Assistance publique, parlant au nom de la société tout entière, qui vient exiger que le législateur lui fournisse les armes dont elle a besoin pour lutter contre les parents intéressés ou odieux. Elle fait appel à la nécessité de châtier les parents de l'abandon qu'ils ont fait de leur enfant, elle fait appel à la nécessité dans laquelle elle se trouve de continuer jusqu'au bout l'œuvre par elle entreprise, elle fait appel à l'intérêt de l'enfant qui refuse quelquefois de quitter sa famille adoptive pour aller vers des gens qu'il ne connaît pas et dont il a tout lieu de se défier ; elle fait appel enfin aux égards que le législateur doit avoir pour ceux qui élèvent l'enfant, pour les nourriciers qui lui constituent une nouvelle famille et l'entourent de leurs soins et d'une affection désintéressée qui ne peut mériter d'être

sacrifiée par le rapt de l'enfant par ses parents naturels.

D'autre part, ce sont les parents selon la nature qui viennent invoquer leur droit imprescriptible, la nécessité absolue pour l'enfant d'être élevé par ceux-là mêmes qui l'ont mis au monde, les sévérités de l'existence qui les ont obligés à se séparer, le cœur brisé, de leur enfant ; qui invoquent une vie de travail et de labeur destinée justement à leur permettre de reprendre un jour cet enfant qu'ils n'ont confié que provisoirement à l'Assistance, comme à une institution d'État destinée à secourir momentanément ceux que la cruauté de l'existence et la difficulté de la lutte pour la vie empêchent quelquefois d'accomplir les devoirs que la nature leur a imposés.

A quelle autorité réserver l'appréciation de cette délicate contestation ?

§ 2. — *Les inconvénients des deux solutions indiquées*

Jusqu'à présent, nous venons de le voir, quelque thèse que l'on adopte, la solution est radicale et ne comporte pas d'appréciation par le tribunal. Nous laissons de côté la procédure de l'article 17 de la loi du 27 juin 1904. Cette appréciation de l'intérêt de l'enfant par le conseil de famille administratif des enfants assistés, devant lequel les parents eux-mêmes

ne sont pas appelés pour fournir leurs justifications, ces remises d'essai accordées suivant le bon vouloir de l'administration ne constituent qu'un palliatif bien insuffisant à la rigueur de la solution proposée par elle et qui aboutit à faire de l'abandon un cas de déchéance. C'est concéder à la même autorité la faveur inconcevable d'être juge et partie dans sa propre cause. Nous pouvons poser en principe que le refus du conseil de famille est systématique, en dernier ressort, et que l'administration de l'Assistance publique n'admet comme demi-mesures que celles qu'elle veut bien proposer elle-même. Son argumentation tend infailliblement à retirer au tribunal saisi de la demande en revendication d'enfant, tout pouvoir d'appréciation sur l'opportunité de cette remise et à lui faire simplement homologuer la décision du conseil de famille.

L'autre thèse, celle du droit péremptoire des parents revendiquants, est aussi radicale et dénie de même, mais avec plus de raison semble-t-il, tout pouvoir d'appréciation au tribunal.

Ces deux solutions extrêmes offrent le même désavantage. Elles ont pour effet de faire dépendre l'intérêt de l'enfant, qui doit seul être envisagé dans ces sortes de litiges, de l'appréciation mal éclairée de personnes dont l'impartialité est incompatible avec leur qualité de parties au procès.

§ 3. — *Possibilité d'une modification des textes*
Orientation de cette modification

Une solution transactionnelle, opérée par voie de modification législative à la loi de 1904 et calquée sur les dispositions de la loi de 1889, pourrait peut-être concilier tous les intérêts en présence. Nous avons vu avec quelle précision et avec quelle réserve tout à la fois la loi de 1889 avait statué sur les cas qu'elle envisageait, organisant à la fois la déchéance et la restitution de la puissance paternelle dans son premier titre, la cession judiciaire résultant soit du consentement des parents, soit de l'abandon moral de leurs enfants et la restitution de la puissance cédée ou dévolue suivant l'agrément du tribunal dans le second titre.

Quelle réforme suffirait-il d'adopter pour organiser en faveur des enfants matériellement abandonnés le système de protection prévu pour les enfants moralement abandonnés par la loi de 1889, tout en sauvegardant, dans la mesure du possible, les droits fort respectables des parents naturels et ceux non moins respectables des nourriciers et de l'Assistance publique ?

Il suffirait d'abord de rappeler que, si le fait de l'abandon de l'enfant ne constitue pas par lui-même

un cas de déchéance du droit des parents, il opère néanmoins dévolution provisoire à l'Assistance publique des attributs de la puissance paternelle en vertu du droit de tutelle qui lui est reconnu sur cet enfant.

Ceci fait, on établirait le principe d'une possibilité de revendication de ces attributs, dont l'abandon les a privés, par les parents revenus à meilleure fortune et non indignes.

Cette revendication pourrait s'exercer par voie amiable. La remise de l'enfant serait décidée, sur décision favorable du conseil de famille de l'enfant assisté, après débat contradictoire entre le représentant de l'Assistance publique défenderesse et les parents demandeurs qui auraient ainsi et par là même droit d'accès au conseil.

En cas de refus par le conseil de famille de l'enfant de retransférer aux parents la plénitude de leurs droits, ceux-ci auraient la faculté de porter le débat devant le tribunal, et en appel devant la Cour, qui se trouveraient ainsi promus souverains appréciateurs de l'intérêt de l'enfant. Le tribunal ou la Cour, pourrait, à son gré, ou ordonner la remise définitive de l'enfant aux parents revendiquants, ou confirmer purement et simplement les droits de l'Assistance publique qui deviendraient ainsi de provisoires qu'ils étaient, définitifs.

Il aurait également pouvoir d'opérer la remise

d'essai qui prévoit actuellement l'article 17 de la loi de 1904 ; et, dans ce cas, l'Assistance publique aurait la faculté, si elle estimait que les parents sont indignes de conserver leur enfant, de revenir devant la juridiction qui aurait ordonné la remise d'essai, dans l'année de cette remise, pour faire statuer, soit sur la déchéance de la puissance paternelle s'il y avait possibilité d'application de la loi de 1889, soit sur le maintien définitif à l'Assistance publique des droits à elle attribués par le fait même de l'abandon. Faute de ce faire par l'Assistance publique dans le délai indiqué, la remise deviendrait définitive.

Enfin, et dans le cas où la remise de l'enfant serait ordonnée par le tribunal ou la Cour, les sentiments légitimes d'affection des parents nourriciers pour l'enfant qui leur aurait été confié et repris pourraient être sauvegardés par la justice au moyen de la concession à leur profit d'un droit de visite *sui generis* sur l'enfant réglé par le tribunal et devant prendre fin naturellement lors de la majorité de cet enfant. Il serait également nécessaire, pour sanctionner ce droit de visite, de prévoir à l'encontre des parents qui se refuseraient à l'exécution du jugement, une sanction pénale consistant en une amende et même en une peine d'emprisonnement, en leur faisant application du deuxième alinéa de l'article 357 du Code pénal.

Dans le cas où la remise aurait été rejetée par le tribunal ou la Cour, elle pourrait être renouvelée,

mais seulement une seule fois, afin d'éviter que le sort de l'enfant ne soit trop souvent remis en question, et à trois ans d'intervalle à compter du rejet de la première demande. Ce délai de trois ans commencerait à courir du jour où ce jugement serait passé en force de chose jugée.

§ 4. — *La nouvelle rédaction proposée de l'article 17
et ses avantages*

Ces modifications pourraient être ainsi condensées dans le texte modifié de l'article 17 de la loi du 27 juin 1904 :

Art. 17. — L'enfant réclamé par ses parents peut leur être remis si le tuteur estime, après avis du conseil de famille, rendu en présence des parents ou eux dûment appelés, que la remise est dans l'intérêt de l'enfant. L'administration pourra, en outre, autoriser des remises d'essai durant lesquelles sa surveillance continuera à s'exercer pendant un an au moins ; à l'expiration de ce délai la remise deviendra définitive.

En cas de rejet de la demande par le tuteur, les parents peuvent porter le litige devant le tribunal, et en appel devant la Cour, qui se prononcera, dans l'intérêt de l'enfant, sur la remise ou le maintien définitif à l'Assistance publique des droits résultant pour elle de l'abandon, ou accordera la remise d'essai dans les conditions prévues par le para-

graphe précédent. Le tribunal statuera également sur le droit de visite réclamé par les parents nourriciers sur l'enfant enlevé à leur garde.

La demande qui a été rejetée ne pourra être renouvelée qu'une seule fois et trois ans après le jour où la décision de rejet est devenue irrévocable.

Toutefois, pour les enfants maltraités ou moralement abandonnés, la remise ne pourra être faite aux parents déchus de la puissance paternelle qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par les articles 15 et 16 de la loi du 24 juillet 1889.

Les parents devront rembourser en une seule fois, ou par versements mensuels échelonnés sur une ou plusieurs années, la dépense faite pour l'entretien de leur enfant, à moins que la commission départementale ou, dans le département de la Seine, une délégation de Conseil général en cas de remise amiable, et le tribunal en cas de remise judiciaire, ne les exonère en tout en partie.

De la sorte, estimons-nous, toutes les difficultés que nous avons rencontrées jusqu'à présent peuvent être résolues et l'intérêt de l'enfant se trouve sauvegardé d'une façon très efficace sans que celui des parents soit sacrifié.

On nous objectera peut-être que, puisque le nouvel article 17 prévoit la revendication judiciaire de l'enfant matériellement abandonné, il était inutile de maintenir la réglementation de la remise administrative. Mais nous répondrons à cela que cette dernière

réglementation aura toujours cet intérêt de prévoir une remise beaucoup plus rapide que la remise judiciaire, de constituer la procédure normale et préalable de la revendication et d'éviter ainsi une foule de procès inutiles.

L'administration de l'Assistance publique conservera un rôle prépondérant si l'on veut bien songer de quel poids sera dans la balance la décision négative rendue par le conseil de famille et le tuteur après audition des parents revendiquants. Cette décision conserve tout son intérêt pour donner un élément d'appréciation au tribunal, qui pourra ainsi statuer en toute connaissance de cause et en toute impartialité.

Les parents auront des garanties de bonne justice qu'il leur était difficile de demander au conseil de famille souvent impressionné par les arguments du représentant de l'Assistance publique. Ils pourront faire valoir le plus utilement possible tous les arguments de fait à l'appui de leur demande. Ils trouveront dans la concession même d'un droit de visite aux parents nourriciers, la suppression de l'argument le plus important qu'on leur pouvait antérieurement objecter.

Enfin ils auront cette certitude de voir triompher leur demande si leur conduite est irréprochable, de même que l'Assistance publique aura la certitude, en présence de l'extension donnée aux remises d'essai, de ne pas voir remettre à des parents indignes les

enfants qu'elle aura été condamnée de restituer.

Quant à l'enfant, les débats successifs et contradictoires dont son sort aura été l'objet feront certainement ressortir son véritable intérêt. Le droit de visite dont bénéficieront ses parents nourriciers lui permettra de leur conserver l'affection qu'il leur aura vouée et facilitera son retour au sein d'une famille qu'il ignorait et qui, au premier abord, ne peut que lui inspirer de la défiance et de l'antipathie.

Le principe lui-même de la puissance paternelle ne sera pas sacrifié, puisque cet article n'aura eu en vue que d'en réprimer les abus et de permettre au tribunal de refuser à des parents reconnus indignes de les exercer, la faculté de recouvrer les droits qu'ils auront volontairement abandonnés avec leur enfant.

TEXTES JUSTIFICATIFS

LOI DU 27 FRIMAIRE AN V sur les enfants abandonnés

Article premier. — Les enfants abandonnés, nouvellement nés, seront reçus gratuitement dans tous les hospices civils de la République.

Art. 2. — Le Trésor national fournira à la dépense de ceux qui seront portés dans des hospices qui n'ont pas de fonds affectés à cet objet.

Art. 3. — Le Directoire est chargé de faire un règlement sur la manière dont les enfants abandonnés seront élevés et instruits.

Art. 4. — Les enfants abandonnés seront, jusqu'à majorité ou émancipation, sous la tutelle du président de l'administration municipale dans l'arrondissement de laquelle sera l'hospice où ils auront été portés. Les membres de l'administration seront les conseils de la tutelle.

Art. 5. — Celui qui portera un enfant abandonné ailleurs qu'à l'hospice civil le plus voisin, sera puni d'une détention de trois décades par voie de police correc-

tionnelle : celui qui l'en aura chargé sera puni de la même peine.

DÉCRET DU 19 JANVIER 1811
concernant les enfants trouvés, abandonnés
et orphelins

TITRE PREMIER

Article premier. — Les enfants dont l'éducation est confiée à la charité publique sont : 1° les enfants trouvés ; 2° les enfants abandonnés ; 3° les orphelins pauvres.

TITRE II

Art. 2. — Les enfants trouvés sont ceux qui, nés de pères et de mères inconnus, ont été trouvés exposés dans un lieu quelconque, ou portés dans les hospices destinés à les recevoir.

Art. 3. — Dans chaque hospice destiné à recevoir les enfants trouvés, il y aura un tour où ils devront être exposés.

Art. 4. — Il y aura au plus dans chaque arrondissement, un hospice où les enfants trouvés pourront être reçus. Des registres constateront, jour par jour, leur arrivée, leur sexe, leur âge apparent, et décriront les marques naturelles et les langes qui peuvent servir à les faire connaître.

TITRE III

DES ENFANTS ABANDONNÉS ET ORPHELINS PAUVRES

Art. 5. — Les enfants abandonnés sont ceux qui, nés de pères et mères inconnus, et d'abord élevés par eux, ou par d'autres personnes à leur décharge, en sont délaissés sans qu'on sache ce que les pères et mères sont devenus, ou sans qu'on puisse recourir à eux.

Art. 6. — Les orphelins sont ceux qui, n'ayant ni père ni mère n'ont aucun moyen d'existence.

TITRE IV

DE L'ÉDUCATION DES ENFANTS TROUVÉS, ABANDONNÉS ET ORPHELINS PAUVRES

Art. 7. — Les enfants trouvés nouveau-nés seront mis en nourrice aussitôt que faire se pourra, jusque-là ils seront nourris au biberon, ou même au moyen de nourrices résidant à l'établissement. S'ils sont sevrés ou susceptibles de l'être, ils seront également mis en nourrice ou sevrage.

Art. 8. — Ces enfants recevront une layette ; ils resteront en nourrice ou en sevrage jusqu'à l'âge de six ans.

Art. 9. — A six ans, tous les enfants seront, autant que faire se pourra, mis en pension chez des cultivateurs ou des artisans. Le prix de la pension décroîtra chaque année

jusqu'à l'âge de douze ans, époque à laquelle les enfants mâles en état de servir seront mis à la disposition du ministre de la Marine.

Art. 10. — Les enfants qui ne pourront être mis en pension, les estropiés, les infirmes, seront élevés dans l'hospice, ils seront occupés dans des ateliers, à des travaux qui ne soient pas au-dessus de leur âge.

TITRE V

DES DÉPENSES DES ENFANTS TROUVÉS

ABANDONNÉS ET ORPHELINS

Art. 11. — Les hospices désignés pour recevoir les enfants trouvés sont chargés de la fourniture des layettes et de toutes les dépenses intérieures relatives à la nourriture et à l'éducation des enfants.

Art. 12. — Nous accordons une somme annuelle de quatre millions pour contribuer au paiement des mois de nourrice et des pensions des enfants trouvés et des enfants abandonnés. S'il arrivait, après la répartition de cette somme, qu'il y eût insuffisance, il y sera pourvu par les hospices au moyen de leurs revenus ou d'allocation sur les fonds des communes.

Art. 13. — Les mois de nourrice et les pensions ne pourront être payés que sur des certificats des maires des communes où seront les enfants. Les maires attesteront, chaque mois, les avoir vus.

Art. 14. — Les commissions administratives des hospices feront visiter, au moins deux fois l'année, chaque

enfant, soit par un commissaire spécial, soit par les médecins ou chirurgiens vaccinateurs ou des épidémies.

TITRE VI

DE LA TUTELLE ET DE LA SECONDE ÉDUCATION DES ENFANTS TROUVÉS ET DES ENFANTS ABANDONNÉS

Art. 15. — Les enfants trouvés et les enfants abandonnés sont sous la tutelle des commissions administratives des hospices, conformément aux règlements existants.

Un membre de cette commission est spécialement chargé de cette tutelle.

Art. 16. — Lesdits enfants, élevés à la charge de l'Etat, sont entièrement à sa disposition ; et quand le ministre de la Marine en dispose, la tutelle des commissions administratives cesse.

Art. 17. — Les enfants ayant accompli l'âge de douze ans, desquels l'Etat n'aura pas autrement disposé, seront, autant que faire se pourra, mis en apprentissage ; les garçons chez les laboureurs ou des artisans, les filles chez des ménagères, des couturières ou autres ouvrières, ou dans des fabriques et manufactures.

Art. 18. — Les contrats d'apprentissage ne stipuleront aucune somme en faveur ni du maître, ni de l'apprenti ; mais ils garantiront au maître les services gratuits de l'apprenti jusqu'à un âge qui ne pourra excéder vingt-cinq ans, et à l'apprenti la nourriture, l'entretien et le logement.

Art. 19. — L'appel à l'armée, comme conscrit, fera cesser les obligations de l'apprenti.

Art. 20. — Ceux des enfants qui ne pourraient être mis en apprentissage, les estropiés, les infirmes, qu'on ne trouverait point à placer hors de l'hospice, y resteront à la charge de chaque hospice. Des ateliers seront établis pour les occuper.

TITRE VII

DE LA RECONNAISSANCE ET DE LA RÉCLAMATION DES ENFANTS TROUVÉS ET DES ENFANTS ABANDONNÉS

Art. 21. — Il n'est rien changé aux règles relatives à la reconnaissance et à la réclamation des enfants trouvés et des enfants abandonnés ; mais avant d'exercer aucun droit, les parents devront, s'ils en ont les moyens, rembourser toutes les dépenses faites par l'administration publique ou les hospices ; et, dans aucun cas, un enfant dont l'Etat aurait disposé, ne pourra être soustrait aux obligations qui lui ont été imposées.

TITRE VIII

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 22. — Notre ministre de l'Intérieur nous proposera, avant le 1^{er} janvier 1812, des règlements d'administration publique qui seront discutés en notre Conseil d'Etat. Ces règlements détermineront, pour chaque

département, le nombre des hospices où seront reçus les enfants trouvés, et tout ce qui est relatif à leur administration quant à ce, notamment un mode de revue des enfants existants, et de payement des mois de nourrice ou pensions.

Art. 23. — Les individus qui seraient convaincus d'avoir exposé des enfants, ceux qui feraient habitude de les transporter dans les hospices, seront punis conformément aux lois.

Art. 24. — Notre ministre de la Marine nous présentera incessamment un projet de décret tendant : 1^o à organiser son action sur les enfants dont il est parlé aux articles précédents ; 2^o pour régler la manière d'employer sans délai ceux qui, au 1^{er} janvier dernier, ont atteint l'âge de douze ans.

LOI DU 15 PLUVIOSE AN XIII

Relative à la tutelle des enfants admis dans les hospices

Article premier. — Les enfants admis dans les hospices, à quelque titre et sous quelque dénomination que ce soit, seront sous la tutelle des commissions administratives de ces maisons, lesquelles désigneront un de leurs membres pour exercer, le cas advenant, les fonctions de tuteur, et les autres formeront le conseil de tutelle.

Art. 2. — Quand l'enfant sortira de l'hospice pour être placé comme ouvrier, serviteur ou apprenti, dans un lieu

éloigné de l'hospice où il avait été placé d'abord, la commission de cet hospice pourra, par un simple acte administratif, visé du préfet ou du sous-préfet, déférer la tutelle à la commission administrative de l'hospice du lieu le plus voisin de la résidence actuelle de l'enfant.

Art. 3. — La tutelle des enfants admis dans les hospices durera jusqu'à leur majorité ou émancipation par mariage ou autrement.

Art. 4. — Les commissions administratives des hospices jouiront, relativement à l'émancipation des mineurs qui sont sous leur tutelle, des droits attribués aux pères et mères par le Code civil.

L'émancipation sera faite, sur l'avis des membres de la commission administrative, par celui d'entre eux qui aura été désigné tuteur, et qui seul sera tenu de comparaître à cet effet devant le juge de paix.

L'acte d'émancipation sera délivré sans autres frais que ceux d'enregistrement et de papier timbré.

Art. 5. — Si les enfants admis dans les hospices ont des biens, le receveur de l'hospice remplira, à cet égard, les mêmes fonctions que pour les biens des hospices.

Toutefois, les biens des administrateurs tuteurs ne pourront, à raison de leurs fonctions, être passibles d'aucune hypothèque.

La garantie de la tutelle résidera dans le cautionnement du receveur chargé de la manutention des deniers et de la gestion des biens.

En cas d'émancipation, il remplira les fonctions de curateur.

Art. 6. — Les capitaux qui appartiendront ou écher-

ront aux enfants admis dans les hospices, seront placés dans les monts-de-piété; dans les communes où il n'y aura pas de mont-de-piété, ces capitaux seront placés à la caisse d'amortissement, pourvu que chaque somme ne soit pas au-dessous de 150 francs, auquel cas il en sera disposé selon que réglera la commission administrative.

Art. 7. — Les revenus des biens et capitaux appartenant aux enfants admis dans les hospices, seront perçus, jusqu'à leur sortie desdits hospices, à titre d'indemnité des frais de leur nourriture et entretien.

Art. 8. — Si l'enfant décède avant sa sortie de l'hospice, son émancipation ou sa majorité, et qu'aucun héritier ne se présente, ses biens appartiendront en propriété à l'hospice, lequel en pourra être envoyé en possession, à la diligence du receveur et sur les conclusions du ministère public.

S'il se présente ensuite des héritiers, ils ne pourront répéter les fruits que du jour de la demande.

Art. 9. — Les héritiers qui se présenteront pour recueillir la succession d'un enfant décédé avant sa sortie de l'hospice, son émancipation ou sa majorité, seront tenus d'indemniser l'hospice des aliments fournis et dépenses faites pour l'enfant décédé, pendant le temps qu'il sera resté à la charge de l'administration, sauf à faire entrer en compensation, jusqu'à due concurrence, les revenus perçus par l'hospice.

INSTRUCTION MINISTÉRIELLE
du 8 février 1823

CHAPITRE I

Classification des enfants

Les enfants *trouvés* sont ceux qui, nés de pères et mères inconnus, ont été trouvés exposés dans un lieu quelconque ou portés dans les hospices destinés à les recevoir. (Décret du 19 janvier 1811.)

Les enfants *abandonnés* sont ceux qui, nés de pères et mères inconnus, et d'abord élevés par eux, ou par d'autres personnes, à leur décharge, en sont délaissés sans qu'on sache ce que les pères et mères sont devenus, ou sans qu'on puisse recourir à eux. (Même décret.)

Les enfants nés, dans les hospices de femmes admises à y faire leurs couches, sont assimilés aux enfants trouvés, si la mère est reconnue dans l'impossibilité de s'en charger.

On ne doit comprendre au rang des enfants *abandonnés* assimilés pour leur régime et le mode de paiement de leur dépense aux enfants trouvés, que les enfants délaissés dont les pères et mères sont disparus, détenus, ou condamnés pour faits criminels ou de police correctionnelle. L'indigence ou la mort naturelle des pères et mères ne sont pas des circonstances qui puissent faire admettre leurs enfants au rang des enfants abandonnés ; ils ne peuvent

être classés que parmi les orphelins pauvres et les enfants de familles indigentes à la charge exclusive des hospices ou secourus à domicile.

Ces distinctions sont essentielles ; et comme elles sont souvent violées, leur stricte observation réduira beaucoup, dans plusieurs départements, la dépense des enfants trouvés.

CHAPITRE II

De l'admission des enfants

Il doit y avoir, au plus, dans chaque arrondissement, un hospice où les enfants trouvés pourront être reçus (décret du 19 janvier 1811).

Suivant la loi du 17 décembre 1796, les enfants trouvés devaient être portés à l'hospice le plus voisin ; ainsi tous les hospices pouvaient recevoir des enfants trouvés. Cette disposition favorisait naturellement l'abandon des enfants ; et de la multiplicité des asiles qui leur étaient ouverts, résultaient plus d'abus dans les admissions, et plus de difficulté à surveiller le régime de l'administration. C'est donc par une sage prévoyance, également dans l'intérêt des enfants, des hospices et des départements, qu'il a été décidé en 1811, qu'il n'y aurait au plus dans chaque arrondissement, qu'un hospice destiné à recevoir des enfants trouvés.

Les hospices qui offrent à la fois une situation plus centrale et le plus de ressources, soit par leurs revenus propres, soit par les allocations qu'ils peuvent obtenir des villes où ils sont situés, doivent être choisis de préférence pour servir de dépôt ; et, dans les villes où il existe plu-

sieurs hôpitaux de malades, il faut les établir dans les hospices de vieillards, où leur santé et leur existence sont exposées à moins de dangers.

Si, dans quelques départements, les préfets jugent qu'il y a plus d'avantages et qu'il est sans inconvénient d'avoir pour tout le département un seul hospice chargé de recevoir des enfants trouvés ou abandonnés, ils peuvent proposer cette mesure au ministre.

Dans chaque hospice, destiné à recevoir les enfants trouvés, il doit y avoir un tour où ils puissent être déposés. (Décret du 19 janvier 1811.)

Il doit également y être établi des registres qui constatent, jour par jour, l'arrivée des enfants, leur sexe, leur âge apparent, et où l'on décrive les marques naturelles et les langes qui peuvent servir à les faire connaître. (Même décret.)

Toute personne qui a trouvé un enfant nouveau-né est tenue de le remettre à l'officier de l'état civil ainsi que les vêtements et autres effets trouvés avec l'enfant, et de déclarer toutes les circonstances du temps et du lieu où il a été trouvé. Il doit en être dressé un procès-verbal détaillé, énonçant, en outre, l'âge apparent de l'enfant, son sexe, les noms qui lui seront donnés, l'autorité civile à laquelle il sera remis. Ce procès-verbal doit être inscrit sur les registres. (Art. 58 du Code civil.)

L'admission des enfants trouvés ne doit avoir lieu que dans les circonstances suivantes : 1° par leur exposition au tour ; 2° au moyen de leur apport à l'hospice, immédiatement après leur naissance, par l'officier de santé ou la sage-femme qui a fait l'accouchement ; 3° sur l'abandon

de l'enfant de la part de sa mère, si, admise dans l'hospice pour y faire ses couches, elle est reconnue dans l'impossibilité de s'en charger ; 4° sur remise du procès-verbal dressé par l'officier de l'état civil pour les enfants exposés dans tout autre lieu que dans l'hospice.

A l'arrivée d'un enfant, l'employé de l'hospice préposé à la tenue du registre des enfants trouvés doit dresser procès-verbal de l'admission et indiquer les circonstances soit de l'exposition, soit de l'apport à l'hospice.

Il doit nommer l'enfant, s'il n'a été déjà nommé par l'officier de l'état civil, ou si, en l'exposant, on n'a pas déposé avec lui des papiers indiquant ses noms. Les noms donnés à chaque enfant doivent être tels que, s'il n'y en a que deux, le premier soit considéré comme nom de baptême, et l'autre devienne, pour l'enfant qui le reçoit, un nom de famille transmissible à ses propres descendants. Pour le choix du nom de baptême, on doit suivre les usages et les règles ordinaires. L'enfant doit être baptisé et élevé dans la religion de l'État, sauf les exceptions qui seraient autorisées pour certaines localités. Quant au nom de famille, il faut avoir soin de ne pas donner le même nom à plusieurs enfants et éviter de leur donner des noms connus pour appartenir à des familles existantes. Il faut donc chercher ces noms soit dans l'histoire, soit dans les circonstances particulières à l'enfant, comme sa conformation, ses traits, son teint, son pays, le lieu où il a été trouvé, en rejetant toutefois les dénominations qui seraient ou indécentes, ou ridicules, ou propres à rappeler, en toute occasion, que ceux à qui on les donne sont des enfants trouvés.

Le préposé doit adresser dans les vingt-quatre heures qui suivent l'inscription d'un enfant, un extrait du registre d'inscription, en ce qui le concerne, à l'officier de l'état civil pour être immédiatement transcrit sur le registre des actes de naissance.

Une instruction ministérielle a recommandé, il y a plusieurs années, aux administrations des hospices, de suivre le procédé en usage dans l'administration des hospices de Paris, pour prévenir la substitution des enfants, et qui consiste à passer au cou de chaque enfant un collier que l'on scelle avec un morceau d'étain au moyen d'une presse. L'étain porte pour empreinte la désignation des hospices auxquels appartient l'enfant, l'année dans laquelle il a été exposé et son numéro d'ordre. Le collier est serré au degré nécessaire pour ne pouvoir être enlevé à l'enfant, sans gêner cependant sa croissance ; et il est à désirer que ce moyen soit partout pratiqué, jusqu'à ce qu'on ait pu en découvrir un plus efficace.

Les enfants abandonnés ne doivent être admis dans les hospices que : 1^o d'après l'acte de notoriété du juge de paix ou du maire constatant l'absence de leurs père et mère ; 2^o sur l'expédition des jugements correctionnels ou criminels qui les privent de l'assistance de leurs parents.

Aucun enfant abandonné ne peut être admis s'il a atteint sa douzième année.

Il doit être tenu, pour l'inscription des enfants abandonnés, un registre analogue au registre des enfants trouvés. Dans le cas où des parents, après avoir aban-

donné leur enfant momentanément et à dessein de le faire admettre frauduleusement dans un hospice, reparaîtraient ensuite dans la commune, le maire doit en informer le sous-préfet, qui ordonnera la remise de l'enfant aux parents ; et ceux-ci seront tenus au remboursement des frais occasionnés par l'enfant à l'hospice.

Les causes du prodigieux accroissement qu'éprouve depuis quelques années le nombre des enfants trouvés et enfants abandonnés, consistent certainement en partie, dans les abus qui ont eu lieu dans les admissions des enfants. Les diverses ministres qui se sont succédé au département de l'Intérieur, ont souvent appelé l'attention des préfets sur ces abus ; mais il ne paraît pas qu'on ait en général apporté à les réprimer tous les soins désirables.

Pour les détruire et en prévenir le retour, les commissions administratives des hospices ne sauraient exercer une surveillance trop sévère sur la tenue des registres d'inscription des enfants, et sur les opérations des employés préposés à ce service.

On pense que l'une des mesures les plus efficaces serait aussi de faire vérifier, tous les trois mois, soit par les contrôleurs des hospices, soit par des commissaires spéciaux, les titres d'admission des enfants compris au nombre des enfants trouvés et enfants abandonnés. Les enfants que l'on reconnaîtrait avoir été admis contre les règles et les principes qui ont été ci-dessus rappelés, seraient rendus à leurs familles ou aux personnes qui en étaient chargées ; et l'on ne doute pas, d'après les

exemples qu'en ont déjà donnés plusieurs départements, que l'exécution de ces dispositions n'eût pour résultat de diminuer considérablement le nombre des enfants à la charge des hospices.

C'est ici le lieu de rappeler les dispositions que renferme le Code pénal concernant l'exposition des enfants.

L'article 348 porte :

Ceux qui auront porté à un hospice un enfant au-dessous de sept ans accomplis, qui leur aurait été confié afin qu'ils en prissent soin ou pour toute autre cause, seront punis d'un emprisonnement de six semaines à six mois, et d'une amende de 16 à 50 francs ; toutefois aucune peine ne sera prononcée, s'ils n'étaient pas obligés de pourvoir à la nourriture et à l'entretien de l'enfant et si personne n'y avait pourvu.

L'article 349 : — Ceux qui auront exposé et délaissé dans un lieu solidaire un enfant au-dessous de l'âge de sept ans accomplis ; ceux qui auront donné l'ordre de l'exposer ainsi, si cet ordre a été exécuté, seront pour ce seul fait, condamnés à un emprisonnement de six mois à deux ans, et d'une amende de 16 à 200 francs.

L'article 350 : — La peine portée au précédent article sera de deux mois à cinq ans, et l'amende de 50 à 400 francs, contre les tuteurs et tutrices, instituteurs ou institutrices, de l'enfant exposé et délaissé par eux ou par leur ordre.

L'article 351 : — Si, par suite de l'exposition et du délaissement prévus par les articles 349 et 350, l'enfant est demeuré mutilé ou estropié, l'action sera considérée

comme blessure volontaire à lui faite par la personne qui l'a exposé et délaissé ; et si la mort s'en est suivie, l'action sera considérée comme meurtre ; au premier cas, les coupables subiront la peine applicable aux blessures volontaires, et au second cas, celle du meurtre.

L'article 352 : — Ceux qui auront exposé et délaissé en un lieu non solitaire un enfant au-dessous de l'âge de sept ans, seront punis d'un emprisonnement de trois mois à un an, et d'une amende de 16 francs à 100 francs.

L'article 353 : — Le délit prévu par le précédent article sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et d'une amende de 25 à 200 francs s'il a été commis par les tuteurs et tutrices, instituteurs et institutrices de l'enfant.

Il est du devoir des commissions administratives des hospices et des maires et sous-préfets, de signaler au procureur du Roi, pour être punis conformément à la loi, les délits prévus par les articles précédents qui viendraient à leur connaissance ; en mettant toutefois à la recherche de ces délits la réserve nécessaire pour ne pas s'exposer à amener des infanticides en voulant prévenir les expositions.

CHAPITRE III

Des nourrices et du placement des enfants à la campagne

Les enfants nouveau-nés doivent être mis en nourrice aussitôt que faire se peut. Jusque-là, ils doivent être

nourris au biberon, ou même au moyen de nourrices résidant dans l'établissement ; s'ils sont sevrés ou susceptibles de l'être, ils doivent être également mis en nourrice ou sevrage. (Décret du 19 janvier 1811.)

Ils doivent rester en nourrice jusqu'à l'âge de six ans. (Même décret.)

Il serait avantageux de pouvoir confier les enfants nouveau-nés à des nourrices sédentaires, jusqu'au moment où on les remet aux nourrices des campagnes et dans les hospices où l'on reçoit des femmes enceintes, on peut choisir des nourrices sédentaires parmi celles de ces femmes qui sont accouchées ; mais dans les établissements où il ne peut y avoir de nourrices sédentaires, il faut nourrir les enfants au biberon jusqu'à ce qu'ils puissent être confiés aux nourrices extérieures.

Les enfants nouveau-nés doivent être baptisés avant leur départ pour la campagne.

Ils doivent aussi être vaccinés dès leur admission dans l'hospice, à moins que l'état de leur santé ou leur prompt départ pour la campagne ne s'y oppose. Dans ces cas, les nourrices doivent les faire vacciner dans les trois premiers mois qui suivront la remise qui leur en aura été faite, et doivent justifier d'un certificat de vaccination pour pouvoir être payées du premier trimestre des mois de nourrice.

On doit exiger des nourrices, et autres personnes qui viennent prendre des enfants dans les hospices, un certificat du maire de la commune, constatant qu'elles sont de bonnes vie et mœurs, et qu'elles sont en état d'élever et soigner les enfants.

Il importe que les nourrices soient visitées, à leur arrivée, par les officiers de santé de l'hospice pour constater leur santé, l'âge de leur lait et sa qualité. Ce n'est que dans le cas où elles sont reconnues saines et propres à allaiter avec succès que les enfants doivent leur être remis avec la layette.

Au départ de la nourrice, il doit être fait mention, sur le registre-matricule à ce destiné, de la mise de l'enfant en nourrice. Il doit lui être délivré une carte contenant le nom de l'enfant, le numéro du registre-matricule, le folio du registre du paiement, le nom de la nourrice et la date de la remise du nourrisson.

Cette carte doit aussi présenter des blancs sur lesquels s'inscriront successivement les paiements faits à la nourrice, les vêtements qui lui sont remises, et le décès de l'enfant, s'il avait lieu.

Dans quelques villes de premier ordre, où le nombre très considérable des enfants trouvés à la charge des hospices rend nécessaires de s'assurer d'un grand nombre de nourrices et de se les procurer dans un rayon fort étendu, on a établi, sous le nom de meneurs, des employés chargés d'engager les nourrices pour le compte des hospices, de les conduire dans ces établissements, de les ramener au lieu de leur domicile et d'effectuer leurs paiements tous les trois mois; mais ces meneurs n'étant nécessaires que dans très peu de villes, il paraît inutile d'indiquer les règles qui doivent être suivies à leur égard dans des instructions générales que l'on a pour but de rendre applicables à tous les hospices du royaume.

A six ans, tous les enfants doivent être, autant que faire se peut, mis en pension chez des cultivateurs ou des artisans. Décret du 19 janvier 1811.)

Les nourrices peuvent conserver jusqu'à l'âge de douze ans les enfants qui leur ont été confiés, à la charge de les nourrir et entretenir convenablement, aux prix et conditions déterminés conformément aux règles qui seront plus loin rappelées, et de les envoyer aux écoles primaires pour y recevoir l'instruction morale et religieuse donnée aux autres enfants de la commune et du canton.

Les enfants qui ne peuvent être mis en pension, les estropiés et infirmes, doivent être élevés dans l'hospice et occupés, dans des ateliers, à des travaux qui ne soient pas au dessus de leur âge.

CHAPITRE IV

Des layettes et vêtements

.

CHAPITRE V

Des mois de nourrice, pensions et indemnités diverses

.

CHAPITRE VI

De la mise en apprentissage des enfants et de leur retour dans l'hospice

.

CHAPITRE VII

Revue des enfants

.

CHAPITRE VIII

Du paiement des dépenses

.

CHAPITRE IX

De la tutelle

Les règles relatives à la tutelle des enfants à la charge de l'hospice ont été clairement établies par la loi du 15 pluviôse an XIII (4 février 1805).

CHAPITRE X

De la reconnaissance et de la réclamation des enfants

Les enfants exposés ou abandonnés ne doivent être remis aux parents qui les réclameraient, qu'à la charge, par ces derniers, de rembourser toutes les dépenses que les enfants ont occasionnées.

Il ne peut être fait d'exception que pour les parents qui

sont reconnus hors d'état de rembourser tout ou partie de cette dépense.

Les exceptions ne peuvent avoir lieu qu'autant qu'elles sont autorisées par les préfets, qui doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour constater la position réelle des réclamants.

Il importe d'obvier aux inconvénients qui résultent du peu d'obstacles que les parents des enfants exposés éprouvent à les visiter et à se procurer des renseignements sur les lieux qu'ils habitent, sur les personnes auxquelles ils sont confiés. Les renseignements à donner aux parents doivent se borner à leur faire connaître l'existence ou le décès des enfants.

Les administrations qui ont recueilli les enfants doivent intimier à leurs agents l'ordre de ne point s'écarter de cette règle, et son exécution rigoureuse préviendra successivement l'exposition et l'abandon d'un grand nombre d'enfants.

Les personnes qui réclament un enfant doivent donner sur lui et les circonstances de son exposition des détails tels, qu'ils ne permettent pas de prendre le change sur l'enfant qui leur appartenait et sur celui qu'on leur rend.

La remise d'un enfant aux parents qui le réclament, ne doit avoir lieu que sur un certificat de leur moralité délivré par le maire de leur commune, et attestant en outre qu'ils sont en état d'élever leurs enfants.

Fait à Paris, le 8 février 1823.

LOI DU 24 JUILLET 1889
sur la Protection des enfants maltraités
ou moralement abandonnés

TITRE PREMIER

CHAPITRE PREMIER

De la déchéance de la puissance paternelle

Article premier. — Les père et mère et ascendants sont déchus de plein droit, à l'égard de tous leurs enfants et descendants, de la puissance paternelle, ensemble de tous les droits qui s'y rattachent, notamment ceux énoncés aux articles 108, 141, 148, 150, 151, 346, 361, 372 à 387, 389, 390, 391, 397, 477 et 935 du Code civil, à l'article 3 du décret du 22 février 1851 et à l'article 46 de la loi du 27 juillet 1872 :

1° S'ils sont condamnés par l'application du paragraphe 2 de l'article 334 du Code pénal ;

2° S'ils sont condamnés, soit comme auteurs, co-auteurs ou complices d'un crime commis sur la personne d'un ou plusieurs de leurs enfants, soit comme co-auteurs, ou complices d'un crime commis par un ou plusieurs de leurs enfants ;

3° S'ils sont condamnés deux fois comme auteurs, co-auteurs ou complices d'un délit commis sur la personne d'un ou plusieurs de leurs enfants ;

4^o S'ils sont condamnés deux fois pour excitation habituelle de mineurs à la débauche.

Cette déchéance laisse subsister entre les ascendants déchus et l'enfant les obligations énoncées aux articles 205, 206 et 207 du Code civil.

Art. 2. — Peuvent être déclarés déchus des mêmes droits :

1^o Les père et mère condamnés aux travaux forcés à perpétuité ou à temps ou à la réclusion comme auteurs, co-auteurs ou complices d'un crime autre que ceux prévus par les articles 86 à 101 du Code pénal ;

2^o Les père et mère condamnés deux fois pour un des faits suivants : séquestration, suppression, exposition ou abandon d'enfants ou pour vagabondage ;

3^o Les père et mère condamnés par application de l'article 2 § 2, de la loi du 23 janvier 1873, ou des articles 1, 2 et 3 de la loi du 7 décembre 1874 ;

4^o Les père et mère condamnés une première fois pour excitation habituelle de mineurs à la débauche ;

5^o Les père et mère dont les enfants ont été conduits dans une maison de correction, par application de l'article 66 du Code pénal ;

6^o En dehors de toute condamnation, les père et mère qui, par leur ivrognerie habituelle, leur inconduite notoire et scandaleuse ou par de mauvais traitements, compromettent soit la santé, soit la sécurité, soit la moralité de leurs enfants.

Art. 3. — L'action en déchéance est intentée devant la chambre du conseil du tribunal du domicile ou de la résidence du père ou de la mère, par un ou plusieurs parents

du mineur au degré de cousin germain ou à un degré plus rapproché, ou par le ministère public.

Art. 4. — Le procureur de la République fait procéder à une enquête sommaire sur la situation de la famille du mineur et sur la moralité de ses parents connus qui sont mis en demeure de présenter au tribunal les observations et oppositions qu'ils jugeront convenables.

Le ministère public ou la partie intéressée introduit l'action en déchéance par un mémoire présenté au président du tribunal, énonçant les faits et accompagné des pièces justificatives. Ce mémoire est notifié aux père et mère ou ascendants dont la déchéance est demandée.

Le président du tribunal commet un juge pour faire le rapport à jour indiqué.

Il est procédé dans les formes prescrites par les articles 892 et 893 du Code de procédure civile. Toutefois, la convocation du conseil de famille reste facultative pour le tribunal.

La chambre du conseil procède à l'examen de l'affaire sur le vu de la délibération du conseil de famille lorsqu'il a été convoqué, de l'avis du juge de paix du canton, après avoir appelé, s'il y a lieu, les parents ou autres personnes et entendu le ministère public dans ses réquisitions.

Le jugement est prononcé en audience publique. Il peut être déclaré exécutoire nonobstant opposition ou appel.

Art. 5. — Pendant l'instance en déchéance, la chambre du conseil peut ordonner, relativement à la garde et à l'éducation des enfants, telles mesures provisoires qu'elle juge utiles.

Les jugements sur cet objet sont exécutoires par provision.

Art. 6. — Les jugements par défaut prononçant la déchéance de la puissance paternelle peuvent être attaqués par la voie de l'opposition dans le délai de huit jours à partir de la notification à la personne et dans le délai d'un an à partir de la notification à domicile. Si, sur l'opposition, il intervient un second jugement par défaut, ce jugement ne peut être attaqué que par la voie de l'appel.

Art. 7. — L'appel des jugements appartient aux parties et au ministère public. Il doit être interjeté dans le délai de dix jours à compter du jugement, s'il est contradictoire, et s'il est rendu par défaut, du jour où l'opposition n'est plus recevable.

Art. 8. — Tout individu déchu de la puissance paternelle est incapable d'être tuteur, subrogé-tuteur, curateur ou membre du conseil de famille.

Art. 9. — Dans le cas de déchéance de plein droit encourue par le père, le ministère public ou les parents désignés à l'article 3 saisissent sans délai la juridiction compétente, qui décide si, dans l'intérêt de l'enfant, la mère exercera les droits de la puissance paternelle tels qu'ils sont définis par le Code civil. Dans ce cas, il est procédé comme à l'article 4. Les articles 5, 6 et 7 sont également applicables.

Toutefois, lorsque les tribunaux répressifs prononceront les condamnations prévues aux articles 1 et 2 §§ 1, 2, 3 et 4, ils pourront statuer sur la déchéance de la puissance paternelle dans les conditions établies par la présente loi.

Dans le cas de déchéance facultative, le tribunal qui la prononce statue par le même jugement sur les droits de la mère à l'égard des enfants nés et à naître, sans préjudice, en ce qui concerne ces derniers, de toute mesure provisoire à demander à la Chambre du conseil, dans les termes de l'article 5, pour la période du premier âge.

Si le père déchu de la puissance paternelle contracte un nouveau mariage, la nouvelle femme peut, en cas de survenance d'enfants, demander au tribunal l'attribution de la puissance paternelle sur ces enfants.

CHAPITRE II

De l'organisation de la tutelle en cas de déchéance de la puissance paternelle

Art. 10. — Si la mère est prédécédée, si elle a été déclarée déchue ou si l'exercice de la puissance paternelle ne lui est pas attribué, le tribunal décide si la tutelle sera constituée dans les termes du droit commun, sans qu'il y ait, toutefois, obligation pour la personne désignée d'accepter cette charge.

Les tuteurs, institués en vertu de la présente loi remplissent leurs fonctions sans que leurs biens soient grevés de l'hypothèque légale du mineur.

Toutefois, au cas où le mineur possède ou est appelé à recueillir des biens, le tribunal peut ordonner qu'une hypothèque générale ou spéciale soit constituée jusqu'à concurrence d'une somme déterminée.

Art. 11. — Si la tutelle n'a pas été constituée conformément à l'article précédent, elle est exercée par l'Assistance publique conformément aux lois des 15 pluviôse

an XIII et 10 janvier 1849, ainsi qu'à l'article 24 de la présente loi. Les dépenses sont réglées conformément à la loi du 5 mai 1869.

L'Assistance publique peut, tout en gardant la tutelle, remettre les mineurs à d'autres établissements et même à des particuliers.

Art. 12. — Le tribunal en prononçant sur la tutelle fixe le montant de la pension qui devra être payée par les père et mère et ascendants auxquels des aliments peuvent être réclamés, ou déclare qu'à raison de l'indigence des parents il ne peut être exigé aucune pension.

Art. 13. — Pendant l'instance en déchéance, toute personne peut s'adresser au tribunal par voie de requête afin d'obtenir que l'enfant lui soit confié.

Elle doit déclarer qu'elle se soumet aux obligations prévues par le paragraphe 2 de l'article 364 du Code civil, au titre de la tutelle officieuse.

Si le tribunal, après avoir recueilli tous les renseignements et pris, s'il y a lieu, l'avis du conseil de famille, accueille la demande, les dispositions des articles 365 et 370 du même Code sont applicables.

En cas de décès du tuteur officieux avant la majorité du pupille, le tribunal est appelé à statuer de nouveau, conformément aux articles 11 et 12 de la présente loi.

Lorsque l'enfant aura été placé par les administrations hospitalières ou par le directeur de l'Assistance publique de Paris chez un particulier; ce dernier peut, après trois ans, s'adresser au tribunal et demander que l'enfant lui demeure confié dans les conditions prévues aux dispositions qui précèdent.

Art. 14. — En cas de déchéance de la puissance paternelle, les droits du père, et à défaut du père, les droits de la mère, quant au consentement au mariage, à l'adoption, à la tutelle officieuse et à l'émancipation, sont exercés par les mêmes personnes que si le père et la mère étaient décédés, sauf les cas où il aura été décidé autrement en vertu de la présente loi.

CHAPITRE III

De la restitution de la puissance paternelle

Art. 15. — Les père et mère frappés de déchéance dans les cas prévus par l'article 1 et par l'article 2 §§ 1, 2, 3 et 5 ne peuvent être admis à se faire restituer la puissance paternelle qu'après avoir obtenu leur réhabilitation.

Dans les cas prévus aux paragraphes 5 et 6 de l'article 2, les père et mère frappés de déchéance peuvent demander au tribunal que l'exercice de la puissance paternelle leur soit restitué. L'action ne peut être introduite que trois ans après le jour où le jugement qui a prononcé la déchéance est devenu irrévocable.

Art. 16. — La demande en restitution de la puissance paternelle est introduite sur simple requête et instruite conformément aux dispositions des paragraphes 2 et suivants de l'article 4. L'avis du conseil de famille est obligatoire.

La demande est notifiée au tuteur qui peut présenter, dans l'intérêt de l'enfant, ou en son nom personnel, les observations et oppositions qu'il aurait à faire contre la

demande. Les dispositions des articles 5, 6 et 7 sont également applicables à ces demandes.

Le tribunal en prononçant la restitution de la puissance paternelle, fixe, suivant les circonstances l'indemnité due au tuteur, ou déclare qu'à raison de l'indigence des parents il ne sera alloué aucune indemnité.

La demande qui aura été rejetée ne pourra plus être réintroduite, si ce n'est par la mère, après la dissolution du mariage.

TITRE II

DE LA PROTECTION DES MINEURS PLACÉS AVEC OU SANS L'INTERVENTION DES PARENTS

Art. 17. — Lorsque des administrations d'assistance publique, des associations de bienfaisance régulièrement autorisées à cet effet, des particuliers jouissant de leurs droits civils ont accepté la charge de mineurs de seize ans que des pères, mères ou des tuteurs autorisés par le conseil de famille leur ont confiés, le tribunal du domicile de ces pères, mères ou tuteurs peut, à la requête des parties intéressées agissant conjointement, décider qu'il y a lieu, dans l'intérêt de l'enfant, de déléguer à l'Assistance publique les droits de puissance paternelle abandonnés par les parents et de remettre l'exercice de ces droits à l'établissement ou au particulier gardien de l'enfant.

Si des parents ayant conservé le droit de consentement au mariage d'un de leurs enfants, refusent de consentir au mariage en vertu de l'article 148 du Code civil, l'Assis-

tance publique peut les faire citer devant le tribunal, qui donne ou refuse le consentement, les parents entendus ou dûment appelés, dans la chambre du conseil.

Art. 18. — La requête est visée pour timbre et enregistrée gratis.

Après avoir appelé les parents ou tuteur, en présence des particuliers ou des représentants réguliers de l'administration ou de l'établissement gardien de l'enfant, ainsi que du représentant de l'Assistance publique, le tribunal procède à l'examen de l'affaire en chambre du conseil, le ministère public entendu.

Le jugement est prononcé en audience publique.

Art. 19. — Lorsque les administrations d'assistance publique, des associations de bienfaisance régulièrement autorisées à cet effet, des particuliers jouissant de leurs droits civils ont recueilli des enfants mineurs de seize ans sans l'intervention des père et mère ou tuteur, une déclaration doit être faite dans les trois jours au maire de la commune sur le territoire de laquelle l'enfant a été recueilli, et à Paris au commissaire de police, à peine d'une amende de 5 à 15 francs.

En cas de nouvelle infraction dans les douze mois l'article 482 du Code pénal est applicable.

Est également applicable aux cas prévus par la présente loi le dernier paragraphe de l'article 463 du même Code.

Les maires et commissaires de police doivent, dans le délai de quinzaine, transmettre ces déclarations au préfet et dans le département de la Seine au préfet de police; ces déclarations doivent être notifiées dans un

nouveau délai de quinzaine aux parents de l'enfant.

Art. 20. — Si, dans les trois mois à dater de la déclaration, les père et mère ou tuteur n'ont point réclamé l'enfant, ceux qui l'ont recueilli peuvent adresser au président du tribunal de leur domicile une requête afin d'obtenir que, dans l'intérêt de l'enfant, l'exercice de tout ou partie des droits de la puissance paternelle leur soit confié.

Le tribunal procède à l'examen de l'affaire en chambre du conseil, le ministère public entendu. Dans le cas où il ne confère au requérant qu'une partie des droits de la puissance paternelle, il déclare, par le même jugement, que les autres, ainsi que la puissance paternelle, sont dévolus à l'Assistance publique.

Art. 21. — Dans les cas visés par l'article 17 et l'article 19, les père, mère ou tuteur qui veulent obtenir que l'enfant leur soit rendu s'adressent au tribunal de résidence de l'enfant par voie de requête visée pour timbre et enregistrée gratis.

Après avoir appelé celui auquel l'enfant a été confié et le représentant de l'Assistance publique, ainsi que toute personne qu'il juge utile, le tribunal procède à l'examen de l'affaire en chambre du conseil, le ministère public entendu.

Le jugement est prononcé en audience publique.

Si le tribunal juge qu'il n'y a pas lieu de rendre l'enfant aux père, mère ou tuteur, il peut, sur la réquisition du ministère public, prononcer la déchéance de la puissance paternelle ou maintenir à l'établissement ou au particulier gardien les droits qui lui ont été conférés

en vertu des articles 17 ou 20. En cas de remise de l'enfant, il fixe l'indemnité due à celui qui en a eu la charge ou déclare qu'à raison de l'indigence des parents, il ne sera alloué aucune indemnité.

La demande qui a été rejetée ne peut plus être renouvelée que trois ans après le jour où la décision de rejet est devenue irrévocable.

Art. 22. — Les enfants confiés à des particuliers ou à des associations de bienfaisance, dans les conditions de la présente loi, sont sous la surveillance de l'État, représenté par le préfet du département.

Un règlement d'administration publique déterminera le mode de fonctionnement de cette surveillance ainsi que de celle qui sera exercée par l'Assistance publique.

Les infractions audit règlement seront punies d'une amende de 25 francs à 1.000 francs.

En cas de récidive la peine d'emprisonnement de huit jours à un mois pourra être prononcée.

Art. 23. — Le préfet du département de la résidence de l'enfant confié à un particulier ou à une association de bienfaisance, dans les conditions de la présente loi, peut toujours se pourvoir devant le tribunal civil de cette résidence afin d'obtenir, dans l'intérêt de l'enfant, que le particulier ou l'association soit dessaisi de tout droit sur ce dernier et qu'il soit confié à l'Assistance publique.

La requête du préfet est visée pour timbre et enregistrée gratis.

Le tribunal statue, les parents entendus ou dûment appelés.

La décision du tribunal peut être frappée d'appel, soit

par le préfet, soit par l'association ou le particulier intéressé, soit par les parents.

L'appel n'est pas suspensif.

Les droits conférés au préfet par le présent article appartiennent également à l'Assistance publique.

Art. 24. — Les représentants de l'Assistance publique pour l'exécution de la présente loi sont les inspecteurs départementaux des enfants assistés, et, à Paris, le directeur de l'administration générale de l'Assistance publique.

Art. 25. — Dans les départements où le conseil général se sera engagé à assimiler, pour la dépense, les enfants faisant l'objet des deux titres de la présente loi aux enfants assistés, la subvention de l'État sera portée au cinquième des dépenses tant extérieures qu'intérieures des deux services, et le contingent des communes constituera pour celles-ci une dépense obligatoire conformément à l'article 136 de la loi du 5 avril 1884.

Art. 26. — La présente loi est applicable à l'Algérie ainsi qu'aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion.

LOI DU 19 AVRIL 1898

sur la répression des violences, voies de fait,
actes de cruauté
et attentats commis envers les enfants.

Article premier. — Les dispositions suivantes sont ajoutées à l'article 312. (V. C. pén., art. 312.)

Art. 2. — Les articles 349, 350, 351, 352 et 353 du Code pénal sont modifiés ainsi qu'il suit : (V. Code pénal, art. 349, 350, 351, 352 et 353.)

Art. 3. — L'article 2 de la loi du 7 décembre 1874 est modifié comme il suit. (V. Loi, 7 décembre 1874.)

Art. 4. — Dans les cas de délits ou de crimes, commis par des enfants ou sur des enfants, le juge d'instruction commis pourra, en tout état de cause, ordonner, le ministère public entendu, que la garde de l'enfant soit provisoirement confiée, jusqu'à ce qu'il soit intervenu une décision définitive, à un parent, à une personne ou à une institution charitable qu'il désignera ou enfin à l'Assistance publique.

Toutefois les parents de l'enfant jusqu'au cinquième degré inclusivement, son tuteur ou son subrogé-tuteur et le ministère public pourront former opposition à cette ordonnance, l'opposition sera portée à bref délai devant le tribunal en chambre du conseil par voie de simple requête.

Art. 5. — Dans les mêmes cas, les cours ou tribunaux saisis du crime ou du délit pourront, le ministère public entendu, statuer définitivement sur la garde de l'enfant.

Art. 6. — L'article 463 du Code pénal est applicable aux infractions prévues et réprimées par la présente loi.

Art. 7. — Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions antérieures contraires à la présente loi.

LOI DU 27 JUIN 1904

TITRE PREMIER

DÉFINITIONS

Article premier. — Sont qualifiés enfants, pour l'exécution de la présente loi, les mineurs de l'un et l'autre sexe, placés sous la protection ou sous la tutelle de l'Assistance publique.

Art. 2. — Le service des enfants assistés comprend :

1^o Les enfants dits secourus et en dépôt, qui sont sous la protection de l'autorité publique ;

2^o Les enfants en garde qui sont également sous la protection de l'autorité publique ;

3^o Les enfants trouvés, les enfants abandonnés, les orphelins pauvres, les enfants maltraités, délaissés ou moralement abandonnés ; ces enfants sont placés sous la tutelle de l'autorité publique et dits pupilles de l'assistance.

Art. 3. — Est dit enfant secouru :

L'enfant que sa mère ne peut pas nourrir ni élever faute de ressources, et pour lequel est accordé le secours temporaire, institué en vue de prévenir son abandon.

Art. 4. — Est dit enfant en dépôt :

L'enfant qui, laissé sans protection ni moyens d'existence, par suite de l'hospitalisation ou de la détention de

ses père, mère ou ascendants, est recueilli, temporairement, dans le service des enfants assistés.

Art. 5. — Est dit enfant en garde, l'enfant dont la garde a été confiée, par les tribunaux, à l'Assistance publique, en exécution des articles 4 et 5 de la loi du 19 avril 1898.

Art. 6. — Est dit pupille de l'assistance :

1° L'enfant qui, né de père et mère inconnus a été trouvé dans un lieu quelconque ou porté dans un établissement dépositaire (enfant trouvé);

2° L'enfant qui, né de père ou de mère connus, en est délaissé sans qu'on puisse recourir à eux ou à leurs ascendants (enfant abandonné);

3° L'enfant qui, n'ayant ni père ni mère, ni ascendants auxquels on puisse recourir, n'a aucun moyen d'existence (orphelin pauvre);

4° L'enfant dont les parents ont été déclarés déchus de la puissance paternelle, en vertu du titre I de la loi du 24 juillet 1889 (enfant maltraité, enfant délaissé ou moralement abandonné);

5° L'enfant admis dans le service des enfants assistés, en vertu du titre II de la loi du 24 juillet 1889.

TITRE II

ENFANTS SECOURUS

Art. 7. — Dans les conditions prévues à l'article 3 de la présente loi, un secours est accordé pour permettre à la mère pauvre de garder et nourrir son enfant ou de le placer en nourrice.

Ce secours peut être mandaté au nom de la nourrice. Il peut être accordé aux enfants de femmes veuves, divorcées ou abandonnées par leurs maris.

Le mode, la quotité, la périodicité et la durée du secours sont réglés par le Conseil général.

Le secours est réduit, suspendu ou supprimé si la mère cesse d'être indigente, ou si elle cesse de donner ou de faire donner les soins nécessaires à l'enfant. Il peut être maintenu lors même que l'enfant ou la mère n'habite plus le département.

En cas de légitimation de l'enfant secouru, la mère peut recevoir une prime dont le montant est réglé par le Conseil général.

En ce cas, le secours temporaire est continué, s'il y a lieu.

TITRE III

PUPILLES DE L'ASSISTANCE

SECTION PREMIÈRE. — *Mode d'admission*

Art. 8. — Dans chaque département, le préfet désigne, après avis conforme du Conseil général, l'établissement ou les établissements où peuvent être présentés les enfants dont l'admission en qualité de pupilles de l'assistance est demandée.

La présentation a lieu dans un local ouvert le jour et la nuit, et sans autre témoin que la personne préposée au service d'admission.

L'admission peut avoir lieu sur demande écrite adressée au préfet.

Art. 9. — La personne qui est de service déclare à celle qui présente l'enfant que la mère, si elle garde l'enfant, peut recevoir les secours prévus à l'article 7, et notamment un secours de premier besoin, qui est alloué immédiatement. Elle signale les conséquences de l'abandon telles qu'elles résultent de l'article 22.

Si l'enfant paraît âgé de moins de sept mois et si la personne qui le présente refuse de faire connaître le nom, le lieu de la naissance, la date de la naissance de l'enfant, ou de fournir l'une de ces trois indications, acte est pris de ce refus et l'admission est prononcée. Dans ce cas, aucune enquête administrative ne sera faite.

En dehors de ce cas, lorsque les secours n'ont pas été acceptés, la personne préposée aux admissions transmet immédiatement au préfet, avec son avis, les pièces et les renseignements produits à l'appui de la demande ; toutefois elle peut recueillir provisoirement l'enfant, si elle juge qu'il appartient à l'une des catégories définies par le 3° de l'article 2 ou par les 2° et 3° de l'article 6 et qu'on ne saurait attendre, sans péril pour lui, la décision du préfet.

Art. 10. — Dans les établissements dépositaires, les personnes préposées aux admissions sont nommées par le préfet, sur la proposition de l'inspecteur départemental. Lorsque l'établissement est un hospice, ces personnes doivent être au préalable agréées par la commission administrative.

SECTION II. — *Tutelle*

Art. 11. — La protection des enfants de toute catégorie et la tutelle des pupilles de l'Assistance publique, insti-

tuées par la présente loi, sont exercées par le préfet ou par son délégué, l'inspecteur départemental.

Elles sont exercées, dans le département de la Seine, par le directeur de l'Assistance publique de Paris.

Art. 12. — Le tuteur est assisté d'un conseil de famille, formé par une commission de sept membres, élus par le Conseil général et renouvelés tous les quatre ans.

Le tuteur ou son délégué assiste aux séances du conseil, il est entendu quand il le demande.

Art. 13. — Les attributions du tuteur et du conseil de famille sont celles que détermine le Code civil ; elles comprennent, notamment, le droit de donner ou de refuser le consentement au mariage, à l'émancipation, à l'engagement militaire ; toutefois il n'est pas institué de subrogé-tuteur.

Dans le cas d'émancipation, le tuteur ou son délégué est seul tenu de comparaître devant le juge de paix.

L'acte d'émancipation est délivré sans frais.

Art. 14. — Les biens du tuteur ne sont pas soumis à l'hypothèque légale, instituée par l'article 2121 du Code civil.

Les intérêts du pupille sont garantis par le cautionnement du fonctionnaire chargé de la manutention des deniers et de la gestion des biens.

En cas d'émancipation, ce dernier remplit les fonctions de curateur.

Art. 15. — La manutention des deniers et la gestion des biens des pupilles sont confiées au trésorier-payeur général. Elles sont dévolues, dans le département de la Seine, au receveur de l'Assistance publique de Paris. Les fonds

sont placés à la Caisse nationale d'épargne ou en rentes sur l'État.

Le tuteur peut autoriser, au profit du pupille, le retrait de tout ou partie des fonds appartenant à ce dernier.

Le conseil de famille pourra décider, au moment de la sortie d'un pupille du service des enfants assistés, qu'une partie, ne dépassant pas le cinquième du pécule lui appartenant, sera versée à la Caisse nationale des retraites, en vue de lui constituer une pension de retraite.

Art. 16. — Les revenus des biens et capitaux appartenant au pupille, à l'exception de ceux provenant de son travail et de ses économies, sont perçus au profit du département, jusqu'à l'âge de dix-huit ans, à titre d'indemnité des frais d'entretien. Toutefois, sur l'avis du conseil de famille, le préfet peut faire à cet égard au moment de la reddition des comptes, toute remise qu'il jugera équitable.

Les comptes de tutelle sont approuvés par le conseil de famille et rendus sans frais.

Art. 17. — L'enfant réclamé par ses parents peut leur être remis si le tuteur estime, après avis du conseil de famille, que la remise est dans l'intérêt de l'enfant. L'administrateur pourra, en outre, autoriser des remises d'essai durant lesquelles sa surveillance continuera à s'exercer pendant un an au moins ; à l'expiration de ce délai la remise deviendra définitive.

Toutefois pour les enfants maltraités ou moralement abandonnés, cette remise ne pourra être faite, aux parents déchus de la puissance paternelle, qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par les articles 15 et 16 de la loi du 24 juillet 1889.

Les parents devront rembourser, en une seule fois ou par versements mensuels échelonnés sur une ou plusieurs années, la dépense faite pour l'entretien de leur enfant, à moins que la commission départementale ou, dans le département de la Seine, une délégation du Conseil général, ne les exonère en tout ou partie.

Art. 18. — Toute remise de l'enfant à d'autres qu'à ses parents ou grands-parents, même quand il est confié en vue d'une adoption ultérieure, ne peut avoir lieu que sous réserve de la tutelle.

Toutefois, lorsque l'enfant a été confié pendant trois ans à un particulier à titre gratuit, ce dernier, même s'il est âgé de moins de cinquante ans et l'enfant de plus de quinze ans, peut, en obtenant le consentement du conseil de famille, devenir le tuteur officieux de l'enfant.

Le juge de paix du domicile de l'enfant dresse procès-verbal de la demande et du consentement; ces pièces et le procès-verbal sont visés pour timbre et enregistrés gratis.

SECTION III. — *Placements et surveillance*

Art. 19. — Le préfet peut, après avis conforme du conseil général, déclarer, par arrêté, qu'un établissement dépositaire est installé ou cesse d'être installé dans un hospice.

Un établissement dépositaire peut être installé dans un immeuble possédé ou loué par le département; l'installation a lieu en vertu d'un arrêté préfectoral, pris sur l'avis conforme du Conseil général, après avis du conseil d'hygiène du département.

Les enfants en bas âge sont placés dans une crèche et les autres dans un quartier spécial. Les personnes chargées de surveiller et soigner les enfants ont seules accès dans ces locaux.

Art. 20. — Le pupille n'est maintenu dans l'établissement dépositaire que s'il est constaté que son état de santé l'exige ou sur une décision motivée de son tuteur.

Art. 21. — Les pupilles âgés de moins de treize ans sont, sauf exception, confiés à des familles habitant la campagne.

Les frères et les sœurs sont, autant que possible, placés dans la même famille ou, au moins, dans la même commune.

Art. 22. — Le lieu de placement du pupille reste secret, sauf décision du préfet prise dans l'intérêt de l'enfant. La mère et la personne qui ont présenté l'enfant peuvent être renseignées à des époques fixes sur l'existence ou la mort de celui-ci.

Art. 23. — La rétribution de la nourrice à laquelle est confié un pupille comprend un salaire fixe et une allocation éventuelle dite prime de survie.

Cette prime est acquise lorsque le pupille a quinze mois révolus; elle est proportionnelle au nombre de mois pendant lesquels la nourrice a gardé l'enfant.

Le nourricier qui a gardé un pupille pendant dix ans au moins, l'a élevé avec soin et envoyé régulièrement à l'école publique, peut recevoir, lorsque l'enfant a treize ans, une récompense dont la quotité est fixée par le conseil général.

Art. 24. — Un pupille âgé de moins de sept mois ne

peut être confié à une nourrice dont le dernier enfant n'a pas sept mois révolus.

Art. 25. — Le nourricier est tenu, à l'égard du pupille aux obligations auxquelles sont assujettis les parents par la loi du 28 mars 1882, sur l'enseignement primaire.

Art. 26. — La pension est payée au nourricier jusqu'à ce que le pupille ait treize ans révolus, sauf les cas de prolongation prévus par le conseil général.

Le pupille dont la pension n'est plus payée, est mis en apprentissage, de préférence dans les professions agricoles, il est pourvu d'un trousseau; un contrat écrit, dispensé du timbre, détermine les conditions du placement; à moins que l'intérêt de l'enfant ne s'y oppose, le pupille est maintenu chez le nourricier. Une portion du salaire est placée, conformément à l'article 15 de la présente loi.

Art. 27. — {Tout pupille de l'assistance, tout enfant secouru en conformité de l'article 7 de la présente loi, est l'objet d'une surveillance qu'exercent les inspecteurs et les sous-inspecteurs de l'Assistance publique. Les visites ont lieu à domicile.

Art. 28. — Le pupille isolé placé dans un département autre que celui auquel il appartient, est surveillé par les fonctionnaires de l'inspection du département où il est placé.

La surveillance peut être instituée dans les mêmes conditions à l'égard des pupilles placés par groupes dans un département autre que celui auquel ils appartiennent, la décision est concertée entre les deux préfets et soumise au ministre de l'Intérieur.

Si l'accord ne s'établit pas ou si le ministre n'approuve pas la mesure, il est pourvu à la surveillance par la nomination d'un ou de plusieurs sous-inspecteurs habitant le département où les pupilles sont placés et agissant sous les ordres de l'inspecteur du département auquel ces enfants appartiennent.

TITRE IV

ADMINISTRATION

Art. 29. — Le service des enfants assistés est réglé par le conseil général ; il est administré par le préfet et, sous l'autorité du préfet, par l'inspecteur départemental de l'Assistance publique. Dans le département de la Seine, il est administré, sous l'autorité du préfet, par le directeur de l'Assistance publique.

Art. 30. — Le personnel de l'inspection départementale de l'Assistance publique se compose d'un inspecteur, ou de plusieurs sous-inspecteurs, d'un ou de plusieurs commis d'inspection. Il est nommé par le ministre de l'Intérieur sur une liste de candidats ayant satisfait aux conditions qui seront déterminées par un règlement d'administration publique, rendu après avis du conseil supérieur de l'Assistance publique. Le cadre du personnel est fixé par un décret rendu dans la même forme.

Le conseil général peut, dans le cas où il juge utile, créer un ou plusieurs emplois de visiteuse d'enfants.

Art. 31. — Le préfet soumet au conseil général les prévisions des recettes et les crédits du service ; il exé-

cute, liquide et ordonnance les dépenses. Le trésorier-payeur général en assure le payement.

Toutes les opérations de recettes et de dépenses du service sont comprises dans le compte administratif du préfet et dans le compte de gestion du trésorier-payeur général.

Sur la proposition de l'inspecteur départemental, le préfet accorde et supprime les secours temporaires, prononce les admissions, décide les placements, nomme et révoque les agents du service, payés sur les fonds du département.

Art. 32. — L'inspecteur départemental recrute les nourrices, nourriciers et patrons, procure la distribution des layettes et vêtements, prépare les contrats de placement ou d'apprentissage et, d'une manière générale propose au préfet les mesures que commandent la protection et la tutelle instituées par la présente loi.

Il peut déplacer un pupille en cas d'urgence, à la charge d'en référer immédiatement au préfet.

Chaque année, il adresse au préfet, qui le soumet au conseil général, un rapport sur le service. Ce rapport est suivi des comptes de l'exercice clos et des propositions pour le budget de l'année suivante.

Art. 33. — Une commission nommée par le conseil général et se réunissant périodiquement, ou, à son défaut, la commission départementale reçoit communication des décisions intéressant le service, prises depuis sa dernière séance.

Elle donne son avis au préfet sur les questions qu'il lui soumet ou qu'elle croit devoir lui signaler.

Elle présente tous les ans, au conseil général, un rapport sur le service.

L'inspecteur départemental peut être appelé par la commission à assister aux séances avec voix consultative.

Art. 34. — Le préfet transmet, tous les ans, au ministre de l'Intérieur, avec ses observations, le rapport annuel de la commission instituée au précédent article, le rapport annuel de l'inspecteur, les délibérations du conseil général sur le service. Ces documents sont communiqués au conseil supérieur de l'Assistance publique.

Art. 35. — Le directeur de l'Assistance publique, à Paris, exerce les attributions qui lui sont conférées par l'article 11 de la présente loi, au moyen d'agents que le préfet de la Seine nomme sur la proposition du directeur. Chaque agent réside dans la circonscription où sont placés les pupilles dont la surveillance lui est confiée.

Le préfet de la Seine contrôle le service des agents susvisés, au moyen d'inspecteurs que nomme le ministre de l'Intérieur.

Il communique, chaque année, au conseil général, le rapport par lequel le directeur de l'Assistance publique, à Paris, lui rend le compte moral et administratif de sa gestion et lui soumet des propositions budgétaires.

Art. 36. — L'article 378 du Code pénal, relatif au secret professionnel, est applicable à toute personne engagée dans le service des enfants assistés.

En aucun cas, les dossiers concernant les enfants assistés ne sont distraits du bureau de l'inspecteur si ce n'est pour être remis au préfet.

Dans tous les cas où la loi ou des règlements exigent la

production de l'acte de naissance, il pourra y être suppléé, si le préfet estime qu'il y a lieu d'observer le secret, par un certificat d'origine dressé par l'inspecteur et visé par le préfet.

Art. 37. — Le contrôle du service s'effectue par les inspecteurs généraux des services administratifs du ministère de l'Intérieur et par les inspectrices générales des services de l'enfance.

TITRE V

DÉPENSES

Art. 38. — Le père, la mère et les ascendants d'un pupille de l'assistance ou d'un enfant dont l'administration a la garde restent tenus, envers lui, de la dette alimentaire. Toute stipulation contraire est nulle.

Art. 39. — Les enfants désignés dans le paragraphe 1 de l'article 6 (enfants trouvés) et les enfants admis au paragraphe 2 de l'article 9 (à bureau secret) ont leur domicile de secours dans le département où ils sont nés.

Les enfants désignés dans l'article 4 (enfants en dépôt), dans l'article 5 (enfants en garde) et dans les paragraphes 2, 3, 4 et 5 de l'article 6 (enfants abandonnés, orphelins pauvres, enfants délaissés, maltraités ou moralement abandonnés) ont leur domicile de secours dans le département où ils sont recueillis.

Les dépenses occasionnées par des enfants n'ayant leur domicile de secours dans aucun département sont remboursées par l'État.

Art. 40. — Les contestations relatives au domicile de

secours et à l'admission des pupilles sont jugées par le ministre de l'Intérieur sauf recours au Conseil d'État.

La décision du ministre porte liquidation des frais. Après l'expiration du délai de recours, ces frais constituent, pour le département, une dépense obligatoire susceptible d'être inscrite, à titre de dette exigible, dans son budget, conformément à l'article 61 de la loi du 10 août 1871, modifié par la loi du 29 juin 1899.

Est non recevable toute réclamation adressée au ministre, plus de deux ans après l'admission de l'enfant à l'assistance départementale.

Art. 41. — Les biens du pupille décédé, lorsqu'aucun héritier ne se présentera, seront recueillis par le département et consacrés, conformément aux dispositions de l'article 51 de la présente loi, à la création de dots de mariage en faveur de pupilles ou d'anciens pupilles des deux sexes.

Art. 42. — Les héritiers, qui se présentent pour recueillir la succession d'un pupille, sont tenus d'indemniser le département de l'entretien de l'enfant. Les revenus perçus par le département entrent en compensation jusqu'à due concurrence.

Art. 43. — Les recettes et les dépenses du service font l'objet d'articles spéciaux dans le budget de chaque département; elles sont votées annuellement par le Conseil général.

Art. 44. — Les dépenses se divisent en dépenses du service et dépenses d'inspection et de surveillance.

Art. 45. — Les dépenses du service, déduction faite des frais occasionnés par des pupilles sans domicile de secours,

lesquels sont intégralement à la charge de l'État, ainsi que des recettes provenant du remboursement des départements ou des familles du produit des amendes de police correctionnelle, du produit et des revenus des dons et legs applicables au service, sont payées pour deux cinquièmes par le département, pour deux cinquièmes par l'État, pour un cinquième par les communes.

Art. 46. — Les dépenses du service comprennent :

1° Le salaire des personnes préposées aux admissions ;
2° Les secours temporaires accordés en conformité de l'article 7 de la présente loi ;

3° Les frais de séjour des enfants dans les établissements dépositaires, dans les écoles professionnelles prévues pour l'éducation séparée des pupilles vicieux ou difficiles et, s'il y a lieu, les frais de location des immeubles affectés au service ;

4° Les dépenses de nourrices sédentaires ;

5° Les prix de pensions et les allocations réglementaires ou exceptionnelles concernant les pupilles confiés à des familles ou placés dans les établissements autres que les établissements dépositaires, les primes aux nourrices et aux nourriciers, les fournitures scolaires, les cotisations des enfants assistés âgés de moins de treize ans et affiliés aux mutualités scolaires ;

6° Les frais des layettes et des vêtements ;

7° Les frais de déplacement, soit des pupilles, soit des nourrices, et au besoin, les frais relatifs à l'engagement des nourrices ;

8° Les registres, les imprimés et les signes de reconnaissance ;

9° Les frais d'assistance médicale et d'inhumation des pupilles;

10° Les frais de recouvrement et de gestion des deniers pupillaires;

11° Les remboursements aux départements étrangers;

12° Les frais résultant de l'exécution de jugements rendus en vertu de la loi du 24 juillet 1889, de production de pièces en vue de mariages ou émancipations de pupilles.

Art. 47 — Les prix de journée, dans un établissement dépositaire dépendant d'un hospice, sont fixés, tous les cinq ans, par le Conseil général, sur la proposition de la commission administrative.

En cas de réclamation de la commission, ils sont fixés par un arrêté du ministre de l'Intérieur; la réclamation est formée dans les trois mois qui suivent la notification de la décision du conseil général.

Dans le cas où il y aurait lieu de procéder, pendant le délai de cinq ans, à une revision des prix de journée, le conseil général en décidera sur la proposition du préfet ou sur celle de la commission administrative.

En cas de réclamation, il sera statué par arrêté du ministre de l'Intérieur, dans les conditions et délais du deuxième paragraphe du présent article.

Art. 48. — Les dépenses d'inspection et de surveillance sont à la charge de l'État; elles comprennent les traitements et les indemnités de tournées et de déplacement du personnel et, généralement, les frais occasionnés par la surveillance du service.

Art. 49. — Les recettes du service comprennent :

- 1° La subvention et les remboursements de l'Etat ;
- 2° La contribution du département ;
- 3° Le contingent des communes, obligatoire pour elles dans les conditions réglées par l'article 136 de la loi du 5 avril 1884 ;
- 4° Les remboursements des départements ou des familles ;
- 5° Le produit des amendes de police correctionnelle conformément aux lois ;
- 6° Le revenu des biens et capitaux visés par l'article 16 de la présente loi ;
- 7° Le produit des successions recueillies en conformité de l'article 41 de la présente loi ;
- 8° Le produit et les revenus des dons et legs faits, pour ce service, aux départements, ainsi que le revenu des fondations, antérieurement constituées, en faveur du même service, au profit des hospices et dont ceux-ci ont l'administration ;
- 9° Le produit de l'exploitation des établissements départementaux affectés au service des enfants assistés et moralement abandonnés.

Art. 50. — Les revenus des dons et legs faits aux départements, pour le service des enfants assistés, devront conserver, expressément, l'affectation spéciale prescrite par les actes constitutifs de la libéralité. Le conseil général ne pourra les employer à l'ensemble des services départementaux.

Art. 51. — Les recettes prévues aux paragraphes 7 et 8 de l'article 49 sont employées, sous réserve des affectations spéciales imposées par les bienfaiteurs, à la création de

dots de mariage en faveur de pupilles des deux sexes ; ces dots sont attribuées par la commission départementale sur la proposition du préfet.

Art. 52. — Les secours, pensions et indemnités sont incessibles et insaisissables.

Art. 53. — Les décomptes des mois de nourrice et pensions sont exempts du timbre et d'enregistrement.

Art. 54. — Les certificats, significations, jugements, contrats, quittances et autres actes faits en vertu de la présente loi et des lois du 24 juillet 1889 et du 19 avril 1898, et exclusivement relatifs au service des enfants assistés, sont dispensés du timbre et enregistrés gratis, lorsqu'il y a lieu à la formalité de l'enregistrement, sans préjudice du bénéfice de la loi du 10 juillet 1901, sur l'assistance judiciaire.

Art. 55. — Un tableau annexé à la loi de finances détermine, par zone, les tarifs minima des secours temporaires, des salaires de nourrice, des primes de survie et des prix de pensions ; ce tableau est dressé après enquête et avis des conseils généraux, il est révisé tous les cinq ans.

Les dépenses ayant pour objet l'application de ces tarifs minima, la fourniture des layettes aux pupilles âgés de moins de treize ans, les frais d'assistance médicale, constituent, pour le département, des dépenses obligatoires.

Art. 56. — Si un conseil général omet ou refuse d'inscrire au budget les crédits suffisants pour l'acquittement des dépenses obligatoires du service qui sont à sa charge, les crédits nécessaires sont inscrits d'office au budget par

un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique et inséré au *Bulletin des Lois*.

Il est pourvu au paiement des dépenses inscrites d'office, au moyen de prélèvements effectués, soit sur les excédents de recettes, soit sur le crédit pour des dépenses imprévues et, à défaut, au moyen d'une contribution spéciale portant sur les quatre contributions directes et établie par le décret d'inscription d'office, si elle est dans les limites du maximum fixé annuellement par la loi de finances, ou, par une loi, si elle doit excéder le maximum.

Dispositions générales

Art. 57. — Une statistique de la mortalité des enfants assistés sera publiée, chaque année, par le ministère de l'Intérieur.

En outre, tous les cinq ans, celui-ci présentera au président de la République un rapport détaillé, exposant, à tous les points de vue, la situation du service des enfants assistés. Ce rapport sera inséré au *Journal officiel*.

Art. 58. — Dans l'année qui suivra la promulgation de la présente loi, chaque préfet préparera, pour en assurer l'exécution, un règlement qui sera délibéré par le Conseil général et transmis, avec ses observations, au ministre de l'Intérieur ?

Art. 59. — Ces décrets délibérés en Conseil d'État déterminent les règles à suivre pour le recouvrement, la manutention et la gestion des derniers pupillaires.

Art. 60. — Sont abrogés la loi du 15 pluviôse an XIII, du 19 janvier 1811, la loi du 5 mai 1869 et, généralement, toutes les dispositions contraires à la présente loi.

Art. 61. — Un décret déterminera dans quelle mesure et dans quelles conditions les dispositions de la présente loi pourront être appliquées à l'Algérie.

Vu : Le Président de la thèse

PLANIOL

Vu : le Doyen

CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.

Pour le Vice-Recteur, l'Inspecteur de l'Académie

FONTENÉ

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE.....	v
INTRODUCTION.....	I
CHAPITRE PREMIER. — <i>Evolution historique de l'assistance aux enfants abandonnés....</i>	5
§ 1. — Antiquité.....	5
§ 2. — Grèce.....	6
§ 3. — Rome.....	8
§ 4. — Barbares.....	14
§ 5. — Moyen âge.....	15
§ 6. — Histoire de la Maison de la Couche.....	22
§ 7. — Les hôpitaux généraux.....	24
§ 8. — Le problème de la revendication avant la Révolution.....	29
CHAPITRE II. — <i>Le problème de la revendication de la Révolution à la loi du 24 juillet 1889.....</i>	33
§ 1. — L'œuvre législative de la Révolution ; les textes jusqu'en 1811.....	33
§ 2. — Nécessité d'un retour aux principes ; fondement du droit de puissance pater- nelle.....	38
§ 3. — La puissance paternelle dans le Code civil ; manque de sanction.....	43
§ 4. — Le décret du 19 janvier 1811 et l'instruc- tion ministérielle de 1823.....	46
§ 5. — Attribution arbitraire aux tribunaux par la jurisprudence antérieure à 1889 d'un	

droit de contrôle sur la puissance paternelle	50
§ 6. — Critique de la jurisprudence précédemment exposée. — Les arrêts contraires.....	55
§ 7. — Consécration de l'insuffisance des textes par l'institution, par l'Assistance publique, du contrat d'abandon.....	61
CHAPITRE III. — <i>La loi du 24 juillet 1889</i>	67
§ 1. — Nécessité d'une réforme législative sur l'abandon des enfants.....	67
§ 2. — Historique de la loi de 1889.....	69
§ 3. — Échec du contrat de dessaisissement proposé par le Conseil supérieur de l'Assistance publique	71
§ 4. — Études des dispositions de la loi de 1889.	80
α. — Titre I. — La déchéance de la puissance paternelle et la procédure de revendication.....	80
β. — Titre II. — La protection des mineurs placés avec ou sans l'intervention de leurs parents par l'institution de la cession judiciaire des droits de puissance paternelle et la procédure de revendication.....	92
§ 5. — Solution du problème de la revendication en dehors des cas d'application de la loi de 1889	111
§ 6. — Tentative de rétablissement par la jurisprudence du droit de contrôle qu'elle se reconnaissait antérieurement. — Échec de cette tentative.....	118
CHAPITRE IV. — <i>La loi du 27 juin 1904</i>	123
§ 1. — Les lacunes de la loi de 1889.....	123
§ 2. — La loi du 19 avril 1898.....	123
§ 3. — Historique de la loi de 1904.....	125
§ 4. — Rapport de M. Brueyre au Conseil supérieur de l'Assistance publique.....	126

§ 5. — Rapport de M. Roussel au Sénat.....	130
§ 6. — Rapport de M. Strauss au Sénat.	132
§ 7. — Rapport de M. Bienvenu-Martin à la Chambre des députés.....	135
§ 8. — Économie de la loi. — L'article 17.....	136
§ 9. — La solution du problème de la revendica- tion reste toujours la même.....	142
CHAPITRE V. — <i>État de la jurisprudence</i>	145
§ 1. — Les deux thèses en présence : l'abandon, nouveau cas de déchéance ; la revendication péremptoire.....	145
§ 2. — Le jugement du tribunal de la Seine du 27 juillet 1907.....	147
§ 3. — La seconde thèse de l'Assistance publique, pas de déchéance, mais privation du droit de garde. — Critique de cette thèse.....	152
§ 4. — L'arrêt de la Cour de Paris du 9 juillet 1909.....	154
§ 5. — Critiques dont cet arrêt a été l'objet. — Réfutation.....	157
§ 6. — Procédure de l'action en revendication, le conflit de compétence (jugement du tribu- nal des conflits du 12 décembre 1908).....	160
§ 7. — A quels parents est réservée l'action en revendication.....	163
CHAPITRE VI. — <i>La réforme à réaliser</i>	165
§ 1. — Les intérêts en présence : intérêts des parents, de l'Assistance publique, du tiers gardien.....	165
§ 2. — Les inconvénients des deux solutions indi- quées.....	167
§ 3. — Possibilité d'une modification des textes, orientation de cette modification.....	169
§ 4. — La nouvelle rédaction proposée de l'article 17 et ses avantages.....	172
ANNEXES. — <i>Textes justificatifs</i>	177

Loi du 27 frimaire an V.....	177
Décret du 19 janvier 1811.....	178
Loi du 15 pluviôse an XIII.....	183
Instruction ministérielle de 1823	186
Loi du 24 juillet 1889.....	199
Loi du 19 avril 1898.....	210
Loi du 27 juin 1904.....	212

